



LE MONDE. *diplomatie*

LE SENS
DE LA FÊTE

PAR ALEXIA BLIN

Page 28.

Mensuel - 28 pages

N° 858 - 72^e année. Septembre 2025

QUEL AVENIR APRÈS LA DICTATURE ?

Carnets de route en Syrie

Débarrassés du président Bachar Al-Assad, les Syriens oscillent entre l'espoir de vivre dans un État de droit et la crainte d'être soumis à un nouvel autoritarisme où la majorité sunnite imposerait sa loi aux minorités religieuses comme les Druzes et les Alaouites. Fin manœuvrier, le président Ahmed Al-Charaa sait qu'il doit donner des gages de tolérance pour s'assurer le soutien des capitales occidentales.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
EMMANUEL HADDAD *

PORTÉ à bout de bras par son père, Aram, trois mois, gigote dans son petit body. Il est emporté par la joie contagieuse de la foule rassemblée devant la tombe du soldat inconnu, sur les hauteurs de Damas. En cette nuit du 3 juillet, l'obscurité est striée de rais de lumière émanant d'une scène imposante où doit bientôt être dévoilée l'identité visuelle de la Syrie nouvelle.

Le simple fait de pouvoir se réunir si près du palais présidentiel sans risquer d'être arrêté fait renaître l'excitation incrédule des premiers jours de la « libération », au lendemain de la chute du dictateur Bachar Al-Assad, le 8 décembre, et de sa fuite à Moscou (1). « Rien n'est éternel, Bachar est

tombé », scande un groupe de jeunes. Puis ils forment une ronde autour d'Aram, symbole d'une génération de Syriens qui n'aura plus à courber l'échine face au pouvoir. C'est en tout cas ce que promet le nouvel hymne officieux qu'ils s'empressent d'entonner : « *Relève la tête, tu es un Syrien libre.* » Deux jours plus tôt, Damas et les autres grandes villes étaient déjà à la fête après l'annonce de la levée effective des sanctions américaines contre le pays, le délivrant ainsi d'une entrave majeure à sa reconstruction après quatorze ans de guerre, de dévastations et de prédatations.

(Lire la suite pages 4 et 5.)

(1) Lire Akram Belkaïd, « Syrie, l'année zéro de l'après-dictature », *Le Monde diplomatique*, janvier 2025.

* Journaliste.

LA RENTRÉE SOCIALE EN LIGNE DE MIRE

Austérité, le festin des actionnaires



© EMILY EVELETH - ANDERSON YEZERSKI GALLERY, BOSTON

EMILY EVELETH. – « Spin » (Ça tourne en rond), 2022

AU cœur de l'été, le télescopage est passé presque inaperçu. Peut-être parce que le plan présenté le 15 juillet par le premier ministre français pour rééquilibrer les comptes publics a capté toute l'attention. De fait, l'offensive budgétaire du gouvernement ne s'embarrasse même pas de feindre l'équité. Taxation des malades, rabotage des droits des chômeurs, gel des prestations sociales, désossage des services publics, suppression de deux jours fériés, etc. : le coût du grand réarmement européen pèsera sur les plus fragiles... Car c'est de ces pelés, de ces galeux que vient tout le mal ! Sur

la chaîne d'extrême droite CNews, le député macroniste Mathieu Lefèvre tente le 4 août d'amadouer l'électorat du Rassemblement national en dénonçant « *un système dans lequel on a des gens qui resquillent, qui grugent, et d'autres qui travaillent deux fois plus pour le financer.* ». Rentrer de l'hôpital en taxi quand on a encore la force de marcher ? « *Un coup de poignard au pacte social* », suggère-t-il, l'air pénétré. La veille, dans *Le Parisien*, la ministre du travail Catherine Vautrin déplorait de son côté l'ampleur de cette « gruge » : 13 milliards d'euros – dont plus de la moitié, oubliat-elle de préciser, commise par les employeurs sous forme de travail dissimulé.

Mais, quelques semaines plus tôt, un tout autre son de cloche avait subrepticement retenti dans le débat public. Le 1^{er} juillet, les sénateurs Olivier Rietmann et Fabien Gay remettaient à M. Gérard Larcher leur rapport sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises (1). Le type même

Un président de la République marginalisé, un premier ministre sur le départ, une population excédée. Le pouvoir français va-t-il s'accrocher à son plan d'austérité consistant à rançonner salariés, retraités et malades pour financer l'armée et rétablir les comptes ? Et l'État continuera-t-il d'alimenter à fonds perdu les profits des grandes entreprises ?

PAR PIERRE RIMBERT
ET GRÉGORI RZEPSKI

de document qui, sitôt reçu, a dû brûler les doigts du président de la Chambre haute. Car le constat des parlementaires, l'un communiste, l'autre républicain, renvoie la « fraude sociale » qui obsède M^{me} Vautrin à une espionnerie de Castors Juniors : chaque année, l'État-mamma offre – souvent sans contrepartie, ni contrôle, ni évaluation – plus de 200 milliards aux entreprises. Nul ne connaît le chiffre précis puisque le gouvernement ne juge pas utile de recenser les milliers de dispositifs empilés depuis des décennies. Mais subventions (48 milliards d'euros), allègements de cotisations (75 milliards) et niches fiscales (88 milliards) représentaient au bas mot 211 milliards en 2023, selon l'évaluation à laquelle la commission sénatoriale a elle-même procédé.

(Lire la suite page 21.)

(1) Fabien Gay et Olivier Rietmann, rapport fait au nom de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants, Sénat, Paris, 1^{er} juillet 2025.

Complicités arabes

PAR AKRAM BELKAÏD

LES pays arabes ne porteront pas secours à Gaza. Aucun d'entre eux n'a engagé la moindre initiative diplomatique d'envergure pour empêcher la réoccupation de l'enclave et mettre fin au déluge israélien de feu et d'acier qu'elle subit depuis bientôt deux ans. Malgré un bilan humain terrifiant (70 000 morts dont 70 % de femmes et d'enfants selon les estimations) et une famine digne des pires sièges médiévaux, il n'est pas une capitale du Maghreb ou du Machrek exigeant des sanctions contre Tel-Aviv ou menaçant ses partenaires occidentaux de mesures de rétorsion pour leur soutien indéfectible à M. Benyamin Netanyahu et à son gouvernement (1). Contrairement à ce qui advint en 1973 pendant la guerre d'Octobre, l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (Opaep) ne cherche pas à convaincre les autres producteurs de restreindre les livraisons d'or noir afin que Washington fasse pression sur son protégé. Certains événements symbolisent parfaitement ce changement d'époque : alors que les armes américaines continuent d'affluer en Israël et que le Congrès vote crédit sur crédit au profit de Tel-Aviv, l'USS Forrest Sherman, un destroyer de la marine de guerre des États-Unis, fait tranquillement escale à Alger en mai (2).

Récemment libéré après quarante et un ans de détention en France, le militant communiste Georges Ibrahim Abdallah fustige les peuples autant – sinon plus – que leurs dirigeants. « *Les enfants de Palestine meurent de faim*, déclarait-il à son arrivée à Beyrouth. *C'est une honte pour l'histoire. Une honte pour les masses arabes, plus encore que pour les régimes. Les régimes, on les connaît. Combien de martyrs sont tombés dans les manifestations ? En tentant de franchir les frontières de Gaza ? Aucun. Personne n'est tombé. Tout dépend du peuple d'Égypte, plus que de toute autre partie.* »

Les dirigeants égyptiens ne l'entendent pas de cette oreille. Sans retenue, ils renforcent la coopération économique avec Tel-Aviv. Pour Le Caire, il n'est pas question de rompre les relations diplomatiques, même si chaque jour les

Gazaouis meurent par dizaines. Certes, 40 000 soldats égyptiens sont bien déployés dans le nord du Sinaï, mais leur mission n'est pas de frayer un passage pour l'aide humanitaire, plutôt d'empêcher un afflux de réfugiés dans la péninsule. S'il n'était inodore, on pourrait affirmer que cette passivité sent le méthane. Début août, la compagnie israélienne Newmed annonçait la signature d'un contrat « historique » de 35 milliards d'euros portant sur la fourniture à l'Égypte de gaz naturel extrait du site offshore Leviathan à partir de 2026. Les livraisons en jeu – 135 milliards de mètres cubes sur quinze ans – correspondent à 20 % de la consommation annuelle du pays. Depuis 2019, et la conclusion d'un premier contrat d'achat de 60 milliards de mètres cubes, Le Caire accepte donc que sa sécurité énergétique dépende de son voisin. Ce qui explique sans doute que ses forces de police aient empêché, souvent de manière musclée, les participants à la marche mondiale vers Gaza de converger vers le Sinaï en juin.

Autre exemple, les Émirats arabes unis ont normalisé leurs relations avec Israël en 2020 dans le cadre des accords Abraham. Edge Group, l'un des fleurons de leur industrie de défense, annonçait en janvier vouloir investir 10 millions de dollars pour acquérir une participation de 30 % dans la société israélienne Thirdeye Systems spécialisée dans la détection de drones grâce à l'intelligence artificielle. En Égypte, aux Émirats ou au Maroc, autre pays signataire des accords Abraham, la normalisation avec Israël rime avec bonnes affaires. De quoi inspirer la Syrie et l'Arabie saoudite, qui multiplient les contacts avec l'ennemi des Palestiniens.

(1) Lire « Un silence arabe », *Le Monde diplomatique*, mars 2024.

(2) America's Navy, « USS Forrest Sherman visits ports of Algiers », 20 mai 2025, <https://www.navy.mil>

Sur la politique française, lire aussi pages 22 et 23 :

Les préfets servent-ils toujours la République ?, par Philippe Baqué



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE

COURRIER DES LECTEURS

Lobby pro-Israël

Réagissant à l'article « Le lobby pro-Israël en France » de Serge Halimi et Pierre Rimbert (août), M. Pierre Arrabie-Aubiès estime qu'une autre dimension mérite d'être signalée :

Le système financier français est lui aussi largement concerné par l'influence pro-israélienne. Cinq banques françaises, BNP Paribas, la Banque populaire, la Caisse d'épargne, la Société générale et le Crédit agricole prêtent de l'argent ou investissent dans des entreprises activement impliquées dans les colonies israéliennes, illégales au regard du droit international. En dépit des alertes du mouvement BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions), les entités de contrôle et l'autorité monétaire laissent faire. Que dire aussi du Crédit coopératif, qui communique beaucoup sur ses engagements éthiques, sociaux et solidaires, mais qui a fermé le compte de l'Union juive française pour la paix (UJFP) le 30 juillet dernier, en se retranchant derrière le « secret bancaire » et le « respect de la loi » en guise d'explication ? Cette décision voudrait-elle conduire l'UJFP à interrompre ses aides concrètes en soutien à la société civile de Gaza ?

Numérique et Moyen Âge

Partageant plusieurs des conclusions de l'article « Le numérique nous ramène-t-il au Moyen Âge ? » d'Evgeny Morozov (août), M. Laurent Orgogozo estime toutefois qu'il existe bien une nature féodale des dirigeants de la Silicon Valley :

Ce n'est pas sur le plan techno-économique, mais sur le plan politique que l'analogie moyenâgeuse me semble convaincante. En effet, nombre de caciques de l'industrie numérique, tels MM. Elon Musk et Peter Thiel, se réclament du libertarisme, dont l'obsession constitutive est la disparition de l'État. Or, dans l'histoire de

France, l'apport essentiel de la monarchie fut l'émergence d'une gouvernance centralisée au détriment de la liberté des hobeaux, petits et grands. C'est la combinaison de leur rêve régressif d'élimination de la puissance redistributive et normative et de leur fantasme messianique transhumaniste qui fait des magnats de la Silicon Valley des néo-féodaux en puissance.

« Beauf »

Inspiré par l'article d'Élie Guérault et Laëlia Véron « Triomphe du "beauf" » (août), M. Mario Charland fait un parallèle avec son homologue de la Belle Province, un personnage de fiction incarnant l'aliénation politique du Québécois colonisé :

Au Québec, nous avons notre « beauf » national avec Elvis Gratton, le personnage cinématographique créé par le regretté

Pierre Falardeau. Ardent nationaliste et indépendantiste, le cinéaste et essayiste a conçu cette « caricature » pour se moquer du Québécois en voie d'assimilation, garagiste de son état, et qui a voté « non » au référendum de 1980. Inféodé à la culture américaine, Elvis Gratton proclame : « Je parle bilingue ! » et se définit tout à la fois comme « Canadien français vivant au Québec », « Québécois francophone vivant au Canada », « Canadien-Québécois-Français vivant en Amérique du Nord ». Afin de mettre l'accent sur le côté « aliéné » du personnage, Falardeau en a fait un « winner » : Gratton est sorti gagnant d'un concours national d'imitation d'Elvis Presley, d'où son nom d'artiste. Le « beauf » de Falardeau est traversé par la sempiternelle problématique nationale dans laquelle patauge le Québec depuis la « Révolution tranquille » (1960-1980). L'humoriste Yvon Deschamps en a résumé les aspirations paradoxales en forme de devise : « Un Québec "indépendant" dans un Canada "uni" ».

Presse, diplomatie et actualité internationale

Le Monde diplomatique sera présent à l'événement « La Fabrique de la diplomatie », organisé par l'Académie diplomatique et consulaire du ministère de l'Europe et des affaires étrangères vendredi 5 et samedi 6 septembre, à Paris. Nos journalistes animeront un atelier sur l'information internationale les deux jours de 16 heures à 17h30. L'association Les Amis du Monde diplomatique tiendra un stand tout le long de cette manifestation.

Ces rencontres permettront de répondre à un certain nombre de questions liées au traitement de l'actualité internationale par la presse : comment les médias choisissent-ils de mettre en avant tel ou tel sujet ? Par quels mécanismes (techniques, économiques, culturels...) certains thèmes géopolitiques ou politiques apparaissent-ils ou disparaissent-ils des journaux ? Pourquoi les journalistes adoptent-ils tel ou tel mot pour désigner des événements ? À partir de cas concrets – articles, cartes, extraits de journal télévisé, etc. –, les ateliers mettront en lumière les biais et les partis pris de la presse et proposeront des grilles d'explication à ces choix délibérés ou inconscients.

Lieu : université Sorbonne nouvelle (salle B 208), 8, avenue de Saint-Mandé, 75012, Paris. Entrée libre et gratuite.

Guyane

M. Daniel Boukman, écrivain martiniquais, souhaite ajouter un complément à l'article « Au "temps béni" du bagne de Cayenne » de Samuel Tracol (juillet) :

Vingt-deux ans après la fin du système esclavagiste en Martinique, un nouveau modèle de domination voit le jour. Dans le sud de l'île, du 22 au 24 septembre 1870 éclate une insurrection populaire : vingt-six propriétés des anciens « maîtres » sont incendiées à la suite d'une décision judiciaire inique contre un jeune mulâtre, condamné à cinq ans de bagne pour avoir rossé un Blanc lui ayant donné un coup de cravache afin de l'écarter de son chemin. Le 25, le gouverneur décrète l'état de siège, mobilise 1 500 hommes d'infanterie, de marine, de gendarmerie, de milice pour barrer la route aux insurgés : ouvriers agricoles, petits cultivateurs, artisans, domestiques armés de fusils de chasse, coutelas, pierres, bouteilles d'eau pimentée. Parmi eux, nombreuses sont les femmes. Au cours de l'année 1871, l'armée commet un massacre. À cette répression militaire succède celle des tribunaux. Parmi les insurgés condamnés aux travaux forcés figurent quatre femmes – dont Lumina Sophie – envoyées au bagne de Guyane... Le 25 novembre 1871, huit condamnés à mort sont fusillés.

Coopération scientifique

Réagissant à l'article « Le mythe de la neutralité » du physicien Carlo Rovelli (juillet), M. Jean Moulin regrette l'interruption des liens de coopération scientifique entre l'Occident et la Russie en raison de l'invasion de l'Ukraine :

L'auteur rappelle qu'au plus fort de la guerre froide les scientifiques soviétiques et occidentaux ont continué à échanger « grâce à des initiatives individuelles ». Il faut citer aussi les accords de coopération institutionnels établis dès la fin des années 1950 entre

le CERN et l'Institut unifié de recherches nucléaires de Douna (URSS), une sorte de CERN des pays socialistes, créé en 1956. Ces accords incluaient non seulement la science, les échanges de chercheurs, mais aussi des collaborations technologiques sur les équipements expérimentaux. Maintenus sans discontinuer jusqu'en 2024, ils sont désormais gelés. (...) La guerre « chaude » d'Ukraine a eu raison de la diplomatie scientifique. Les dégâts sont considérables. Nous avons visiblement changé d'époque. (...) Il faut cependant noter que le projet international de fusion nucléaire ITER et la station spatiale internationale (ISS) sont, eux, maintenus, conformément à « la plus basique rationalité scientifique »... et à l'ampleur des budgets concernés.

Religion

S'il salue la pertinence de l'article « Le vrai sens des "fake news" » de Daniel Zamora (juillet), M. Alain Clavier regrette néanmoins la présence d'un passage ironique à propos de l'Église catholique et de ses « vérités » qui prêtent à « sourire » telles l'Immaculée Conception, la résurrection des morts et la transmutation de l'eau en vin :

Nous sommes donc autorisés à nous affranchir enfin des aneries de Kepler et Copernic, des inanités de Volta, des vaticinations de Pasteur, tous chrétiens revendiqués, de se libérer des futilités d'Origène, Basile, Grégoire, des approximations d'Augustin, des inepties de Thomas d'Aquin et des billevesées, fadaïses et fariboles d'autres benêts illustres : François d'Assise, Blaise Pascal, Charles Péguy, Gilbert Chesterton, Maximilien Kolbe, Daniel Pézeril et quelques milliers d'autres dont les noms rempliraient presque autant de pages que peut en noircir la pénétration universitaire (presque, car il y a des records qu'il est hasardeux de défier).

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs,
1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris
ou courrier@monde-diplomatique.fr

RECTIFICATIF

Contrairement à ce qui est mentionné dans la recension de livres de Giuliano da Empoli (août), ce dernier n'est pas le fondateur de la revue en ligne Le Grand Continent, créée en 2019 par Gilles Gressani, Ramona Bloj, Mathéo Malik.

CHOISIR SON CAMP

Un article du site chinois Guānchǎzhě (proche des courants nationalistes) tire les leçons des tensions entre Washington et New Delhi (19 août).

Donald Trump souhaite que l'Inde ouvre ses portes à l'agriculture et à l'industrie laitière. Or, l'agriculture et les secteurs connexes représentent plus de 70 % des emplois en Inde, et le premier ministre indien ne peut se permettre de perdre le soutien des agriculteurs. (...) Auparavant, l'Inde était presque entièrement alignée sur les États-Unis. (...) Elle n'a cessé de semer la zizanie au sein des Brics et de l'Organisation de coopération de Shanghai. (...) Cela signifie que la politique étrangère de l'Inde a complètement échoué ces dernières années, qu'elle s'est aliéné la Chine et qu'elle est maintenant abandonnée par les États-Unis. (...) La leçon à tirer de cette

affaire est très claire : l'Occident n'est pas si facile à manipuler, et il est essentiel de choisir son camp.

CHARABIA

Tranchant un litige commercial entre deux plaignants, un juge irlandais s'est refusé à utiliser les termes financiers techniques habituellement employés dans les prétoires. Au nom, selon lui, de l'amélioration du système juridique (The Irish Times, 8 août 2025).

Un juge de la Haute Cour d'Irlande a déclaré que les jugements devraient éviter d'utiliser des termes latins ou des « termes techniques » et être rédigés dans un « langage simple » qu'un profane « raisonnablement intelligent » comprendra. Les jugements devraient, dans la mesure du possible, chercher à utiliser un « anglais simple » plutôt que des expressions généralement connues uniquement des

avocats, a ainsi déclaré le juge Michael Twomey. (...) Il a choisi d'utiliser les expressions « frais habituels » et « frais majorés », au lieu de faire référence aux « frais entre parties » et aux « frais entre praticiens légaux et clients », deux expressions généralement employées par les avocats. [Pour le juge], utiliser les termes juridiques équivaldrait à « du charabia » pour un profane. (...) Selon M. Twomey, l'État de droit stipule que la loi « doit être accessible et, dans la mesure du possible, intelligible, claire et prévisible ».

ESPIONITE

Dans un contexte de crise diplomatique entre Alger et Paris, le quotidien algérien francophone L'Expression (proche du pouvoir) accuse l'Institut français d'Algérie de servir de couverture à la Direction générale de la sécurité extérieure française (14 août).

Centres culturels ou nids d'espions ? Ce qui devait être des espaces de dialogue et de promotion de la culture française en Algérie se retrouve, aujourd'hui, au cœur de graves accusations. Derrière les façades badigeonnées des instituts français se profilerait l'ombre de la DGSE, la Direction générale de la sécurité extérieure. Des rapports affirment que ces structures serviraient de relais pour la collecte de renseignements et la diffusion de fausses informations, en s'appuyant parfois sur la complicité – consciente ou non – de « collabos » algériens. (...) Les méthodes sont bien rodées : séduire, manipuler, utiliser.

On promet à des jeunes sans repères un avenir radieux – visa rapide, carrière internationale, ouverture sur le monde. Mais derrière cette vitrine alléchante se cache un calcul, celui d'affaiblir en Algérie la cohésion nationale.

Informez-vous, abonnez-vous
... et contribuez à l'indépendance du Monde diplomatique

1 AN - 12 NUMÉROS POUR 65 €

INCLUS DANS VOTRE ABONNEMENT
AU MONDE DIPLOMATIQUE

- La version papier, chaque mois
- L'accès aux versions numériques et à l'application mobile
- Les articles en version audio

Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/12/2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Entreprises et étranger : nous consulter. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Le Monde diplomatique, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services. ☐ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale du Monde diplomatique. ☐ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale des partenaires du Monde diplomatique. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : www.monde-diplomatique.fr/diplotgpd/ ou écrivez à notre délégué à la protection des données : 67-49 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@monde-diplomatique.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par courriel : abo@monde-diplomatique.fr ou par téléphone au 03 21 13 04 32 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://boutique.monde-diplomatique.fr/cgvhtml>

À renvoyer, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre du Monde diplomatique SA, à l'adresse suivante :

Le Monde diplomatique, service abonnements, A 2300, 62066 Arras Cedex 9

Coordonnées: RMD26BA09

M.	☐	M ^{me}	☐
Nom			
Prénom			
Adresse			
			
Code postal			
Ville			
Courriel			
J'accepte de recevoir des offres du Monde diplomatique : Oui ☐ Non ☐			
J'accepte de recevoir des offres des partenaires du Monde diplomatique : Oui ☐ Non ☐			



PLUS SIMPLE, PLUS RAPIDE
www.monde-diplomatique.fr/abo



ou téléphonez au 03 21 13 04 32
(du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674), Sylvia DUNCHEL (9621), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Elisabeth CIALDELLA : elisabeth.cialdella@mpublicite.fr

Diffusion, mercatique : Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDE, Kevin JOLIVET, Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTILLET, Martine PRÉVOT
Relations marchands de journaux (numéro vert) : 0805-050-147
Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé) www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32

Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
© ADAGR, Paris, 2025, pour les œuvres de ses adhérents
Prix au numéro : 5,90 €
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 65 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

ENSEIGNEMENTS POUR RÉPONDRE AU CHOC DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Quand les syndicats affrontaient le numérique

Au cours des années 1970, le monde du travail subit de plein fouet la première grande vague d'informatisation. Les documents produits à l'époque par les principales centrales syndicales françaises témoignent de leur combativité et d'une critique incisive du phénomène. À un demi-siècle d'écart, ils nous offrent des outils face au déferlement de l'intelligence artificielle.

PAR MAUD BARRET BERTELLONI,
PAULINE GOURLET ET FÉLIX TRÉGUER *

C'EST l'époque où l'extrême centre réformateur qui domine les institutions françaises fait de l'innovation technologique une priorité. Alors qu'apparaît le chômage de masse et que menace l'austérité budgétaire, d'immenses investissements sont consacrés au développement de l'informatique. À en croire les syndicats, les dirigeants d'entreprise ont fixé un objectif clair : « accroître les traitements de masse ». Il s'agit ainsi de libérer le travail des tâches les plus pénibles, de rationaliser son organisation, de fluidifier les processus de production et d'augmenter la productivité. Mais nombre de travailleurs et travailleuses concernés par ces déploiements partagent le sentiment d'être « dépossédés de toute initiative au profit d'un ensemble de consignes “techniques” édictées par les personnes qui ont le pouvoir ».

Ce constat ne concerne pas l'énième campagne de « modernisation » économique lancée sous la présidence de M. Emmanuel Macron. Il émane d'un rapport intitulé *Les Dégâts du progrès*, publié en 1977 par la Confédération française démocratique du travail (CFDT), et d'autres documents d'archives de la Confédération générale du travail (CGT). Ces écrits illustrent la manière dont les syndicats s'emparent à l'époque des enjeux associés à l'informatisation (1). Durant cette période, l'informatique prolifère dans le secteur tertiaire et les emplois dits « de bureau », en expansion depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cette évolution ne va pas sans résistance : du « Mai des banques », qui mobilise en 1974 entre trente mille et cinquante mille manifestants à Paris et dans tout le pays, aux grèves contre la chaîne « automatisée » dans les assurances ou les Postes et Télécommunications (PTT), les employés dénoncent l'impact des ordinateurs sur leur activité, et ce dans des secteurs historiquement considérés comme peu revendicatifs.

Décrivant les transformations du travail depuis la « vie de tous les jours », les organisations syndicales mesurent alors l'écart entre les promesses du

management (notamment celle d'un allègement de la pénibilité) et les conséquences concrètes de l'informatisation. Visionneuses et écrans, claviers de commande, fichiers, télétransmission, capteurs bouleversent les processus et les rapports de forces entre travailleurs et patrons. Loin de « libérer » le personnel des tâches répétitives, l'informatique, en généralisant de nouvelles opérations de contrôle monotones (codage, pointage, vérification), aboutit à une intensification des cadences et à un isolement accru du fait de procédures toujours plus rigides et individualisées. C'est un proto-travail du clic qui s'instaure, inintéressant, fastidieux et physiquement éprouvant. « *Le travail des bureaux ressemble de plus en plus à celui de l'industrie. Déqualifiés, taylorisés, contrôlés, les employés sont, en fait, prolétariés* », soulignent par exemple les militants de la CFDT. Comme le remarque à l'époque Pierre Naville, un sociologue proche du syndicat, « *le capital a réussi à faire du progrès technique une idéologie qui masque les procédures nouvelles par lesquelles il poursuit l'exploitation des masses salariées* ».

À la Sécurité sociale, les premiers systèmes de reconnaissance optique de caractères génèrent eux aussi un profond sentiment d'obsolescence et d'aliénation : « *Écrire à longueur de journée (...) des chiffres rigoureusement conformes à une norme, pas trop à droite, pas trop à gauche, dans leur petite case, sans autre responsabilité ni intérêt, arrive à vous faire douter de la qualité de la vie.* » Aux PTT, la CFDT sonne l'alarme sur les dérèglements qu'entraîne l'informatisation chez les opératrices des renseignements téléphoniques : vomissements nerveux, crises de larmes pour celles qui ne peuvent plus quitter leur poste, troubles digestifs, du sommeil, de la vision, migraines répétées... Face à ces symptômes, une stratégie patronale courante consiste à redéfinir les critères de recrutement pour privilégier des profils moins qualifiés, ou encore à motiver les troupes à grand renfort de techniques d'incitation comportementale et de « *moquettes euphorisantes* ».

Au milieu des champs de maïs

DANS la banque, l'informatisation fournit un support aux nouvelles méthodes de management et institue la performance « *mathématiquement mesurée* ». Ces « optimisations » court-circuitent les discussions informelles et étouffent les mobilisations dans l'œuf. Plusieurs contributeurs du rapport *Les Dégâts du progrès* notent par exemple que la décentralisation du traitement de l'information en petits pôles interconnectés permet, en cas de grève, de faire passer le travail d'un lieu à un autre. Les centres informatiques les plus sensibles sont, eux, « *coupés de tout environnement dangereux* », à l'image de celui de la BNP, exilé à Marne-la-Vallée, ou de celui du Crédit lyonnais, isolé au milieu des champs de maïs à Limeil.

* Respectivement chercheuses associées à Costech (Université technologique de Compiègne), au médialab de Sciences Po et chercheur associé au Centre internet et société du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Sans concertation ni partage d'informations, les équipes de direction et les concepteurs des systèmes informatiques incarnent une « *minorité de super-techniciens* » qui façonnent l'organisation du travail. Pour les « opérateurs », ces technologies semblent « *tomber du ciel* », accompagnées de licenciements et d'une redéfinition des postes qui « *mutil[e]* » le personnel. Autant de constats qui font écho aux situations documentées aujourd'hui par les sociologues travaillant sur les nouvelles formes d'automatisation, comme celles que dénoncent les agents de la direction générale des finances publiques (DGFIP) aux prises avec l'intelligence artificielle (2).

Les archives mettent également en évidence un renouveau des positions syndicales à l'égard des technologies. Les centrales semblent se départir de la lecture marxiste orthodoxe selon laquelle le socialisme se situerait au terme du développement des



TONY OURSLER. – « Upsidedown » (À l'envers), 2020

forces productives, pour reprendre à leur compte la critique des sciences et des technologies issue de la « nouvelle gauche » et des mobilisations antitechnocratiques de 1968.

Dans ce moment de reconfiguration, plusieurs tendances se dessinent. La CGT reste habitée par l'espoir d'une réappropriation des technologies capitalistes dans une visée émancipatrice. Certaines fédérations favorables à la création d'une industrie informatique française autour de la Compagnie internationale pour l'informatique (CII) soutiennent ainsi les politiques industrielles, et notamment le plan « Calcul », lancé en 1966. À la Sécurité sociale, où les ministères de tutelle et le patronat imposent une informatisation à marche forcée, la CGT élabore un « *contre-plan* » pour une « *informatique sociale au service d'une gestion démocratique* » sur un modèle plus décentralisé et autogéré.

La CFDT, elle, ne paraît pas vraiment croire à la possibilité d'une réappropriation. Comme le souligne un contributeur aux *Dégâts du progrès*, « *il n'y a pas d'innovations technologiques innocentes ou neutres (...), elles visent toutes, en régime capitaliste, à accroître la productivité et à supprimer les indispensables humains afin de participer au processus d'accumulation du profit* ». Pour sa part, Naville rappelle que, même nationalisé, le pilotage de l'innovation technologique « *ne crée pas automatiquement une démocratie sociale* ». Une semblable méfiance entoure les institutions naissantes consacrées à l'évaluation des risques technologiques, où les partenaires sociaux sont parfois conviés : la CFDT y voit une « *intrusion technocratique* » de la part d'experts – administrateurs, psychologues, médecins du travail ou chercheurs – coupés des réalités quotidiennes des travailleurs et privant ces derniers de leur capacité d'auto-organisation.

Dès lors, comment reprendre en main le progrès technologique ? Les militants de la CFDT invitent à « *engager la lutte sur le contrôle de l'investissement* » et, plus largement, à « *poser les bases d'une autre conception de la technologie, d'un autre développement économique* ». Faute de quoi, alertent-ils, la participation des travailleurs au pro-

cessus d'innovation risque d'« *intégrer l'organisation syndicale à un mode de production contre lequel elle lutte en permanence* », contribuant ainsi aux efforts du patronat en vue d'« *abaisser les coûts de production et d'augmenter la productivité* ».

En attendant, sur le terrain, les deux centrales agissent. Alors que se développe à la marge une culture diffuse du sabotage informatique (3), leurs membres lancent des grèves du zèle par le biais d'un suivi rigide des consignes, ainsi que des grèves tout court avec pour revendications le maintien des effectifs et la défense des qualifications. Aux PTT, entre 1972 et 1974, les syndicats réclament la réduction de la durée hebdomadaire du travail, la limitation des vacances sur les

visionneuses, l'attribution de quinze minutes de pause par heure et la création de commissions d'hygiène et de sécurité habilitées à exiger l'arrêt des machines considérées comme dangereuses pour le personnel. Ces demandes seront partiellement exaucées, suggérant qu'« *il est possible de lutter, et de gagner* ».

La suite de l'histoire est connue. L'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981 n'entraîne pas de « grand moment autogestionnaire ». Les syndicats revoient leurs ambitions à la baisse au profit d'une logique de cogestion. Les décennies suivantes seront marquées par la diffusion de l'informatique au travail et dans la vie quotidienne, jusqu'à son avatar le plus récent : l'intelligence artificielle (IA).

Comme dans les années 1970, les premiers déploiements de cette nouvelle technologie se traduisent par des déqualifications et des licenciements. À leur tour exposées à la taylorisation par les IA dites « génératives », les professions créatives et intellectuelles endurent ce qu'ont subi avant elles ouvriers et techniciens. Certes, des mobilisations s'organisent ici et là, mais elles paraissent isolées, menées à l'écart

des grandes centrales. D'ailleurs, les dirigeants syndicaux tiennent un discours qui, si critique soit-il, reste ambigu. Non seulement il semble déconnecté du travail réel, mais il reprend en partie à son compte les promesses des apôtres les plus zélés de l'IA. Celle-ci serait, selon M^{me} Caroline Blanchot, secrétaire générale de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (Ugict-CGT), une « *source de progrès et de bienfaits pour l'humanité* » (*Le Monde*, 16 mai 2024). M^{me} Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT issue de cette même union, y voit quant à elle « *une occasion de mettre fin à la taylorisation du travail intellectuel et relationnel en le centrant sur les aspects réellement humains* » (*Le Monde*, 13 octobre 2023).

Un registre plus offensif

À LA CGT comme à la CFDT, l'essentiel des revendications porte sur l'adaptation des travailleurs, évitant la question plus politique de l'organisation du travail. Face à l'IA, on demande la « *souveraineté numérique* », plus de « *dialogue social* », une « *acculturation* » et des « *formations* », un meilleur « *partage de la valeur* » liée aux gains de productivité (4). Des appels à une « *IA frugale* » suffisent à évacuer le coût écologique faramineux des centres de données, pourtant devenu une préoccupation majeure. Si certaines propositions – d'ailleurs inspirées par les luttes des années 1970 – s'inscrivent dans un registre plus offensif, à l'image du droit de veto sur les projets d'IA réclamé par la CGT pour les travailleurs, la nécessité de construire un rapport de forces ne figure plus dans l'équation. Il est vrai que la puissance des syndicats s'est largement érodée ces cinquante dernières années, mais l'enjeu demeure inchangé : comment passer d'une position de défense des droits acquis à une stratégie ambitieuse face aux effets concrets des évolutions technologiques sur le monde du travail ?

Pour les luttes en cours et celles à venir, des écrits comme *Les Dégâts du progrès* et d'autres archives syn-

dicales des années 1970 ouvrent de riches pistes de réflexion en termes de méthode et de programme. Ils rappellent en particulier que la maîtrise de l'organisation du travail par les salariés est une condition préalable (quoique non suffisante) à l'émergence de technologies alternatives, respectueuses tant des droits humains et sociaux que des équilibres planétaires.

(1) Confédération française démocratique du travail (CFDT), *Les Dégâts du progrès. Les travailleurs face au changement technique*, Seuil, Paris, 1977 ; Confédération générale du travail (CGT), « Pour une informatique sociale au service d'une gestion démocratique de la Sécurité sociale », Paris, janvier 1975 ; Comité régional CGT Occitanie, *La CII. L'informatique française... Les luttes sociales... Toute une histoire...*, Toulouse, 2022. Sauf mention contraire, toutes les citations sont tirées de ces documents.

(2) Solidaires Finances publiques, *L'IA aux impôts. Réflexions et actions syndicales*, Syllepse, Paris, 2024 ; cf. aussi Juan Sebastián Carbonell, *Le Futur du travail*, Éditions Amsterdam, Paris, 2022.

(3) Célia Izoard, « L'informatisation, entre mises à feu et résignation », dans Cédric Biagini et Guillaume Carnio (sous la dir. de), *Les Luddites en France. Résistance à l'industrialisation et à l'informatisation*, L'Échappée, Paris, 2010.

(4) CFDT Fonction publique, « Intelligence artificielle et environnement. Un défi écologique pour nos services publics », 23 octobre 2024, <https://uffa.cfdt.fr> ; CGT, « Contribution CGT en vue du Sommet pour l'action sur l'IA », février 2025, www.cgt.fr ; Ugict-CGT, « Mettre l'intelligence artificielle au service d'un nouveau modèle économique, social et environnemental », 15 décembre 2021, <https://ugictcgt.fr>.

« NOUS NE SOMMES PAS LES COUPEURS DE TÊTES QUE

Carnets de route dans une Syrie

(Suite de la première page.)

Au milieu de la nuit, un aigle doré sur fond vert surmonté de trois étoiles apparaît sur l'écran géant. S'ensuit la retransmission du discours du président de transition, M. Ahmed Al-Charaa, qui proclame : « *L'identité dont nous nous dotons aujourd'hui incarne une Syrie qui n'accepte ni division ni partition* », avant d'ajouter que « *la diversité culturelle et ethnique est une richesse, et non une cause de conflit* ». Trois jours plus tard, les États-Unis annoncent retirer le groupe islamiste dont est issu le nouvel homme fort de Damas, Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant, anciennement Front Al-Nosra), de la liste des « organisations terroristes étrangères ».

Mais, dans ce pays qui émerge à peine d'une longue nuit, il suffit d'une étincelle pour faire sauter les plombs et ramener l'obscurité.

Le 11 juillet, l'agression d'un marchand de légumes de confession druze par des groupes bédouins armés sur la route reliant Damas à Soueïda, grande ville du sud du pays à majorité druze, met le feu aux poudres. Dans la province, des heurts éclatent entre factions druzes et combattants bédouins. Au bout de trois jours d'affrontements, l'intervention des forces gouvernementales aux côtés des Bédouins pour « rétablir l'ordre » donne le coup d'envoi d'une longue litanie d'exactions contre des civils des deux camps. Ces événements permettent une nouvelle ingérence militaire d'Israël, qui bombarde les installations de l'armée syrienne jusqu'au cœur de Damas sous prétexte de protéger la minorité druze (2) (lire l'encadré ci-dessous).

« Les forces gouvernementales ont coupé l'eau, l'électricité, l'accès à la nourriture, et se livrent à un massacre à huis clos contre les Druzes. Dans mon seul quartier, ils ont tiré cinq roquettes et tué trois de mes voisins », nous raconte, le 16 juillet, M. Osama T., un jeune Druze ayant réussi à fuir Soueïda. Tous les témoignages que nous avons recueillis à propos de cette flambée de violence concordent : la haine confessionnelle s'est déchaînée jusqu'à l'absurde. Ainsi, treize personnes d'une même famille ont été assassinées chez elles par « des membres des ministères de la défense et de l'intérieur » contrôlés par le nouveau régime, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). « La famille Radwane était pourtant connue comme un des plus fervents soutiens de la révolution contre le régime de M. Al-Assad », se désole M. Maxime Abou Diab, militant de la société civile. De nombreuses vidéos d'exécutions sommaires filmées par leurs auteurs circulent aussi sur les

réseaux sociaux, permettant de documenter les crimes commis dans les deux camps tout en entretenant un climat de terreur et d'impunité. « *Je suis syrien* », répond un homme à terre à son bourreau qui lui demande s'il est « *musulman ou druze* », avant de l'exécuter de sang-froid sous l'œil de la caméra. En une semaine, 1 311 personnes ont été tuées ; parmi elles, 300 civils druzes, dont 196 ont été exécutés, ainsi que trois civils bédouins, selon l'OSDH. De son côté, le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR) déclare avoir recensé au moins 814 morts.

Après l'annonce par les États-Unis, le 19 juillet, d'un cessez-le-feu entre Israël et la Syrie, M. Al-Charaa a exhorté les combattants bédouins à le respecter, tout en les félicitant pour leur « *héroïsme* ». Il a aussi promis d'obliger à « *rendre des comptes* » les auteurs d'exactions contre le « *peuple druze, qui est sous la protection et la responsabilité de l'État* ». Le 31 juillet, le ministère de la justice a annoncé la création d'une commission chargée d'enquêter sur les événements de Soueïda, dont le rapport final doit être rendu avant la fin du mois de sep-

Pour nombre de Syriens, cet énième pic de violence depuis le début de la transition sonne la fin définitive de l'euphorie et le retour à l'âpreté du réel. Certes, la vieille Syrie, avec sa dictature et ses sinistres moukhabarat (services secrets), est morte, mais la nouvelle tarde à apparaître. « *La chute du régime n'est qu'une étape sur la voie de la récupération de notre pays* », convient M^{me} Sana Yazigi, fondatrice de Mémoire créative de la révolution syrienne, une plate-forme numérique créée en 2013 dans le but d'« *archiver l'expression libre, l'art et la culture en temps de révolution et de guerre en Syrie* ».

Pourtant, il y a neuf mois encore, l'heure était à l'optimisme. Le séisme émotionnel provoqué par le départ de M. Al-Assad était d'autant plus puissant que la plupart des Syriens avaient perdu tout espoir. Dans tout le pays, on assistait alors à des scènes de retour d'exilés sidérés par l'accélération des événements. Le 15 décembre, M. Moustapha Al-Hajj quitte ainsi le Liban, où il dirige une école pour réfugiés syriens, et file avec son cousin Giath vers la vallée de la Bekaa et le poste-frontière de Masnaa, principal point de passage entre le pays

lieux. M. Al-Hajj, d'ordinaire impassible, s'agenouille, arrache une touffe d'herbe et laisse éclater un long sanglot contenu depuis quatorze ans. « *C'est la première fois que j'entre dans mon pays en l'aimant* », nous dit-il avant de reprendre le volant jusqu'à Damas, qu'il n'a plus revue depuis 2011.

La joie des deux hommes est alors partagée par la grande majorité d'une population durement éprouvée par des années de calvaire, comme en témoignent ses mouvements – 6,2 millions de réfugiés à l'étranger (Liban, Turquie, Allemagne) et plus de 6,8 millions de déplacés internes. Car les premiers signaux émis par le nouveau pouvoir suggèrent que la Syrie se dirige vers une transition apaisée plutôt qu'un nouveau cycle de vio-

lence. D'une part, la débandade-éclair de l'armée, dans le sillage de la défaite du Hezbollah face à Israël, a permis d'éviter les combats fratricides. D'autre part, malgré son passé djihadiste, M. Al-Charaa, qui a abandonné son nom de guerre Abou Mohammed Al-Joulani, a tenu un discours rassurant pour les minorités confessionnelles du pays, qu'il s'est engagé à protéger. Signe d'un pragmatisme certain, il a également autorisé la Russie, parrain et protecteur de l'ancien régime, à maintenir ses bases navale et aérienne de Tartous et de Hmeimim. En somme, ses premiers pas d'homme d'État révèlent un politicien conciliant et habile qui semble capable de remettre un pays déchiré sur la voie de la réconciliation. M. Al-Assad et ses partisans tombés, tout paraît possible.

« Ma maison était là »

MAIS, après plus d'un demi-siècle sous la chape de plomb d'un clan mafieux qui a transformé leur nation en narco-État (4), les Syriens se tiennent devant un vide vertigineux. La question du sort des 136 614 pri-

son parent. « *La douleur est encore plus grande pour ceux qui sont morts dans le silence. C'est comme si la terre les avait engloutis* », soupire-t-elle. Des milliers de proches de disparus attendent désormais l'exhumation des fosses communes qui constellent le pays, le SNHR estimant leur nombre à plus d'une soixantaine.

De retour à Daraya, phare de la révolution au sud de Damas, M. Abou Anas Al-Azuak contemple, lui, un autre vide : en lieu et place de son quartier de Khalij où vivaient jadis 25 000 habitants s'étendent des gravats à perte de vue (6). « *Ma maison était là, je ne pourrais même plus la retrouver. Tous mes souvenirs ont été rasés, effacés, juste parce que notre quartier était proche de l'aéroport militaire de Mezzeh* », déplore l'agriculteur. Comme lui, des dizaines de milliers de Syriens ont vu leurs habitations bombardées et dépouillées de tout ce qui pouvait l'être par les forces loyalistes.

D'autres absences ont toutefois le goût de la victoire. Effacés les portraits de M. Al-Assad sur toutes les façades ; son faciès n'apparaît plus désormais que sur des paires de chaussettes dans le vieux souk de la capitale. Disparus aussi les barrages de l'armée et des services de renseignement qui formaient une redoutable ligne de séparation entre la capitale et le quartier de la Ghouta orientale, une zone longtemps bombardée et assiégée. Évanouie enfin la peur que le seul fait de prononcer un mot ou un nom vous envoie « *derrière le soleil* ». À Harasta, bourg dévasté de la Ghouta, M^{me} Malak J. raconte avoir été détenue et torturée pendant cinq mois pour avoir osé partir à la recherche de ses deux fils, victimes de disparition forcée. Aujourd'hui, elle est fière d'avoir pu parler d'eux au nouveau président dans son palais : « *Lui-même a été enfermé pendant sept ans à Abou Ghraïb, en Irak. Il connaît notre sort.* »

Mais au fil des jours, et avant même que la situation dégénère à Soueïda, le doute commence à s'installer. Le peuple syrien est-il sincèrement un pour affronter l'après-dictature ? À Douma, capitale de la Ghouta orientale meurtrie par les attaques chimiques et les bombes au baril, M. Jamal Taha a très tôt exprimé son scepticisme. Raillant les nombreux véhicules qui arborent un portrait de M. Al-Charaa, ce révolutionnaire de la première heure n'est pas dupe face à ceux qu'il surnomme la « *communauté du virage à 180 degrés* » : « *Le moukhtar*



TAMMAM AZZAM. – Sans titre, de la série « Aftermath » (Conséquences), 2024

tembre. Malgré ces gestes, les habitants de la ville demeurent assiégés, une stratégie de punition collective rappelant les pires heures du régime déchu (3).

du Cèdre et la Syrie. Côté syrien, sous le portrait déchiré du dictateur déchu, des combattants de la coalition dirigée par HTC sont les nouveaux maîtres des

sonniers détenus en majorité par le régime se pose immédiatement. Or des lieux de détention abandonnés par leurs geôliers ne s'échappent que quelques milliers d'hommes, décharnés et hagards. Interrogé par la chaîne Al-Jazira, M. Fadel Abdulghany, directeur du SNHR, explique qu'il ne s'agit là que de détenus récents, au nombre de 33 000. Et les autres ? « *Il faut regarder la réalité des faits, poursuit-il. Entre 80 000 et 85 000 victimes de disparitions forcées ont probablement péri sous la torture* (5). »

Dès l'annonce de la chute du dictateur, des milliers de Syriennes et de Syriens se sont rués vers les centres de détention pour retrouver un frère, une sœur, un père, certains ayant disparu de longue date, d'autres dans le sillage du soulèvement populaire de 2011. Une quête souvent restée vaine. Dans son appartement de Jaramana, petite localité de la banlieue de Damas, M^{me} Majida Kabdo témoigne : « *Nous sommes entrés dans une nouvelle phase : il ne s'agit plus de retrouver nos proches vivants, mais d'identifier leurs dépouilles.* » Son beau-frère, Mazen Al-Hamada, a été interné à Saidnaya, l'un des symboles de l'impitoyable univers carcéral des Al-Assad père et fils. Comme de nombreux autres prisonniers, il a été exécuté peu avant que les rebelles libèrent cet abattoir humain, le 8 décembre. Digne, notre interlocutrice s'estime chanceuse d'avoir pu organiser les funérailles de

Une occupation pour faire oublier l'autre

QUE vont faire les Druzes ? Après plusieurs affrontements meurtriers, les autorités de Damas sauront-elles ramener cette minorité dans le giron national afin de donner chair au slogan « Ni division ni partition » et que ne se concrétise pas cette « République fédérale de Syrie » que beaucoup évoquent sur les réseaux sociaux ? Depuis son siège à Qanawat, dans la province de Soueïda, le cheikh Hikmat Al-Hijri ne voit dans les gestes d'ouverture consentis par M. Ahmed Al-Charaa qu'un ravalement de façade. « *Israël n'est pas notre ennemi. Notre ennemi est à Damas* », lâche sans sourciller l'homme à la barbe blanche que nous rencontrons quelques jours avant l'escalade funeste entre Bédouins et membres de sa communauté. En avril, des affrontements impliquant les forces gouvernementales avaient déjà fait plusieurs dizaines de morts dans les villes à majorité druze de Jaramana et de Sahnaya, près de Damas. En représailles, le 30 avril, Israël menait un raid aérien à Sahnaya contre un « *groupe extrémiste* » accusé d'attaquer des Druzes. Une stratégie qui vise à s'attirer les bonnes grâces de cette minorité religieuse, dont les membres israéliens sont des alliés historiques de la construction d'Israël. Le fait que cette ingérence militaire soit majoritairement condamnée par la communauté druze syrienne n'empêche pas une partie de la population de l'accuser de trahison. Pour de nombreux Syriens, Israël doit en effet restituer le Golan, zone montagneuse riche en eau conquise en 1967 et annexée de manière unilatérale en 1981.

C'est pourtant avec le nouveau pouvoir syrien qu'Israël multiplie les pourparlers indirects et directs. Le 30 juin, M. Gideon Saar, chef de la diplomatie israélienne, déclarait qu'« *Israël*

souhaite élargir le cercle de paix et de normalisation des accords Abraham [à] des pays comme la Syrie et le Liban ». Le décret signé le même jour par le président Donald Trump pour démanteler les sanctions américaines impose quant à lui à la Syrie de « *prendre des mesures concrètes en vue de normaliser les relations avec Israël* (1) ». Or, M. Saar n'en a pas fait mystère, « *dans tout accord de paix, le Golan restera une partie de l'État d'Israël* ».

Tout indique qu'Israël veut une Syrie faible à ses frontières. Dès le 8 décembre, son armée a envahi la zone tampon du Golan syrien, en violation de l'accord de désengagement conclu en 1974 entre Tel-Aviv et Damas. Après avoir détruit 80 % des capacités militaires de son voisin en quarante-huit heures, Israël a commencé à construire des postes militaires le long de la frontière sous prétexte d'assurer la sécurité des résidents du Golan. Une nouvelle occupation pour faire oublier l'ancienne ? C'est l'hypothèse que formule M. Abou Zein, un habitant de Khan Arnabeh, à l'entrée de la zone tampon : « *En cas de négociations, les Israéliens pourront imposer qu'elles portent sur leur retrait de la zone tampon, et non sur la restitution du Golan à la Syrie.* » Quant au premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, il a réclamé en février la « *démilitarisation complète du sud de la Syrie* » et utilise désormais la carte de la protection des Druzes pour l'imposer.

E. H.

(1) « Fact sheet : President Donald J. Trump provides for the revocation of Syria sanctions », communiqué de la Maison Blanche, 30 juin 2025, www.whitehouse.gov

(2) Lire Angélique Mounier-Kuhn, « Israël pousse frénétiquement ses pions », *Le Monde diplomatique*, janvier 2025.

(3) Lire « Improbable justice internationale en Syrie », *Le Monde diplomatique*, octobre 2017.

(4) Lire Jean Michel Morel, « La Syrie, une nouvelle Atlantide ? », *Le Monde diplomatique*, mars 2023.

(5) « Fadel Abdulghany says only 33,000 detainees have been found and freed from Syria's prisons », Al-Jazira, 13 décembre 2024.

(6) Cf. Alex Simon, « Scènes d'une banlieue de Damas », Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris (Carep), 17 février 2025, <https://carep-paris.org>

CERTAINES PERSONNES DÉCRIVENT »

en proie à la rancœur et au doute



© TAMMAM AZZAM - KORNFELD GALERIE, BERLIN

TAMMAM AZZAM. – Sans titre, de la série « Aftermath » (Conséquences), 2024

[élu ou responsable local] de Douma s'est fait prendre en photo avec M. Al-Assad lors de l'élection présidentielle de 2021. À peine le pouvoir tombé, il a écrit un long message sur Facebook pour dénoncer l'injustice du parti Baas ! » Un retournement de veste au demeurant classique après l'effondrement de régimes autoritaires, et qu'il attribue moins à l'opportunisme qu'à la culture de la peur qui a gouverné la Syrie pendant cinq décennies : « Par réflexe, mes compatriotes sont prêts à se soumettre à tout nouvel homme fort. Or nous ne voulons pas d'un leader éternel mais d'un État démocratique avec des élections tous les quatre ans. Un mandat, et au suivant ! »

Le 29 janvier, la très martiale conférence de la victoire de la révolution syrienne renforce les craintes de M. Taha. Nommé président intérimaire, M. Al-Charaa annonce la dissolution du Parlement et celle du parti Baas, ainsi que la suspension de la Constitution adoptée en 2012. Le lendemain, sa première prise de parole en tant que président vise néanmoins à rassurer : il

s'engage à « poursuivre les criminels ayant versé le sang syrien », à établir une « véritable justice transitionnelle » et à mettre en place un comité chargé de préparer la conférence de dialogue national « pour écouter les différents points de vue sur [le] programme politique à venir ».

Tranquilliser les chancelleries occidentales et les Syriens laïques tout en concentrant l'essentiel du pouvoir entre ses mains : exercice périlleux pour un homme dont le passé peut faire douter de la modération affichée. « C'est même un devoir d'en douter (7) », écrit le journaliste et écrivain Yassin Al-Haj Saleh. Pour l'auteur de *La Question syrienne* (Actes Sud, « Sindbad », 2016), « les Syriens de gauche, libéraux, athées, non croyants » risquent de « rester au bord de la route ». Le 31 janvier, dans le journal *Al-Jumhuriya*, qu'il a contribué à créer, plusieurs d'entre eux lancent une pétition appelant à l'« élection d'une assemblée constituante » pour adopter une nouvelle Constitution qui rendra aux Syriens « leur liberté et leur dignité » (8).

les factions druzes avancent en ordre dispersé, comme nous l'explique à Soueïda le cheikh Bassem Abou Fakhr, porte-parole de l'une d'elles, Les Hommes de la dignité : « En février, les derniers points d'un accord étaient en train d'être négociés entre le gouvernement et plusieurs groupes armés druzes, dont Les Hommes de la dignité et des combattants affiliés au cheikh Al-Hijri [l'un des trois chefs spirituels de la communauté druze]. Mais ce dernier s'est retiré au dernier moment. Lui cherche le soutien d'Israël, alors que pour nous Tel-Aviv est l'ennemi. Mais ses craintes sont compréhensibles : bien que M. Al-Charaa ait changé de coupe de cheveux et mis une cravate, nombre de ses combattants ont encore une mentalité factieuse et fondamentaliste. »

Nous rencontrons deux d'entre eux, Ali M. et Hassan B., à Damas lors d'une de leurs permissions. Kalachnikov à l'épaule, cheveux et barbe fournis, ils prennent des selfies devant la mosquée des Omeyyades. C'est la première fois depuis quatorze ans qu'ils déambulent dans la capitale. Venus de Lattaquié, ils ont passé toute la guerre à Idlib, dans les rangs de HTC. Aujourd'hui, ils sont les visages de la nouvelle armée syrienne. « À l'origine, je suis étudiant en littérature anglaise », explique Hassan, qui cherche à rassurer : « Sans les agissements du régime sanguinaire de M. Al-Assad, je n'aurais pas pris les armes. Nous ne sommes pas les coupeurs de têtes que certaines personnes décrivent. »

La suite des événements incite à ne pas croire Hassan sur parole. Ainsi, le 6 mars, des miliciens loyalistes de l'ancien régime lancent plusieurs attaques coordonnées contre des postes militaires dans les provinces côtières de Lattaquié et de Tartous, espérant provoquer un soulèvement chez les Alaouites – la communauté dont est issu le clan Al-Assad, aujourd'hui marginalisée par le nouveau pouvoir. Ali et Hassan participent à la contre-offensive des forces gouvernementales face à ces « vestiges de l'ancien régime », ainsi qu'ils sont officiellement

qualifiés. Les combats durent trois jours, émaillés de massacres de femmes, d'enfants et de personnes âgées de confession alaouite. Selon le SNHR, ils auraient fait 1 034 morts, dont au moins 595 civils et insurgés désarmés, tués par les nouvelles forces de sécurité. Le 9 mars, à Damas, un défilé silencieux en hommage aux victimes civiles est pris à partie par des contre-manifestants qui accusent les Alaouites de complicité avec l'ancien régime et appellent à l'établissement d'un « État musulman sunnite ».

« Nous vivons un moment fasciste. Après cinq décennies de dictature, la peur de l'inconnu nourrit l'instinct de

vengeance plutôt que la raison », nous explique M. Yamine Hussein dans le quartier alaouite de Zahra, à Homs. Lui-même vit reclus car, dans cette ville où cohabitent toutes les confessions, les enlèvements et les exécutions arbitraires de citoyens alaouites terrorisent sa communauté. Pour M. Hussein, qui était opposé à l'ancien régime, les victimes d'hier cèdent à la tentation de se faire justice elles-mêmes : « M. Al-Assad a rendu les Alaouites complices des massacres qu'il a perpétrés, tandis qu'il qualifiait les victimes de "terroristes". Aujourd'hui, la plupart des sunnites ne se sentent pas solidaires de leurs compatriotes alaouites, considérés à leur tour comme des cibles. »

Pouvoirs presque illimités

À CHAQUE tragédie, les autorités réitérent leur promesse de mettre en place une commission d'enquête, comme ce fut le cas pour les tueries de la côte. Puis, très vite, un élément nouveau vient renforcer le pessimisme ambiant. Le 13 mars, par exemple, une déclaration constitutionnelle fait de la jurisprudence islamique la source principale du droit et octroie des pouvoirs presque illimités à M. Al-Charaa en attendant l'organisation d'élections, prévues dans cinq ans (11). Quelques jours plus tard, la création d'un « gouvernement de changement et de reconstruction » comprenant quatre ministres issus des minorités alaouite, druze, kurde et chrétienne est annoncée pour tenter de gommer les aspects despotiques du nouveau pouvoir. Ironie de l'histoire, la commission chargée de faire la lumière sur les exactions commises dans les gouvernorats côtiers de Lattaquié et de Tartous a rendu son rapport le 22 juillet, juste après la fin des atrocités contre les Druzes à Soueïda. Au bout de six mois de travail, elle parvient à un bilan de 1 426 victimes, civiles pour la plupart. Reconnaisant l'implication de factions armées dans les violences, elle ne confirme pas les informations publiées quelques jours plus tôt par l'agence

Reuters selon lesquelles la chaîne de commandement mènerait tout droit à Damas (12). Jusqu'à présent, aucun des officiers incriminés dans les différentes enquêtes menées par des organes médiatiques ou des associations de défense des droits humains n'a été poursuivi, et certains ont même été promus. Nouvelle identité ou pas, la stabilité de la Syrie demeure incertaine.

EMMANUEL HADDAD.

(7) Yassin Al-Haj Saleh, « Syrienne, islamique, après la transformation » (en langue arabe), Al-Quds Al-Arabi, 1^{er} janvier 2025, www.alquds.co.uk

(8) De cet intellectuel passé par les geôles de l'ancien régime, on peut aussi lire *Sur la liberté : la maison, la prison, l'exil... et le monde*, L'Arachnéen, Paris, 2025.

(9) Cf. « The new Syria : halting a dangerous drift », International Crisis Group, 28 mars 2025, www.crisisgroup.org

(10) « Accélérer la reprise économique en Syrie pour enrayer le déclin et rétablir la stabilité du pays », Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 20 février 2025, www.undp.org/fr

(11) « The constitutional declaration in Syria : Exceptional powers for the transitional president and the risks of entrenching authoritarian rule hindering the transition to democracy », Syrians for Truth and Justice, 9 juillet 2025, <https://stj-sy.org>

(12) « Syrian forces massacred 1,500 Alawites. The chain of command led to Damascus », Reuters, 30 juin 2025, www.reuters.com

Des gages de modération

« LE peuple syrien acceptera les privations tant que l'euphorie post-Assad perdurera », prévient M. Samer Aldeyaei, cofondateur de l'association Free Syrian Lawyers (Association des avocats syriens libres). Mais il n'exclut pas que la transition accouche d'un monstre : « Sans un cadre légal de justice transitionnelle et une Constitution qui protège les citoyens, une nouvelle dictature se prépare. Les premiers signaux sont là. Il suffit de voir la conférence de dialogue national, par exemple : elle n'a duré que quelques heures. » Ce grand raout censément démocratique s'est tenu les 24 et 25 février, mais n'a été annoncé que la veille, excluant de fait les participants vivant à l'étranger. Du reste, les quelque cinq cents représentants présents ont seulement eu le temps de valider les objectifs déjà fixés par le pouvoir (9). L'Union européenne n'en a pas moins annoncé, le 24 février, suspendre certaines sanctions et restrictions dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'humanitaire et des échanges bancaires.

Il faut dire que M. Al-Charaa a pour lui la légitimité du libérateur. Et peu de Syriens contestent le fait qu'il ait besoin d'avoir

les coudées franches pour répondre aux nombreux défis économiques et sécuritaires d'un pays ruiné par la guerre civile. La Syrie a ainsi perdu 800 milliards de dollars de PIB, ses infrastructures sont à l'agonie, ses banques à court de liquidités, et neuf habitants sur dix vivent sous le seuil de pauvreté, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (10). Le nouvel homme fort doit refonder les institutions sur des bases saines sans tomber dans les excès de la débaasification, qui ont conduit à l'effondrement de l'État irakien en 2003. Il doit donner des gages de modération sans se mettre à dos ses alliés les plus radicaux, tout en réunifiant une armée et un territoire fragmentés en dépit des ingérences régionales.

Cette dernière question est d'importance, car l'intégration des factions armées, censées avoir toutes été dissoutes, au sein d'une force militaire unie demeure une gageure. Dans le Nord-Est, les Forces démocratiques syriennes (FDS), puissante coalition dominée par les Kurdes et soutenue par les États-Unis, refusent de rejoindre la nouvelle armée sans la garantie d'y conserver un certain degré d'autonomie. Dans le Sud,

LE RENDEZ-VOUS GÉOPOLITIQUE ANNUEL

DES ANALYSES AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ

ramses 2026

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY DE MONTBRIAL ET DOMINIQUE DAVID

Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies

UN NOUVEL ÉCHIQUIER

• QUI GOUVERNE LE MONDE ?

• EUROPE : SES MARGES STRATÉGIQUES

• AFRIQUE, LE GÉANT EMPÊCHÉ

DUNOD

PRIX DE LANCEMENT

32€

27€

JUSQU'AU 31 OCTOBRE 2025

www.dunod.com • www.ifri.org

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY DE MONTBRIAL ET DOMINIQUE DAVID

ifri **DUNOD**

une page d'avance

M. ERDOĞAN POUSSÉ À COMPOSER AVEC L’OPPOSITION

En Turquie, l’ouverture kurde

Personne n’ignore que le président turc ambitionne d’obtenir un troisième mandat en 2028. Pour cela, il lui faudra réformer la Constitution et conclure des alliances politiques. Reste à savoir s’il est prêt à réfréner son autoritarisme et à se concilier les électeurs kurdes à l’heure où le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) décide de s’auto-dissoudre et de déposer les armes.

PAR JEAN MICHEL MOREL *

TENDRE la main à ses adversaires politiques ou continuer de les persécuter : tel est le dilemme auquel est confronté M. Recep Tayyip Erdoğan. Au cours des derniers mois, c’est la seconde option qui a semblé s’imposer, avec l’arrestation, le 19 mars, de M. Ekrem İmamoğlu, membre du Parti républicain du peuple (CHP) et très populaire maire d’Istanbul. Poursuivi pour « corruption, création et direction d’une organisation criminelle », mais aussi « détournement de fonds publics », ce dernier avait déjà vu annuler en première instance son diplôme universitaire obtenu il y a trente ans. Son incarcération a déclenché des manifestations violemment réprimées aux quatre coins du pays, dans les grandes villes dirigées par le CHP comme dans les centres urbains traditionnellement favorables au Parti de la justice et du développement (AKP), la formation de M. Erdoğan.

Mais le chef de l’État turc a aussi en tête l’échéance de la présidentielle de 2028 et l’obstacle décisif qui se dresse sur la route de sa réélection, ce qui pourrait le forcer à réfréner ses élans autoritaires. En effet, la Constitution n’autorise que deux mandats présidentiels consécutifs. Élu au suffrage univer-

sel direct (une première en Turquie) en 2014, puis reconduit en 2018 dans le cadre d’un régime présidentiel tout juste adopté, M. Erdoğan a fait valoir que la réforme constitutionnelle remettait les compteurs à zéro, et l’a emporté de nouveau en 2023. Pour qu’il puisse se représenter, il faudrait que la loi fondamentale soit modifiée par un vote du Parlement, la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Une première solution serait d’obtenir l’accord des trois cinquièmes de l’Assemblée (360 députés). Or, lors des élections législatives de 2023, concomitantes avec le scrutin présidentiel, l’AKP a reculé, n’obtenant que 267 sièges sur les 600 qui composent le Parlement, tandis que son allié d’extrême droite, le Parti d’action nationaliste (MHP), n’en a récolté que 50. Le total est donc insuffisant pour atteindre la barre des 360. Qui plus est, dans ce cas de figure, un référendum de ratification est obligatoire. Avec une inflation à deux chiffres (33,52 % en juillet), trois années consécutives de dépréciation de la livre turque (2022-2024) et des mesures répressives fortement contestées, l’organisation d’une consultation populaire serait une opération à haut risque (1).

Quelles contreparties ?

L’AUTRE option pour le président-candidat, et qui le dispenserait de référendum, serait que quatre cents parlementaires (les deux tiers de l’Assemblée) ratifient la modification consti-

tutionnelle. Cela étant, même si le président sortant s’assurait l’adhésion du quota d’élus nécessaire, rien ne dit qu’il remporterait ensuite le scrutin, y compris si M. İmamoğlu demeure détenu dans la prison de haute sécurité de Silivri. En 2023 déjà, M. Kemal Kılıçda-roğlu, le candidat du CHP à la magis-

trature suprême, avait réussi à capitaliser près de 48 % des suffrages, alors qu’il est loin d’avoir le charisme de M. İmamoğlu. Le parti possède en outre dans ses rangs d’autres personnalités capables de mettre M. Erdoğan en difficulté, comme M. Mansur Yavaş, maire d’Ankara réélu en 2024 et dont la popularité dépasse les limites de la capitale, ou encore M. Özgür Özel, le président du CHP, qui a fait la preuve de son efficacité en permettant à son camp, lors des élections municipales de 2024, de s’imposer dans les grandes villes ainsi que dans plusieurs bastions de l’AKP de la région de la mer Noire et de l’Anatolie.

L’incertitude créée par ces projections électorales défavorables pourrait forcer le président à chercher l’appui d’autres formations. Au sein de l’Assemblée nationale, le Parti de l’égalité et de la démocratie des peuples (DEM), qui représente les électeurs progressistes kurdes ainsi que les écologistes et les féministes, est allié à deux autres petits partis de gauche radicale et totalise soixante-quatre députés. Au prix de concessions qui restent à définir, M. Erdoğan pourrait tenter de le rallier à sa proposition – un appoint nécessaire, mais pas suffisant. Et même avec les cinq députés du Nouveau Parti de la prospérité (YRP), de tendance islamo-nationaliste, le compte n’y serait toujours pas. Autre possibilité : se tourner vers les quarante-quatre élus du Bon Parti (İYİ), fondé par des dissidents du MHP et des éléments droitiers du CHP. Sa fondatrice et dirigeante, M^{me} Meral Akşener, rêve d’un destin présidentiel, elle est donc susceptible d’apporter son agrément à une innovation qui lui serait éventuellement bénéfique à l’avenir.

Mais quelles contreparties le reis peut-il offrir à chacun de ceux qu’il courtise ? Comment satisfaire simultanément l’YRP, qui prêche le rétablissement du califat et la restauration de la charia, et l’İYİ, parti laïque qui s’inscrit dans la tradition kémaliste – un héritage que l’islamo-conservateur Erdoğan ne cesse de piétiner ? Et comment convaincre les Kurdes de cohabiter dans une alliance électorale avec M^{me} Akşener, qui, en tant que ministre de l’intérieur durant les années 1990, a brutalement réprimé les *serhildan* (soulèvements) dans la région kurde du Bakur, organisé des déplacements de population, vidé les villages manu militari et laissé prospérer les exécutions extrajudiciaires de militants et de membres de l’élite intellectuelle kurde ?

En réalité, M. Erdoğan ne peut résoudre cette équation compliquée que s’il accepte de remettre sérieusement en débat le règlement de la « question kurde ». Il a d’ailleurs semblé faire un geste en ce sens en août 2024 dans un discours prononcé à Ahlat à l’occasion de l’anniversaire de la victoire des Turcs seldjoukides, alliés à des tribus kurdes et arabes, sur les troupes byzantines en 1071 : « *Nous nous réunirons à l’ombre du croissant, sans distinction entre Turcs, Kurdes, Arabes, Sunnites et Alévis* (2). » Après cette déclaration, on a pu voir dans les travées de l’Assemblée nationale, le

1^{er} octobre, d’ostensibles poignées de main entre M. Devlet Bahçeli, leader du MHP – un parti qui professait jusqu’alors un violent ostracisme antikurde –, et plusieurs députés du DEM, dont son coprésident, M. Tuncer Bakırhan.

Cependant, pour que ces revirements soient crédibles, Ankara a l’obligation d’entendre les exigences du parti progressiste : retour à l’État de droit, ouverture des prisons et amnistie des prisonniers politiques, libération du leader historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), M. Abdullah Öcalan, levée d’écrou de M. Selahattin Demirtaş (3) et de M^{me} Figen Yüksekdağ, anciens vice-présidents du Parti démocratique des peuples (HDP) – la formation politique qui a précédé le DEM. Il faudrait aussi que les administrateurs (*kayyim*) nommés par le ministère de l’intérieur dans seize municipalités remportées par le DEM se retirent au profit des maires kurdes régulièrement élus. Enfin, tout comme lors des négociations interrompues en 2015 entre les rebelles du PKK et Ankara, la reconnaissance de la singularité culturelle et linguistique des Kurdes ne peut être ignorée. Trois semaines après les accolades « historiques » de début octobre, M. Bahçeli a récidivé, tendant cette fois la main à M. Öcalan : « *Si le chef terroriste est libéré de son isolement, qu’il vienne parler au Parlement. Qu’il crie que le terrorisme est complètement terminé et que son organisation est démantelée* (4). » Justement, depuis l’île-prison d’İmralı où il est détenu, « Apo »,

comme le surnomment affectueusement ses soutiens, a décidé que le temps était venu pour un PKK affaibli par l’acharnement des militaires turcs et lâché par une population lasse de la guerre de procéder à un « *grand changement de paradigme* » et de reconstruire avec patience le « *lien fraternel* » qui s’est brisé entre les Turcs et les Kurdes (5). Le 27 février, donnant suite à l’interpellation du chef du MHP, il a appelé son parti, qu’il a fondé en 1978, à se dissoudre et à déposer les armes.

Les 5, 6 et 7 mai, lors d’un congrès tenu en son absence, puisqu’il n’est toujours pas libre de ses mouvements, le PKK a ratifié ce tournant radical, les combattants « *estimant avoir réussi à amener la question kurde sur le devant de la scène politique, nationale et internationale, et à avoir fait du combat pour les droits politiques et culturels kurdes un combat qu’il serait désormais possible de résoudre par voie démocratique* (6) ».

Dans son communiqué, le leader historique ne formulait aucune condition. Il n’en va pas de même de la direction de son parti, qui réclame son élargissement ou, à tout le moins, sa mise en liberté surveillée, ainsi que l’instauration d’un cadre légal pour accompagner le processus de paix, avec ce que cela suppose de garanties juridiques concernant l’avenir des guérilleros. L’organisation demande ainsi qu’aucun d’entre eux ne soit banni et qu’ils bénéficient tous d’une amnistie totale.

Élan de conciliation

LE 2 juin, le président de l’Assemblée nationale, M. Numan Kurtulmuş, et les deux coprésidents du DEM, M^{me} Tülay Hatimoğulları et M. Bakırhan, ont tenu une conférence de presse conjointe. À cette occasion, M. Kurtulmuş a insisté sur la nécessité d’un engagement collectif des forces politiques : « *Grâce aux récentes déclarations en provenance d’İmralı et à la décision de désarmement de l’organisation, nous sommes à un point où les débats peuvent désormais se tenir au sein de la Grande Assemblée nationale de Turquie, cœur de la volonté nationale. C’est une chance historique* (7). » Pour donner chair à cet élan de conciliation, une Commission parlementaire de la solidarité nationale, de la fraternité et de la démocratie a été créée le 5 août dans l’objectif de « *renforcer la paix* ».

Le Meccano politique que M. Erdoğan met peu à peu en place en Turquie a aussi des conséquences sur la Syrie voisine. Alors qu’en début d’année des bombardements aériens turcs ciblaient encore des infrastructures civiles et militaires de l’Administration autonome démocratique du nord et de l’est de la Syrie (Daanes), contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS) majoritairement kurdes, l’appel à la réconciliation de M. Öcalan a conduit Ankara à y mettre un terme. Seuls des drones sillonnent encore le ciel de la région. Prenant acte de cette

nouvelle situation, M. Mazloum Abdi, le commandant général des FDS, fortement incité par M. Thomas Joseph Barack, l’envoyé spécial de l’administration Trump pour la Syrie, a signé en mars avec le nouveau gouvernement de Damas un protocole qui intègre l’organisation politico-militaire dans la reconstruction du pays (*lire l’article pages 1, 4 et 5*).

Tout n’est pas réglé pour autant : les FDS entendent demeurer une structure unifiée et refusent d’être intégrées individuellement dans les contingents syriens. Quant à la dissolution des Unités de protection de la femme (YPJ), dont le rôle fut déterminant dans la lutte contre l’Organisation de l’État islamique (OEI), elle reste invisable pour les Kurdes. Pour couronner le tout, bien qu’il ait validé le protocole signé avec Damas, M. Erdoğan continue d’exiger le désarmement des FDS. De leur côté, ces dernières, en l’absence d’un cessez-le-feu en bonne et due forme avec l’armée turque et compte tenu du fait que l’OEI, quoique affaiblie après sa défaite de 2019, poursuit ses attaques dans le sud-est de la Syrie (8), continuent de s’y refuser.

Pour le président turc, la question kurde a donc un lien direct avec les deux écueils qui compromettent sa réélection. Apaiser ses relations avec les dix-sept millions de Kurdes de Turquie par le biais d’un retour à la démocratie et mettre fin au conflit qui l’oppose aux Kurdes de Syrie, ses voisins immédiats : telles sont sans doute les deux seules voies qui s’ouvrent à lui s’il entend rester au pouvoir.

MEMED ERDENER. – « In the Shadow of the Silent Majorities » (À l’ombre des majorités silencieuses), de la série « You Are Not One of Us So You Are One of Us » (Vous n’êtes pas des nôtres donc vous êtes des nôtres), 2025



© MEMED ERDENER - ZILBERMAN ISTANBUL, BERLIN

* Journaliste, membre du comité de rédaction du journal en ligne Orient XXI.

(1) Lire Ariane Bonzon, « La présidence ébranlée de M. Erdoğan », *Le Monde diplomatique*, mars 2023.
(2) Agence Anadolu, 25 août 2024.
(3) Lire Selahattin Demirtaş, « L’homme qui se prend pour un sultan », *Le Monde diplomatique*, juillet 2016.
(4) Lara Villalón, « Turquie. La dissolution du PKK, une décision historique mais un processus imprécis », 12 mars 2025, <https://orientxxi.info>
(5) Cathy Dos Santos, « Après l’appel d’Öcalan à déposer les armes, la Turquie doit libérer le chef historique du PKK », 27 mai 2025, www.humanite.fr
(6) Iris Lambert, « Dissolution du PKK : fin de la lutte ou poursuite par d’autres moyens ? », 22 mai 2025, www.sciencespo.fr
(7) « Le président du Parlement turc et la délégation du DEM Parti appellent à saisir l’opportunité historique de paix », Rojinfo, 2 juin 2025, <https://rojinfo.com>
(8) Lire « Daech redéploie sa toile », *Le Monde diplomatique*, mars 2024.

DISCOURS PROPALESTINIENS, COMMERCE AVEC ISRAËL

Mais que fait la Chine pour Gaza ?

Alors qu’Israël sème la dévastation dans l’enclave palestinienne, beaucoup rêvent de voir le gouvernement chinois renouer avec son anticolonialisme d’antan pour engager un bras de fer avec Tel-Aviv. N’est-ce pas se méprendre quant au rôle qu’entend jouer Pékin sur la scène internationale au cours des prochaines années ?

PAR RENAUD LAMBERT ET MERIEM LARIBI *

LENTEMENT les parachutes approchent du sol. La foule se précipite vers les points d’impact, là où les conteurs chargés d’aide humanitaire touchent enfin terre. Poussant des cris de joie, la personne qui filme se met à son tour à courir vers cette profusion tombée du ciel... En mai dernier, une vidéo se propage comme une traînée de poudre sur Internet. «Alors que l’Union européenne continue à envoyer des armes au gouvernement sioniste, la Chine parachute de la nourriture et des médicaments sur Gaza », commente un utilisateur de la plate-forme X (10 mai 2025). Enfin, Pékin se porte au secours des Palestiniens ! Las, l’information est fausse. Le découvrant, de nombreux observateurs se questionnent à nouveau : mais pourquoi la Chine ne fait-elle rien ?

Ce constat d’immobilisme est-il toutefois fondé ? À la suite des massacres du 7 octobre 2023, Tel-Aviv exige que l’attaque du Hamas soit qualifiée de «terroriste». Pékin refuse. Le 22 février 2024, le conseiller juridique du ministère des affaires étrangères chinois Ma Xinmin prend la parole devant la Cour internationale

de justice (CIJ)(1). « Le conflit israélo-palestinien trouve son origine dans l’occupation prolongée des territoires palestiniens », affirme-t-il, avant de justifier la lutte armée : « Dans la poursuite de son droit à l’autodétermination, le recours à la force par le peuple palestinien pour résister à l’oppression étrangère et parvenir à la création d’un État indépendant est un droit inaliénable solidement ancré dans le droit international. » Depuis le début des massacres commis par l’armée israélienne dans l’enclave palestinienne, la Chine a soutenu toutes les résolutions de l’Organisation des Nations unies (ONU) exigeant un cessez-le-feu. En juillet 2024, elle parraine même un accord entre quatorze factions palestiniennes, dont le Fatah et le Hamas, en vue de la formation d’un « gouvernement d’unité » à Gaza à l’issue du conflit. Un an plus tard, Pékin participe au sommet international que le Groupe de La Haye (Afrique du Sud, Bolivie, Colombie, Cuba, Honduras, Malaisie, Namibie et Sénégal) a organisé à Bogotá pour « passer des mots aux actes sur le dossier de Gaza, et mettre un terme à l’impunité dont bénéficie Israël sur la scène internationale(2) ».

Mao reconnaît l’OLP dès 1965

OUI, mais... Au terme de cette rencontre, Pékin ne signe pas le communiqué final annonçant des mesures concrètes, dont un engagement à « empêcher la fourniture ou le transfert d’armes, de munitions, de carburant militaire, d’équipements militaires connexes et de biens à double usage à destination d’Israël(3) ». Derrière ses grandes déclarations, la Chine continue à commercer avec Tel-Aviv. Elle est le deuxième partenaire économique d’Israël, derrière les États-Unis, et la première source de ses importations. Depuis 2021, l’opérateur portuaire Shanghai International Port contrôle par ailleurs un terminal automatisé de conteneurs à Haïfa. Un tel

atout aurait sans doute pu permettre au géant asiatique de peser davantage sur le conflit en cours. Pour Eli Friedman, professeur à l’université Cornell, cette attitude démontre que « la libération de la Palestine ne fait pas l’objet d’un intérêt sincère et solidaire(4) » de la part de la Chine. Si l’hypocrisie n’est pas absente des relations internationales, cette clé de lecture ne suffit pas à analyser l’évolution de la position chinoise, passée de l’internationalisme anticolonial des débuts de la République populaire (1949) à l’inaction » qui lui est aujourd’hui reprochée.

« Israël et Formose [Taïwan] sont les bases de l’impérialisme en Asie, déclare Mao Zedong en mars 1965 devant une délégation de l’Organisation de libération de la Palestine (OLP) que la Chine est le premier pays non arabe à reconnaître. (...) Ils ont créé Israël pour vous et Formose pour nous.(5) » Cinq ans auparavant, les États-Unis ont installé des missiles nucléaires sur l’île asiatique. À l’époque, la Chine encourage les luttes armées anticoloniales. La Palestine bénéficie de ce soutien.

La position de Pékin s’infléchit toutefois, comme l’illustre la rencontre entre le conseiller à la sécurité nationale américain Henry Kissinger et le premier ministre chinois Zhou Enlai en 1973. Inimaginable une décennie plus tôt, ce face-à-face s’inscrit dans un tournant : les anciens ennemis se sont rapprochés, motivés par une commune détestation de Moscou. Deux ans plus tôt, l’Assemblée générale des Nations unies a permis à la République populaire de Chine de remplacer la « République de Chine » (Taïwan) en son sein. Et, en 1972, Richard Nixon est le premier président américain à se rendre à Pékin. Pour faciliter ce réchauffement des relations transpacifiques, la Chine tempère son discours anti-impérialiste. Néanmoins, sa ligne ne change pas concernant Israël : Pékin n’établira pas de relations diplomatiques avec Tel-Aviv tant que le pays « n’aura pas rendu le territoire qu’il a accaparé de façon violente », insiste Zhou devant Kissinger(6).

Si la période qui s’ouvre avec l’arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping, en 1978, est souvent présentée comme une rupture, celle-ci n’est pas aussi brutale qu’on le suggère. « Nous avons commis des erreurs gauchistes », explique-t-il en 1988 au sujet de la Révolution culturelle (1966-1976). Le Parti communiste chinois redéfinit alors ses priorités : « Passer de la lutte des classes à la productivité, de la fermeture à l’ouverture. » Tout, désormais, doit servir la croissance – y compris les relations internationales. La continuité prévaut cependant au Proche-Orient : 1988 coïncide avec la proclamation de l’État de Palestine à Alger, que Pékin reconnaît aussitôt.

Au fil des ans, la Chine adosse sa réinsertion progressive dans les instances internationales à une défense pointilleuse de la Charte des Nations unies, en particulier du principe de non-ingérence. Celui-ci s’avérant difficilement compatible avec le soutien aux luttes armées, la manne internationaliste chinoise se tarit. Coïncidence heureuse, cette position de principe favorise le rapprochement avec le monde capitaliste en général, et avec Israël en particulier. Confortée par le désengagement des pays arabes sur la question palestinienne, la Chine met de côté son antisionisme et défend la solution à deux États. En janvier 1992, elle établit des relations diplomatiques avec Israël.

Telles sont en substance les racines de la position chinoise à la veille du 7 octobre 2023 : une tradition propalestinienne, certes, mais qui doit s’accommoder des exigences de l’« ouverture ». Or, à mesure que le conflit se transforme en génocide, une interrogation se fait lancinante : pourquoi la Chine ne s’oppose-t-elle pas plus frontalement au camp occidental, soudé autour d’Israël, pour soutenir les Gazaouis, alors qu’elle n’hésite plus à dénoncer l’impérialisme américain au sein des Brics+ ?

« Tout d’abord, il n’échappe sans doute pas à la Chine que, au moment même où elle reproche à Washington son instrumentalisation du commerce pour servir ses intérêts, décider de sanctions à l’égard d’Israël afin de lui imposer un changement de conduite relèverait d’un double discours difficile à justifier », suggère Bruno Guigue, professeur invité à l’université normale de Chine du Sud. Dans ce domaine, Pékin limite son action aux États et individus qui s’ingèrent dans ce qu’elle considère comme ses affaires intérieures : Taïwan, Xinjiang, Tibet, etc. « Officiellement », complète Guigue, suggérant qu’on ne peut exclure une action plus discrète de Pékin. L’universitaire renvoie à un article du webmagazine Tribune juive qui cite « une figure de haut niveau » à Tel-Aviv : « Les Chinois nous imposent une sorte de sanction. Ils ne le déclarent pas officiellement, mais ils retardent les expéditions vers Israël. Ils brandissent diverses excuses et prétextes, comme exiger des fournisseurs de Chine qu’ils obtiennent des licences d’exportation vers Israël qui n’existaient pas auparavant(7). » Pressions indirectes de Pékin sur Tel-Aviv ou paranoïa des partisans d’un Israël « assiégé » ? Impossible de le déterminer.

Ensuite, « on ne voit pas bien quelle pourrait être l’action de la Chine alors que les pays arabes eux-mêmes ne font rien », poursuit un chercheur chinois qui préfère rester anonyme. « Nous pensons qu’il revient aux peuples du Proche-Orient de gérer le Proche-Orient. (...) Ils n’ont aucun besoin de tutelle extérieure(8) », affirmait le ministre des affaires étrangères Wang Yi en janvier 2022. À l’époque, les États-Unis se désintéressaient de la région, et certains, y compris chez les progressistes, invitaient Pékin à renforcer son influence dans la région. « Washington ne

rêve pas d’autre chose ! », notait en substance le chercheur à l’Institut des études sur l’Asie de l’Ouest et l’Afrique de l’Académie chinoise des sciences sociales Yin Gang. « Au sein des élites américaines, (...) un courant voudrait que la Chine prenne la place laissée par les États-Unis au Proche-Orient. (...) Ils espèrent qu’elle répètera leurs erreurs et qu’elle finira empêtrée dans une situation inextricable, (...) ce qui la fragiliserait. (...) La Chine ne tombera pas dans ce piège. » Pékin « ne croit pas à l’intervention militaire étrangère comme outil de pouvoir », se lamente d’ailleurs M^{me} Oriana Skylar Mastro. Longtemps chargée de la planification

risquerait de nuire à l’image qu’elle a soigneusement cultivée, celle d’une puissance stable et non alignée qui privilégie la coopération économique et le développement plutôt que la rivalité géopolitique ». Critique des dysfonctionnements des institutions multilatérales, Pékin continue de penser que « la résolution des conflits doit être menée par les Nations unies, et non de façon unilatérale par des puissances hégémoniques »(10). Certes, rétorquera-t-on, mais que faire lorsqu’une puissance hégémonique – les États-Unis en l’occurrence – barre la voie aux Nations unies ? Et peut-on considérer un génocide comme un simple « conflit » ? Les États



ALICE AMOROSO. – « L’accouchement », de la série « Gaza, l’empreinte de l’effacement », 2025

stratégique au Pentagone, elle confie avoir cherché à « entraîner » la Chine dans ce type de borborygme(9). Sans y parvenir.

Une intervention « contredirait les principes que [la Chine] défend depuis longtemps, souligne la chercheuse Lin Jing, de l’université de Singapour. Cela

violant ainsi le droit international ne devraient-ils pas s’attendre à une remise en cause des préventions concernant leur propre souveraineté ? Peut-être. Mais, vue de Pékin, une telle logique risquerait de se retourner contre la Chine elle-même, alors que certains l’accusent de génocide au Xinjiang.

La stabilité avant tout

AU bout du compte, la folie meurtrière israélienne ne suffit pas à réordonner les priorités chinoises, à commencer par la plus importante d’entre elles, la stabilité intérieure. La préserver implique de n’alimenter aucun débat interne, au moment où les partisans de la Palestine et d’Israël s’égarent sur les réseaux sociaux. La Chine doit aussi garantir la croissance écono-

mique, gage de paix sociale(11). Elle s’emploie donc à conserver les meilleures relations commerciales possibles avec Tel-Aviv et avec Washington, dans le contexte de négociations déterminantes sur les échanges internationaux. C’est sans doute ce qui explique que le terme « génocide » ne soit employé ni par les autorités ni par les médias officiels chinois.

* Journaliste, auteure de Ci-gît l’humanité. Gaza, le génocide et les médias (Éditions Critiques, 2025).

Calendrier des fêtes nationales	
1 ^{er} - 30 septembre 2025	
1 ^{er} OUBÉKISTAN	Fête de l’indépend.
2 VIETNAM	Fête nationale
3 SAINT-MARIN	Fête nationale
6 SWAZILAND	Fête de l’indépend.
7 BRÉSIL	Fête nationale
8 ANDORRE	Fête nationale
9 CORÉE DU NORD	Fête nationale
TADJIKISTAN	Fête de l’indépend.
15 COSTA RICA	Fête nationale
SALVADOR	Fête nationale
GUATEMALA	Fête nationale
HONDURAS	Fête nationale
NICARAGUA	Fête nationale
16 MEXIQUE	Fête de l’indépend.
PAPOUASIE-N ^{ELLE} -GUINÉE	Fête nationale
18 CHILI	Fête nationale
19 SAINT-KITTS-ET-NEVIS	Fête de l’indépend.
21 ARMÉNIE	Fête de l’indépend.
BELIZE	Fête nationale
MALTE	Fête de l’indépend.
22 MALI	Fête de l’indépend.
23 ARABIE SAOUDITE	Fête nationale
24 GUINÉE-BISSAU	Fête nationale
30 BOTSWANA	Fête nationale

(1) «Audience publique tenue le jeudi 22 février 2024, à 10 heures, au Palais de la paix, sous la présidence de M. Salam, président, sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d’Israël dans le territoire palestinien occupé, y compris», Cour internationale de justice, La Haye, 22 février 2024.
(2) Stéphanie Maupas et Marie Delcas, «À Bogota, des pays du Sud global passent aux actes contre Israël», *Le Monde*, 17 juillet 2025.
(3) «Joint statement by the Hague Group on the conclusion of the emergency conference on Palestine at the Bogotà conference, in Bogotà, Republic of Colombia, from 15 to 16 July 2025», communiqué de presse, 16 juillet 2025.
(4) Cité par Shireen Akram-Boshar, «China’s ties with Israel are hindering the Palestinian struggle for freedom», 1^{er} décembre 2024, <https://truthout.org>
(5) Cité par Zhang Sheng, «From global anti-imperialism to the Dandelion fighters : China’s solidarity with Palestine from 1950 to 2024», 30 mars 2025, <https://mondoweiss.net>. Certains éléments de ce rappel historique sont tirés de cet article.
(6) «Memorandum of conversation», Office of the Historian, Washington, 18 février 1973.
(7) «La Chine, nouvelle menace pour la sécurité d’Israël», 11 mai 2024, www.tribunejuive.info
(8) Yang Sheng et Zhang Changyue, «China will not fill the so-called power vacuum after US pullout; Mideast countries “should control own destiny”», Global Times, Pékin, 16 janvier 2022. Toutes les citations de ce paragraphe sont issues de cet article.
(9) Citée par Arnaud Bertrand, dans «Is China helping Iran by not intervening?», Substack, 18 juin 2025.
(10) Lin Jing, «No troops, no demands : China’s new appeal in a war-weary world», 9 juillet 2025, thinkchina.sg
(11) Lire Renaud Lambert, «La Chine prend la barre de la mondialisation», *Le Monde diplomatique*, mai 2025.

En Nouvelle-Zélande, les Maoris

Les autochtones de Nouvelle-Zélande – bientôt 20 % de la population – cumulent les difficultés économiques et sociales. Depuis les années 1970, une série de dispositifs s’efforçaient de corriger les inégalités. Mais la coalition conservatrice au pouvoir fait désormais marche arrière, supprimant toutes les mesures de soutien aux Maoris, remettant même en cause l’acte fondateur de la Nouvelle-Zélande, le traité de Waitangi de 1840.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
CÉDRIC GOUVERNEUR *

PHYSIQUE de rugbyman, crâne rasé et verbe haut, M. Helmut Modlik est «*sûrement le seul Néo-Zélandais prénommé Helmut*». «*Mon père était allemand, et ma mère, maorie*, explique-t-il. *Et je suis désormais l’un des rangatira* [“chef”] *de l’iwi* [“tribu”] *Ngati Toa*.» Comme beaucoup de Maoris, M. Modlik connaît précisément sa *whakapapa* («*généalogie*»). «*L’histoire de mon iwi est emblématique de celle du pays et de la colonisation. Nous ne sommes pas nombreux : environ 9 500, alors que certaines tribus comptent jusqu’à 200 000 membres. Mais nous sommes une des plus influentes. Notamment parce que nous vivons près de Wellington*.» Contrairement à la plupart des Maoris, qui ont massivement quitté les campagnes après 1945 – 80 % de Maoris ruraux dans les années 1950, 80 % d’urbains dans les années 1970(1)–, «*nous ne sommes pas venus en ville, c’est la ville qui est venue à nous*», résume M. Modlik. Le fief des Ngati Toa se trouve en effet à Porirua, en périphérie de Wellington. «*Nos ancêtres sont arrivés de Polynésie sur le waka* [“canoë”] *Tainui et se sont établis sur la côte ouest, vers Kawhia*», ajoute-t-il. Mais, vers 1820, ils ont dû fuir à cause des guerres tribales, provoquées par la pression démographique et alimentées par les mousquets achetés aux Pakeha [mot maori, à l’étymologie floue, désignant les Néo-Zélandais d’origine européenne].» Les Ngati Toa dénichent alors un nouveau territoire, situé de chaque côté du détroit de Cook, séparant l’île du Nord et l’île du Sud. La tribu s’y installe en tissant des alliances et en guerroyant. «*Dans notre culture, le passé est très présent. Et le respect de la parole donnée est très important*», explique M. Modlik. Ce qui l’amène à évoquer le traité de Waitangi, scellé en 1840 entre les Britanniques et 512 rangatira de tribus et de clans : «*Notre cheffe est la seule à l’avoir signé deux fois, car la Ngati Toa vivait sur les deux îles. Mais les Anglais n’ont pas tenu leur promesse*.»

Un traité, mais deux interprétations

Waitangi est situé dans la baie des îles, à quatre heures de route au nord d’Auckland. C’est ici, le 6 février 1840, que fut signé le traité du même nom (*Te Tiriti o Waitangi* en maori), sous une vaste tente dressée devant la demeure du résident britannique, James Busby. Aux abords du site se trouve désormais un musée ainsi qu’un marae (une halle cérémonielle maorie, ornée de sculptures sur bois figurant la vie des ancêtres). Près de la plage repose, sous un auvent, un waka sculpté de trente-cinq mètres ; chaque 6 février, lors des célébrations officielles de l’acte fondateur de la nation néo-zélandaise, le canoë est mis à l’eau et manœuvré par une centaine de rameurs, en présence du premier ministre et des chefs de tribu.

En 1840, les Maoris, s’ils apprécient le troc avec les Blancs (clous, mousquets…), sont excédés par les comportements de certains d’entre eux : de l’autre côté de la baie des îles, le port de Russell est surnommé le «*trou de l’enfer du Pacifique*» à cause de la violence et la prostitution. Les chefs maoris veulent que leurs homologues britanniques contrôlent leurs ressortissants. La reconnaissance de leur indépendance par la Couronne en 1835 a mis les Maoris en confiance. Les colons leur témoignent une forme de respect ambiguë. «*Ils percevaient les Maoris comme des nobles sauvages*», explique la professeure Georgina Tuari

Stewart. Tatouage traditionnel au menton (*moko*), elle est l’une des plus éminentes spécialistes de la culture maorie. «*Ce pays a été fondé en 1840 sur une relation bi-ethnique, supposément équilibrée. Mais la hiérarchie a toujours existé. Je définirais cette union comme un mariage tumultueux*.» Un mariage dont le contrat – le traité de Waitangi – fait l’objet de deux interprétations.

Par l’article premier, les chefs cèdent ainsi au monarque britannique le *kāwanatanga*, qui signifie «*pouvoir de gouverner*», mais qui a été traduit par *sovereignty* («*souveraineté*») dans la version anglaise. «*C’est un non-sens d’imaginer qu’un peuple installé ici depuis des siècles ait abdiqué sa souveraineté au profit de la lointaine reine d’une poignée d’étrangers*», fulmine M. Modlik. En 1877, le plus haut magistrat de la colonie, sir James Prendergast, juge le traité «*sans valeur*», car signé «*entre une nation civilisée et une bande de sauvages*». «*Nous n’étions pas une “bande de sauvages”, oppose M. Modlik, nous avions nos lois et nos institutions. Ce jour-là, les chefs ont juste accordé à la Couronne le droit de policer les Anglais vivant sur l’île. En clair, chacun gouverne les siens !*» «*Nous avons seulement autorisé les Britanniques à s’établir en tant que voi-*

lement, la Nouvelle-Zélande se veut une démocratie avancée, la première à octroyer le droit de vote aux femmes, en 1893. La représentation des Maoris au Parlement – dès 1867, quatre sièges de députés sont institués pour les indigènes – nourrit le mythe d’un pays qui cultiverait les «*meilleures relations raciales au monde*».

À la fin du xix^e siècle, la population maorie, mal immunisée contre les virus apportés par les Européens, décline. Les autorités estiment leur disparition inéluctable : en 1901, ils ne sont plus que 43 000, soit 5 % des habitants de la colonie(2). Dans les écoles indigènes (*natives schools*), où parler le maori est puni, les élèves apprennent à devenir paysans, rien de plus. «*La déculturation voulait faire de nous des Pakeha “basanés”*», explique M^{me} Tuari Stewart. «*Mon père, raconte M^{me} Mutu, me conseillait de ne jamais me disputer avec les Pakeha. Les Maoris pouvaient se voir refuser l’entrée des magasins*.» Après-guerre, «*l’exode rural sera le coup de grâce de l’assimilation coloniale*», estime M. Modlik. L’essor économique des années 1950 entraîne des besoins de main-d’œuvre : les Maoris migrent en ville, où les rejoignent les *Pasifika* (immigrés des îles Cook, Samoa, Niue…). Les autochtones ont certes rattrapé à l’anéantissement démographique, mais leur langue se perd. Jusqu’aux années 1980, «*nos parents nous éduquaient en anglais*, se rappelle M. Te Kōringa Capper, quadragénaire à la longue chevelure, qui porte un tee-shirt floqué au nom de sa tribu, Ngai Tuhoe. *Lorsque j’étais enfant, au cours des hui* [“réunions”] *au marae, les anciens parlaient et priaient en maori. Mais, les uns après les autres, ils ont disparu. Ma génération a compris que notre langue allait mourir avec eux*.»

Dans les années 1970 émerge un mouvement de «*renaissance maorie*», inspiré notamment par la lutte des Afro-Américains, et animé par des étudiants autochtones, parmi les rares Maoris passés sur les bancs de l’université, et alliés à de jeunes Pakeha progressistes. «*Nous étions deux Maoris dans toute la faculté*», se souvient M^{me} Mutu. Le

M^{me} Tuari Stewart précise : «*Le monde entier connaît les Maoris, grâce au haka des All Blacks*», la mythique équipe de rugby, véritable porte-drapeau national. «*La disparition de notre langue aurait été très embarrassante pour la réputation de la Nouvelle-Zélande*.» En 1982 est lancé Kōhanga reo, un mouvement de revitalisation qui donne des cours aux adultes et crée des écoles immersives : «*J’ai appris le maori à la trentaine, le soir et le week-end*», témoigne M. Kōringa Capper. Devenue officielle aux côtés de l’anglais en 1987, utilisée dans la signalétique, par les administrations, sur les billets de banque, dans l’hymne national, dans le nom même du pays (*Aotearoa*), la langue maorie est parlée par toujours plus de Néo-Zélandais : 24 % en 2016, 30 % en 2022(3).

«Nous mourons plus jeunes, et de maladies évitables»

Ces politiques de rééquilibrage ne compensent pas les effets d’un siècle et demi de colonialisme. Un tiers des Maoris n’ont aucune qualification ; seulement 6 % sont diplômés(4). En 2018, leur revenu moyen était équivalent à 82 % de celui des Pakeha(5). Leur taux de chômage est double. Alcool, tabac, drogues, jeux d’argent, violences domestiques les affectent bien davantage. Leur taux de suicide est trois fois supérieur(6). 52 % des détenus – et deux tiers des femmes détenues – sont des Maoris, qui représentent pourtant seulement 18 % de la population, soit 940 000 personnes(7). Parmi les facteurs d’explications multiples de cette surreprésentation carcérale : le déracinement culturel des enfants maoris placés. Selon un rapport d’enquête officiel publié en juillet 2024 concernant la prise en charge des jeunes en difficulté entre 1950 et 1999, les Maoris représentent deux tiers des enfants placés en famille d’accueil ou en institution spécialisée – où les abus sexuels et les violences furent nombreux –, et les trois quarts des mineurs confrontés à la justice(8). Or ces travaux «*démontrent l’étendue des abus et les négligences des autorités*, rappelle M^{me} Tracey McIntosh, professeure d’études autochtones à l’université d’Auckland. *Ces fautes, dont l’État porte la responsabilité, fabriquent des criminels*». M^{me} Jacqui Harema, qui dirige l’association Hāpai Te Hauora à Henderson, dans la banlieue d’Auckland, résume le processus : «*Les membres de gangs se sont rencontrés en familles d’accueil. Le gang remplace la famille*.»

Du fait de l’accumulation d’inégalités, l’espérance de vie des Maoris est en moyenne de sept ans inférieure à celle des Pakeha(9). «*Nous sommes diagnostiqués plus tard, nous mourons plus jeunes, et de maladies évitables*», constate M^{me} Tureiti Moxon, plusieurs fois candidate aux élections législatives du Te Paati Māori, le parti autonomiste maori (six députés sur cent vingt membres du Parlement). Elle explique que beaucoup de Maoris se sentent déconsidérés par le personnel soignant : «*Les médecins vont prescrire de la ventoline à un Maori pour stopper une crise d’asthme, mais non une prophylaxie pour prévenir les crises. Parce qu’ils s’imaginent que les Maoris ne suivront pas leur traitement*.» «*Lors de la pandémie de Covid-19, les Maoris ne faisaient pas confiance aux autorités*, remarque M^{me} Harema. *Les promesses du Traité, trahies dès sa signature, ont créé un climat de défiance, que l’on retrouve aujourd’hui jusque dans la réticence à se faire vacciner…*»



FRÉDÉRIC MOUCHET. – Sortie de «*wakas*» (pirogues traditionnelles maories) dans le port de Wellington à l’occasion des célébrations annuelles du Waitangi Day, 2015

sins et invités, abonde M^{me} Margaret Mutu, professeure d’études maories à l’université d’Auckland, et une des rangatira de la tribu Ngati Kahu. Mais les Britanniques ont alors entrepris la dépossession coloniale… »

«*En 1843, les frères Wakefield ont bâti une colonie à Nelson*, raconte M. Modlik. *Ils avaient acheté des terres à un chef Ngati Toa qui n’était pas autorisé à les vendre, puisque chez les Maoris la propriété est collective. Les Wakefield ont déployé cinquante hommes en armes pour s’en saisir, mais ma tribu les a massacrés, après qu’un Anglais avait abattu l’épouse d’un chef*», poursuit M. Modlik avec verve, comme s’il avait été présent ce jour-là. «*Pour beaucoup de Pakeha, c’est de l’histoire ancienne*, estime M^{me} Tuari Stewart. *Mais nous autres, Maoris, sommes toujours proches de ces temps-là*.» Au xix^e siècle, les terres passent une à une sous le contrôle des colons. Les Maoris se sentent d’autant plus trahis que, dans leur culture, le principe de réciprocité (*utu*) et le respect de la parole donnée se trouvent au fondement des relations sociales. Dans les années 1860, une coalition de rangatira se révolte, mais l’armée la défait et saisit ses terres. Parallè-

gouvernement travailliste instaure le tribunal de Waitangi en 1975, une commission chargée d’enquêter sur les violations du traité de 1840. Elle ne peut prononcer que des recommandations, mais «*ses rapports sont repris par les médias, ce qui impose les questions maories à l’ordre du jour politique*», résume M. Carwyn Jones, Maori et professeur de droit à l’université de Wellington. Grâce au tribunal, l’iwi Ngati Toa a ainsi pu récupérer, fin 2024, un terrain sur les hauteurs de Porirua qui avait été saisi en 1877 : «*Notre tribu a reçu 75 millions de dollars néo-zélandais de dédommagement*, commente M. Modlik. *C’est relativement peu*.» La création de ce tribunal, estime M^{me} Mutu, visait aussi à «*faire refluer la contestation des rues*» : les manifestations des Maoris ternissent alors l’image du pays – notamment en 1977-1978 lors de l’occupation de Bastion Point, un projet immobilier controversé près d’Auckland, et en 1981, quand Maoris et militants anti-apartheid protestent contre la venue de l’équipe sud-africaine de rugby.

Parallèlement, les gouvernements néo-zélandais, conservateurs (National Party) comme travaillistes (Labour Party), prennent conscience de l’urgence de sauver la langue indigène.

(1) Michael King, *The Penguin History of Aotearoa New Zealand*, Penguin Books, Auckland, 2003.

(2) *Ibid.*

(3) «*Te reo Maori proficiency and support continues to grow*», Stats NZ, 5 juillet 2022, www.stats.govt.nz

(4) Reremoana Theodore *et al.*, «*Maori university graduates : Indigenous participation in higher education*», *Higher Education Research & Development*, Abingdon-on-Thames, vol. 35, n° 3, 2016.

(5) «*Statistical analysis of ethnic wage gaps in New Zealand (AP 18/03)*», 26 septembre 2018, www.treasury.govt.nz

(6) «*Slight fall in suspected suicide figures, Maori still worst-affected*», 30 octobre 2024, www.rnz.co.nz

(7) «*Hapaitia te Oranga Tangata*», Ministry of Justice, www.justice.govt.nz

(8) Lillian Hanly, «*Oranga Tamariki report finds stark outcomes for Maori in state care system*», 11 juin 2025, www.rnz.co.nz

(9) «*Growth in life expectancy slows*», Stats NZ, 20 avril 2021, www.stats.govt.nz

se sentent à nouveau trahis

« La politique la plus régressive depuis les années 1980 »

Des moujiks à Auckland

- (1) Lire Marie-Pierre Rey, « Quand la Russie perdait la guerre de Crimée », *Le Monde diplomatique*, novembre 2022.
- (2) Glynn Barratt, « The enemy that never was : The New Zealand “Russian scare” of 1870-1885 », *New Zealand Slavonic Journal*, Christchurch, n° 1, 1976.
- (3) En français, « fût de whisky ».

Ancien policier, M. Dennis Houru dirige une autre association, dans la banlieue d'Auckland : *« Ces politiciens attendent un retour sur investissement. Mais les résultats sociaux ne se mesurent pas comme ça. On loge des familles, on les fait sortir de la pauvreté. C'est très concret. »* La coalition a abrogé en avril 2025 une loi, la section 7AA, qui limitait et encadrait le placement d'enfants maoris dans des familles *pakeha*, malgré l'opposition des Maoris, qui demandent que soit privilégiée une prise en charge au sein de l'*iwi*. À Hamilton, M^{me} Moxon ne cache pas sa colère : *« Le scandale continue ! De jeunes mères maories mises sous pression dès leur accouchement pour que leur bébé soit placé. Des familles d'accueil qui demandent parfois un frère ou une sœur. C'est une véritable industrie qui brutalise nos enfants puis les envoie en prison. »* Mais les effets des politiques de cette coalition sur les Maoris peuvent aussi être plus surnois, comme la volonté de libéraliser l'accès aux jeux d'argent : M^{me} Amokura Panoho, membre du Forum national des chefs d'*iwi*, s'indigne du projet

CÉDRIC GOUVERNEUR.

(10) Lierre Serge Halimi, « La Nouvelle-Zélande, épreuve du capitalisme d'État », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

(11) « He Puapua », report of the working group on a plan to realise the UN Declaration in the rights of indigenous peoples in Aotearoa/New Zealand, Network Waitangi Otautahi (NWO), 2019, <https://nwo.org.nz>

(12) Lierre Serge Halimi, « Un village néo-zélandais à l'heure du marché », *Le Monde diplomatique*, août 1997.

(13) Rapport de la New Zealand Infrastructure Commission (Te Waihanga), mars 2022.

(14) Lierre Oliver Neas, « Virage à droite en Nouvelle-Zélande », *Le Monde diplomatique*, janvier 2024. Cf. aussi Mina Martin, « Rental prices in New Zealand soar post-Covid », 20 mars 2025, www.mpamag.com

L’AFFAIRISME, OBSTACLE AU DÉVELOPPEMENT

En attendant l’Indonésie

Avec environ 87% de ses 280 millions d’habitants se déclarant de confession islamique, l’Indonésie est l’un des rares pays à majorité musulmane pouvant être considérés comme une démocratie. À échéance régulière, la presse internationale annonce le surgissement économique et diplomatique du géant jusque-là ensommeillé. Mais les conditions d’un tel éveil sont-elles vraiment réunies ?

PAR VEDI R. HADIZ *

« L’INDONÉSIE est-elle enfin en passe de devenir une superpuissance économique ? », interrogeait le *Financial Times* en 2023 (1). Aucun doute, répondait un an plus tard le magazine français *Conflicts*, qui identifiait le pays, « aux côtés de la Chine et de l’Inde », comme « un troisième géant régional ou peut-être global (...) en train d’émerger silencieusement et pacifiquement » (2). La perspective que la seizième économie mondiale atteigne le cinquième rang d’ici au milieu du siècle alimente les espoirs des investisseurs (3).

Or l’Indonésie a déjà déçu par le passé (4). Certes, l’ancien président Joko Widodo (2014-2024), qui s’était largement concentré sur la politique intérieure, a été remplacé en 2024 par M. Prabowo Subianto, beaucoup plus tourné vers l’international. Accusé de graves violations des droits de l’homme pendant la longue période d’autoritarisme qu’a connue le pays (1966-1998), cet ancien général pourrait profiter d’un contexte mondial favorable à ses

options : le populisme de droite a le vent en poupe ; les « démocraties libérales » semblent avoir renoncé à leurs engagements en faveur des droits humains. Mais un changement de style ne suffira pas à balayer les entraves structurelles à l’essor indonésien.

La promesse du miracle à venir prend corps à partir de 1998, à la suite de la chute de l’un des derniers dictateurs capitalistes de l’époque de la guerre froide : Suharto (1967-1998). Des décennies de règne autoritaire prennent fin à la suite de la crise financière asiatique (1997-1998), qui secoue le pays, sème la division au sein des élites et attise la colère sociale. L’Indonésie s’engage alors dans un processus de démocratisation salué comme un « big bang » par la Banque mondiale (5). De Washington à Canberra, on célèbre un pays qui non seulement s’ouvre à la démocratie et semble désireux de participer à l’économie mondialisée, mais affiche une majorité musulmane sans se montrer hostile à l’Occident.

Décentralisation de la corruption

Le conte de fées néolibéral sous-estime toutefois la résistance de l’oligarchie locale. Organisée autour de coalitions mouvantes entre figures de la bureaucratie et du secteur privé, elle

ne constitue pas un simple regroupement d’individus riches et puissants : il s’agit d’une structure de pouvoir dont les éléments peuvent être remplacés sans que l’ensemble s’en trouve fragilisé. Gavée par l’État sous le régime de Suharto, elle parvient à lui survivre en prenant le contrôle des institutions poli-

tiques et économiques de la période qui s’ouvre, connue sous le nom de Reformasi (« réforme »).

Dans la foulée de la crise asiatique, le Fonds monétaire international (FMI) exige l’accélération des dérégulations commerciale, bancaire et financière amorcées lors de la chute des cours du pétrole dans les années 1980. Adoptées de manière sélective, ces politiques permettent à l’oligarchie d’opérer sa mue. Les privatisations, par exemple, sont présentées par les organisations internationales de développement comme le remède à une économie gangrenée par la corruption et étouffée par la bureaucratie. Elles organisent en réalité le transfert des monopoles publics à des conglomérats privés pilotés par des personnalités anciennement liées à l’État. La décentralisation administrative, censée donner naissance à des gouvernements locaux sensibles aux demandes de la population (et du marché), contribue à étendre les réseaux de patronage au niveau local. Autrement dit, à décentraliser la corruption. À travers les formations politiques (anciennes autant que nouvelles), la recomposition des parlements (régionaux et national) ainsi qu’une multitude d’organisations sociales, les élites issues de l’Ordre nouveau (le régime de Suharto) conservent le contrôle des institutions et l’accès aux ressources publiques à des fins d’accumulation privée. Les acteurs entrés en scène en tant que réformateurs sont rapidement entraînés dans les rouages de vastes réseaux clientélistes, dont ils deviennent des membres actifs.

Ceux qui s’imaginaient que la « société civile » participerait à impulser les réformes déchantent. Alors que les conservateurs parviennent à étouffer les forces progressistes naissantes, les espoirs se tournent vers Nahdlatul Ulama (Renaissance des oulémas) et Muhammadiyah, deux grandes organisations islamiques de masse connues comme des bastions de modération religieuse. Et si l’Indonésie offrait un modèle de pluralisme dans le monde musulman, susurre-t-on dans les rédactions occidentales ? Las, outre leurs positions conservatrices concernant les droits des minorités et

les libertés individuelles, ces structures voient leurs dirigeants incapables de résister à la tentation des alliances avec les élites en place (6). Un exemple : les organisations islamiques ont le droit de diriger des entreprises dans le secteur minier, crucial pour l’économie du pays. Bien que justifiée par le principe d’égalité des chances – en raison de l’idée répandue selon laquelle le développement économique a marginalisé l’oumma (communauté des croyants) –, la mesure opère la fusion entre élites religieuses et traditionnelles. À nouveau, la réforme consolide l’oligarchie.

La façon dont l’Indonésie pilote sa politique internationale à partir de 1998 découle donc directement des préférences de ce groupe social. Or ses sources de rente sont principalement ancrées dans l’économie nationale. Sa richesse et son pouvoir dépendent moins de la compétitivité de ses industries que d’un accès privilégié aux ressources de l’État, ainsi que des réglementations qui protègent le marché intérieur de la concurrence étrangère. L’oligarchie assure sa mainmise sur les secteurs lucratifs par le biais de monopoles au fonctionnement huilé par le clientélisme, tout en tirant parti des privatisations et des contrats publics. Sa vision de « l’inter-

national » ? Tout partenariat qui conforte sa position dominante dans le pays, sans la moindre ambition quant à la place de l’Indonésie dans le monde.

Il convient donc de ne pas se laisser abuser par les promesses de M. Prabowo qui, lors de son premier discours sur l’état de la nation, le 15 août dernier, s’engageait par exemple à « protéger la richesse du pays et à la mettre au service de l’État et de la prospérité du peuple » ainsi que de « mettre un terme à sa fuite continue vers d’autres pays » (7). Ses allocutions visent davantage à galvaniser son électorat qu’à envoyer des messages au reste du monde. Dans les faits, sa politique n’est pas très différente de celle de son prédécesseur : il s’agit d’entretenir d’aussi bonnes relations avec l’Occident qu’avec la République populaire de Chine. Ainsi, d’une main, l’Indonésie signe un accord de coopération renforcée en matière de défense avec l’Australie (amorcé à la fin de la présidence de M. Widodo) ; de l’autre, elle appose son sceau à un protocole d’accord avec Pékin sur le développement maritime conjoint en mer de Chine méridionale. Illustration de la politique étrangère « libre et active » dont le pays se targue depuis Sukarno, le père de l’indépendance (1945-1967) ? Rien n’est moins sûr.

Attirer des capitaux étrangers

Si les relations économiques avec la Chine sont prioritaires d’un point de vue commercial, celles avec l’Occident le sont sur le plan sécuritaire. M. Prabowo souhaite renforcer les capacités militaires de l’Indonésie, un projet qui enchante les forces armées (dont les officiers viennent d’être autorisés à retrouver des postes à responsabilités dans les domaines civil et économique). Les achats de systèmes d’armes aux États-Unis et à leurs alliés constituent une autre source d’enrichissement pour les intermédiaires indonésiens.

La presse a fait grand cas de l’adhésion de l’Indonésie aux Brics+, le 1^{er} janvier 2025. Dans le même temps, le pays semble s’être détourné de l’Association des nations d’Asie du Sud-Est (Anase), une organisation régionale dans laquelle il a longtemps joué le rôle de force motrice. Parfois analysé comme l’illustration de la volonté de Djakarta de diversifier ses partenariats internationaux au-delà de ses alliés traditionnels dans la région et en Occident, ce double mouvement répond en réalité à des enjeux plus concrets. Il s’agit de complaire à Pékin (première économie des Brics), dont les investissements financent un large éventail de « projets nationaux stratégiques » déterminants pour l’oligarchie : développement d’infrastructures, création de zones industrielles dans les îles les moins développées (Sulawesi et Moluques), ou encore soutien à une politique d’industrialisation dans le secteur minier. Cette dernière ambition prévoit la transformation locale de matières premières telles que le nickel, dans le but de faire progresser l’Indonésie dans la chaîne de valeur mondiale. Toutefois, compte tenu des ressources financières et du savoir-faire technologique limités du pays, Djakarta a besoin d’attirer des capitaux étrangers, d’importer des technologies de pointe et d’obtenir l’accès à des marchés extérieurs pour écouler sa production. Ce que peu de pays, à part la Chine, peuvent offrir.

Mais l’histoire de l’industrialisation indonésienne enseigne que, si les ravages environnementaux et humains sont assurés, la montée en valeur et les transferts de technologie sont en revanche loin d’être garantis. Derrière les chimères du développement national, la principale vertu des accords avec Pékin est de rapprocher les investisseurs chinois des entreprises d’État – désormais sous le contrôle direct de la présidence – et des patrons proches du pouvoir. Une illustration de la façon dont les partenariats internationaux indonésiens servent en réalité les intérêts sonnants et rétrochant de l’élite sans nécessairement œuvrer au développement : tout suggère que les profits tirés de ces activités ne seront pas réinvestis dans la montée en gamme de l’économie, mais finiront dans les poches de l’élite en place. Cette logique,

plus vénale que stratégique, explique que l’Indonésie, plus grand État à majorité musulmane au monde, n’ait pas été à l’avant-garde des condamnations internationales de la barbarie israélienne à Gaza (même si elle a fermement condamné l’attaque de l’hôpital indonésien) : qu’y avait-il à y gagner pour l’oligarchie du pays ?

En revanche, les élites indonésiennes semblent considérer l’Anase comme une impasse. Le bloc régional donne en effet la priorité à la libéralisation des marchés et à la convergence des cadres réglementaires. Au-delà du fait que de tels objectifs seront difficiles à atteindre compte tenu de la grande diversité de ses membres en termes de niveau de développement économique, la perspective de rivaliser sur un tel marché sans profiter de dés pipés n’enchante guère l’oligarchie.

L’une des raisons pour lesquelles la structure de pouvoir indonésienne semble aussi solide réside enfin dans sa capacité d’adaptation. M. Prabowo, par exemple, a été élu grâce au soutien de son prédécesseur et adversaire de toujours, M. Widodo, à la suite d’une série d’intrigues au sein de l’élite. En échange de ce soutien, M. Prabowo a fait du fils de l’ancien président, M. Gibran Rakabuming Raka, son colistier. Ce dernier occupe actuellement le poste de vice-président.

En somme, l’Indonésie moderne a vu émerger une nouvelle oligarchie issue de l’ancien régime, qui l’a en retour façonnée pour conserver ses privilèges. Dans de telles circonstances, il semble illusoire d’anticiper un quelconque « éveil » diplomatique et économique du géant indonésien...

Traduit de l’anglais (Australie) par Renaud Lambert.

Lire sur notre site la chronologie consacrée à l’histoire politique du pays : www.monde-diplomatique.fr/68678

(1) Alec Russell et Mercedes Ruehl, « Is Indonesia finally set to become an economic superpower? », *Financial Times*, Londres, 15 novembre 2023.
(2) Alex Wang, « Indonésie : un pays à suivre de plus près », *Conflicts*, Paris, 7 mars 2024.
(3) Andy Dwibaskoro, « World’s largest economies 2050 : Indonesia projected Top 5 », 7 janvier 2025, investindonesia.co.id
(4) Lire Richard Robison et Vedi R. Hadiz, « Indonesia : A tale of misplaced expectations », *Pacific Review*, Oxford, vol. 30, n° 6, 2017.
(5) Banque mondiale, « Indonesia’s decentralization after crisis », dans « PREM Notes », n° 43, Washington, septembre 2000.
(6) Lire Marie Beyer et Martine Bulard, « Menaces sur l’islam à l’indonésienne », *Le Monde diplomatique*, août 2017.
(7) Radhiyya Indra et Maretha Uli, « Prabowo vows to protect national wealth in first state address », *The Jakarta Post*, 16 août 2025.



* Professeur d’études asiatiques et Redmond Barry distinguished professor of l’université de Melbourne.

UNE RIVALITÉ QUI FAÇONNE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

CIA contre Pentagone

Le retour de M. Donald Trump à la Maison Blanche semblait annoncer une purge des agences de renseignement. Le président républicain leur reprochait d'avoir cherché à lui nuire en alimentant les affabulations du « Russiagate ». Mais, en période de tensions internationales, le rôle croissant des opérations secrètes et des technologies de pointe ne lui permet pas d'écarter la CIA au profit du Pentagone.

PAR MARTIN BARNAY *

Dès sa création au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Central Intelligence Agency (CIA) basée à Langley (Virginie) s'est imposée en grignotant le territoire de ses voisins : la police fédérale d'abord, à qui elle retire la responsabilité de l'espionnage en Amérique latine, ensuite le Bureau du renseignement du ministère des affaires étrangères, affaibli par les purges maccarthystes des années 1950. L'antagonisme le plus marqué l'oppose toutefois au Pentagone, siège du ministère de la défense. Sur le papier, la ligne est nette depuis la création en 1952 de la National Security Agency (NSA), rattachée au Pentagone : renseignement humain pour la CIA ; renseignement électromagnétique et opérations conventionnelles pour les militaires.

Dans les faits, la frontière est restée poreuse. Sous couvert de « guerre psychologique », la CIA a acquis une longue expérience paramilitaire – Cuba, Iran, Congo, Laos, Chili, Afghanistan, etc. Au moment de la guerre du Vietnam, irrité par les opérations clandestines au Sud-Vietnam et au Laos, le Pentagone créa en 1961 sa propre agence de renseignement humain, la Defense Intelli-

gence Agency, pour briser le monopole de Langley et contredire ses évaluations jugées trop pessimistes sur l'efficacité d'une escalade militaire.

CIA et forces armées diffèrent dans leur conception du renseignement : outil diplomatique et stratégique pour la première, soutien opérationnel pour les secondes. Cette divergence reflète aussi leurs ancrages sociaux. Langley cultive une tradition patricienne, recrutant ses cadres dans l'élite universitaire et les grands cabinets d'avocats de Wall Street. Elle entretient des liens anciens avec les multinationales et les grandes compagnies pétrolières, dont elle a parfois été le bras armé, comme lors du renversement du premier ministre iranien Mohammad Mossadegh en 1953. L'armée demeure, à l'inverse, un vecteur d'ascension pour la classe moyenne : face à une CIA encore très majoritairement blanche, plus de 30 % des effectifs de l'active sont issus des minorités ethniques (1). Elle forme ses officiers dans des académies militaires gratuites. Une fois à la retraite, ils rejoignent souvent la direction des grandes entreprises, en particulier d'armement, qui dépendent de la commande publique.

Les faucons de la « Team B »

CHACUN dispose de ses think tanks et relais d'influence : pour la CIA, la commission spéciale sur le renseignement du Sénat et le Council on Foreign Relations (foyer de l'internationalisme libéral qui publie la revue *Foreign Affairs*) ; les deux commissions des forces armées (celle du Sénat et celle de la Chambre des représentants) ainsi que la RAND Corporation pour le ministère de la défense. Sous les querelles bureaucratiques affluent deux visions de l'hégémonie américaine : projection de force conventionnelle et course aux armements côté Pentagone ; opérations de déstabilisation et « petites guerres » périphériques côté CIA. Cette opposition nourrit des conflits d'analyse : sous la présidence de Gerald Ford (1974-1977), Henry Kissinger, figure tutélaire du renseignement et artisan de la détente avec l'Union soviétique, signe les premiers accords de limitation des arsenaux nucléaires. Les faucons du Pentagone imposent alors des contre-expertises aux rapports iréniques de la CIA, susceptibles de menacer leurs crédits, et obtiennent la création d'un groupe indépendant baptisé « Team B » au sein même du siège de Langley.

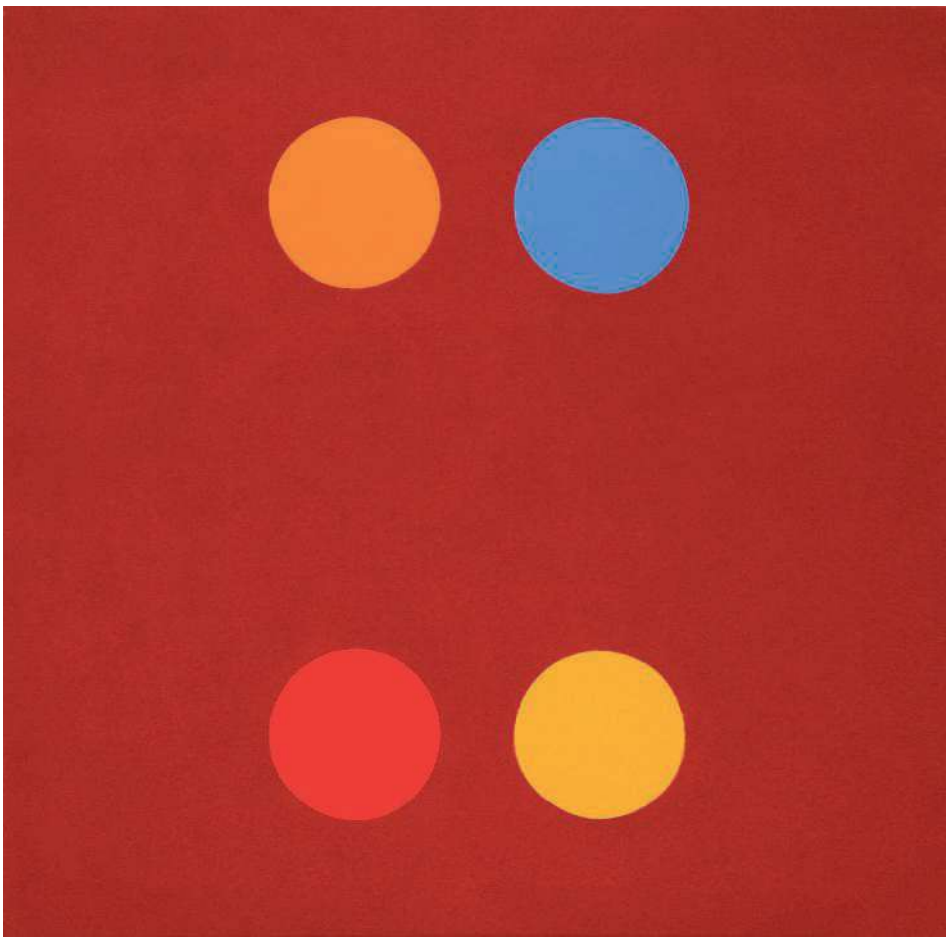
La fin de la guerre froide n'apaise pas les tensions. Pendant la première guerre du Golfe (1990-1991), la CIA critique le bellicisme du commandement militaire et plaide plutôt pour la diplomatie et les sanctions économiques ; l'état-major de son côté reproche à l'agence de fournir un renseignement peu exploitable sur le terrain, trop centré sur l'analyse stratégique. Le président George H. W. Bush (1989-1993), qui fut membre de Team B avant de diriger la CIA, tranche en faveur des armées. Le memorandum « Defense Planning Guidance » de 1992, rédigé par le secrétaire adjoint à la défense Paul Wolfowitz, autre vétéran de Team B, fait du Pentagone le fer de lance de la politique étrangère. La fuite du document dans le *New York Times* contraignit la Maison Blanche à reculer, mais l'essentiel est repris l'année suivante par l'administration Clinton (1993-2001), qui étend les opérations clandestines du Pentagone

– déployant les forces spéciales en Somalie, à Haïti, en Bosnie – et cantonne la CIA à des missions auxiliaires comme la recherche de cibles pour l'aviation.

Cet usage non conventionnel des troupes suscite des critiques à Washington. « Si nous continuons à disperser nos forces aux quatre coins du monde pour des missions de “nation-building” [construction de nation], déclarait durant la campagne de 2000 le candidat républicain George W. Bush, nous allons droit vers de graves problèmes. Je m'y opposerai (2). » Les attentats du 11 septembre 2001 balaient les scrupules : après une éclipse de quelques années, les vétérans de Team B font leur retour triomphal au sommet de l'État – M. Richard Cheney à la vice-présidence des États-Unis, Donald Rumsfeld au ministère de la défense, M. Wolfowitz comme adjoint de Rumsfeld. Si le début de la guerre en Afghanistan semble sceller une union sacrée, avec le déploiement conjoint de la CIA et des forces spéciales, l'Irak rouvre la fracture. Rumsfeld, grand rival de Kissinger depuis les années 1970, accuse la CIA de traîner des pieds dans la recherche d'éléments susceptibles de justifier l'invasion qu'ont déjà décidée la Maison Blanche et le ministère de la défense.

Pendant la présidence de M. Barack Obama (2009-2017), la rivalité se porte sur l'usage des drones pour les assassinats ciblés. L'administration ferme officiellement les prisons secrètes de la CIA mais intensifie son programme d'exécutions à distance, notamment au Pakistan où, faute de déclaration de guerre et de présence avérée d'Al-Qaïda, l'armée n'est pas autorisée (en théorie) à intervenir. Langley dispose en outre d'un avantage technique sur le Pentagone : pionnière dans l'emploi de drones légers conçus pour la surveillance, elle a participé au développement du modèle Predator, testé dès les années 1990 en Yougoslavie et qui restera la référence pendant les deux décennies suivantes.

L'émergence d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQAP) au Yémen offre à l'état-major l'occasion de décider lui-



THOMAS DOWNING. – « 2x2 Circle Matrix » (2x2 Matrice circulaire), 1964

même des bombardements, mais les échecs et bavures répétés conduisent la Maison Blanche à redonner l'initiative à la CIA. Dans une base secrète en Arabie saoudite, l'agence organise ainsi l'exécution, par drone et sans procès, de l'imam Anwar Al-Awlaqi, citoyen américain d'origine yéménite. Le bilan de cette « course aux scalps » est lourd : près de trois mille tirs par drone sous les deux mandats d'Obama – visant pour l'essentiel des combattants subalternes – et des centaines de victimes civiles que la CIA, contrairement au Pentagone, n'est pas tenue de signaler. Les deux entités vont même indirectement se faire face sur le théâtre d'opérations : début 2016, le *Los Angeles Times* rapporte des affrontements armés entre groupes rebelles syriens, les uns soutenus par la CIA, les autres par le Pentagone (3)...

La fin de la parenthèse contre-insurrectionnelle ouverte le 11 septembre 2001 laisse poindre un nouveau rapport de forces. Entre l'ascension de la Chine et le retour de la puissance russe, le paradigme de la guerre froide reprend ses droits. En réaction à l'invasion de l'Ukraine, Washington accélère ses livraisons d'armes à Kiev tout en maintenant des canaux diplomatiques avec Moscou, et opère à partir de bases clandestines sans déployer de troupes régulières. La même posture semble se dessiner en mer de Chine.

Longtemps chasse gardée des stratèges du Pentagone et des grands industriels de la défense, qui lui ont fourni près de 50 milliards de dollars d'armes américaines depuis 1950, Taïwan révèle les mutations à l'œuvre dans les affaires militaires. Les conflits d'Ukraine et du Yémen – où prédominent des drones semi-artisanais à moins de 1 000 dollars l'unité, quand un missile intercepteur Coyote en coûte 100 000 – ont ébranlé la suprématie des systèmes d'armement conventionnels. Face à l'éventualité d'une invasion chinoise, un consensus se dégage à Taipei autour de la tactique du « porc-épic » : non plus chercher à anéantir un adversaire reconnu comme supérieur, mais entraver sa progression en multipliant les obstacles côtiers et en déployant des systèmes autonomes pour pallier le manque de troupes au sol.

Or cette orientation vers la guerre asymétrique met à l'épreuve la doctrine d'acquisition de chars ou d'avions du ministère de la défense, et valorise l'expertise de la CIA. L'essor de technologies de rupture (systèmes autonomes, lasers, informatique quantique) et le rôle croissant du logiciel dans le champ militaire offrent désormais aux dirigeants de la tech un levier d'influence au sein des forces armées. Et comme pour les drones il y a vingt ans, Langley a pris de l'avance : implantée dans la Silicon Valley depuis la fin des années 1990,

l'agence finance, par le biais de son fonds d'investissement In-Q-Tel, le développement de technologies duales – civiles et militaires. Sa structure en forme de société à but non lucratif lui permet d'échapper au contrôle parlementaire, limitant grandement l'exposition de ses partenaires. In-Q-Tel prétend aujourd'hui avoir aidé huit cents entreprises, dont trente-deux figurent parmi les cent principales start-up de défense.

Jadis à la pointe de la recherche appliquée, le Pentagone s'est trouvé débordé par l'émergence de la Silicon Valley et sa culture de l'innovation disruptive. La relation s'est encore dégradée après l'affaire Edward Snowden (2013). Les révélations de cet ancien employé de la CIA devenu sous-traitant du Pentagone à travers la NSA sur l'ampleur des programmes de surveillance gouvernementaux heurtent la sensibilité « libérale-libertaire » des ingénieurs et développeurs informatiques. En 2018, Google se retire d'un projet de drones militaires sous la pression de ses salariés. Mais, depuis la réélection de M. Donald Trump, le vent a tourné : l'emploi intensif des drones et de la reconnaissance faciale en Ukraine et à Gaza – et les perspectives de revenus qu'il ouvre à une industrie tech en perte de vitesse face à

Utopie d'une armée de robots

LA hausse des budgets militaires en Europe et au Japon pourrait constituer un important lot de consolation pour les fournisseurs historiques d'armes onéreuses au Pentagone. Le matériel américain représente déjà 80 % des importations militaires de l'Union européenne, mais celles-ci ont vocation à augmenter conformément aux exigences de M. Trump. Lockheed Martin a annoncé vouloir accroître sa présence sur le continent, en nouant des partenariats sur l'armement conventionnel comme avec l'allemand Rheinmetall pour la production du F-35 et de la lance-roquettes GMARS, tout en conservant aux États-Unis les technologies les plus avancées.

Derrière l'utopie d'une armée de drones et de robots autonomes affleure l'obsession des réductions budgétaires. Après avoir promis de réduire les dépenses militaires de 25 %, M. Trump a soumis au Congrès un budget 2026 de 1 000 milliards de dollars pour la défense, en hausse mais qui suggère que les investissements technologiques annoncés se feront au détriment des moyens humains et opérationnels. Si, comme l'assurent ses promoteurs, l'intelligence artificielle permet de réduire le besoin en soldats, le recours à des sous-traitants restera la voie privilégiée pour sécuriser, aux quatre coins du monde, les infrastructures et ressources vitales à la croissance américaine. Le *Wall Street*

la concurrence asiatique – a levé les réserves. Début 2024, OpenAI, concepteur de ChatGPT, a supprimé de sa charte les clauses interdisant l'usage militaire de ses technologies. Google l'a imité cette année, tandis que Meta s'est allié au fabricant de drones de combat Anduril pour développer des systèmes de réalité virtuelle à l'usage des troupes.

Le Pentagone rattrape son retard en recrutant chez les champions de la Silicon Valley (Meta, Palantir, Anduril) dont nombre sont liés de près ou de loin à In-Q-Tel. Le succès fulgurant de Palantir illustre la stratégie de conquête de Langley : fondée en 2003 avec un financement initial d'In-Q-Tel, l'entreprise rafle depuis les mégakontrats de traitement de données pour des multinationales, mais aussi pour des institutions publiques américaines et étrangères, comme la direction générale de la sécurité intérieure (DGSi) en France ou le service national de santé au Royaume-Uni. Elle est également partenaire de l'armée israélienne, à laquelle son bureau de Tel-Aviv fournit des services de reconnaissance faciale pour l'identification de cibles dans les territoires occupés. Palantir, qui a décroché cet été un contrat de 10 milliards de dollars avec le ministère américain de la défense, vient tout juste d'intégrer le « top 20 » des entreprises américaines, dépassant en capitalisation boursière les industriels traditionnels comme Lockheed Martin, Northrop Grumman ou General Dynamics (les *primes* dans le jargon washingtonien).

La montée en puissance de ces nouveaux acteurs crée des tensions au sein même du Pentagone. Tandis que le secrétaire à l'armée, M. Daniel Driscoll, déclarait récemment qu'il verrait la faillite d'un fournisseur *prime* durant son mandat comme une victoire, M. William LaPlante, chargé des acquisitions du ministère sous l'administration précédente, raillait en 2022 la frénésie technophile : « Si quelqu'un vous raconte une belle histoire sur un projet [pour l'armée du futur], demandez-lui quand il entrera en production, combien il va coûter et quelle sera sa valeur ajoutée dans un conflit avec la Chine. Je me fiche qu'il y ait de l'IA [intelligence artificielle] ou du quantique dedans (4). »

Journal annonçait ainsi le mois dernier le retour en grâce de M. Erik Prince, magnat déchu de la sécurité privée et vieil allié politique de M. Trump. Au plus fort de l'actuel conflit avec le Rwanda, M. Prince a empoché un contrat avec la République démocratique du Congo (RDC) pour protéger les revenus miniers du pays, proposant même au président Félix Tshisekedi de faire garder sa résidence par des mercenaires salvadoriens.

Trump sera-t-il, non pas le « président de la paix » comme il l'affirme, mais, comme presque tous ses prédécesseurs, un président des guerres secrètes ? Ses choix stratégiques suggèrent en tout cas qu'il a intégré une constante de la puissance américaine : elle ne triomphe que dans les conflits qu'elle ne déclare pas et où elle trouve des alliés ou supplétifs qui se battent pour elle.

Trump sera-t-il, non pas le « président de la paix » comme il l'affirme, mais, comme presque tous ses prédécesseurs, un président des guerres secrètes ? Ses choix stratégiques suggèrent en tout cas qu'il a intégré une constante de la puissance américaine : elle ne triomphe que dans les conflits qu'elle ne déclare pas et où elle trouve des alliés ou supplétifs qui se battent pour elle.

(1) « 2023 demographics, profile of the military community », U.S. Department of Defense, Washington, 2024.

(2) Mark Thiessen, « Trump is not the first republican to campaign against nation-building », American Enterprise Institute, 3 mai 2016, www.aei.org

(3) Nabih Bulos, W.J. Hennigan, Brian Bennett, « In Syria, militias armed by the Pentagon fight those armed by the CIA », *Los Angeles Times*, 27 mars 2016.

(4) Valerie Insinna, « LaPlante pokes Silicon Valley “tech bros” calls for increased munitions production for Ukraine », 8 novembre 2022, https://breakingdefense.com

Europe, la capitulation permanente

Rarement les discours sur la grandeur de l'Europe, phare démocratique battu par la déferlante «populiste», ont été aussi exaltés. Et rarement l'Union européenne a essuyé autant de revers en matière de diplomatie, de stratégie et de commerce. Plus attachés au lien transatlantique qu'à l'intérêt des populations, les dirigeants du Vieux Continent multiplient les gémissements devant M. Donald Trump.

PAR THOMAS FAZI *

L'Union européenne a été promue comme un moyen de renforcer le Vieux Continent face aux grandes puissances, en particulier les États-Unis. Pourtant, au cours du quart de siècle qui a suivi le traité de Maastricht, l'inverse s'est produit : l'Europe se trouve aujourd'hui plus inféodée politiquement, économiquement et militairement à Washington, et donc plus faible et moins autonome. En matière de commerce, d'énergie, de défense ou de politique étrangère, les pays européens ont, ces dernières années, systématiquement agi contre leurs propres intérêts afin de coller aux priorités stratégiques américaines.

L'annonce le 27 juillet dernier d'un accord commercial entre l'Union et les États-Unis en vertu duquel les produits américains entreraient librement en Europe, tandis que les exportations européennes vers l'Amérique acquitteront un droit de douane forfaitaire de 15%, l'illustre jusqu'à la caricature. Cette reddition s'accompagne d'une promesse d'acheter pour 700 milliards d'euros d'hydrocar-

bures américains et d'investir 550 milliards d'euros outre-Atlantique. L'économiste grec Yánis Varoufákis y voit la version européenne du traité de Nankin de 1842 (1). Premier d'une série de «traitements inégaux» imposés à la Chine par les puissances occidentales, il accordait des concessions importantes au Royaume-Uni et marquait le début du «siècle d'humiliation». Mais «contrairement à la Chine en 1842, l'Union européenne a choisi l'humiliation librement», plutôt qu'à la suite d'une défaite militaire écrasante, poursuit l'ancien ministre des finances.

Les images de M^{me} Ursula von der Leyen se déplaçant sur le terrain de golf écossais de M. Trump, le 27 juillet, pour entendre le président américain fulminer contre les éoliennes, puis annoncer des mesures commerciales punitives, contrastent avec l'accueil spectaculaire réservé à M. Vladimir Poutine à Ancho- rage quelques semaines plus tard. Cette scène déconcerte d'autant plus que l'Europe avait de sérieux atouts à jouer dans un bras de fer transatlantique.

La volonté d'impuissance

DANS le domaine diplomatique, le Vieux Continent oscille entre relégation et marginalisation. Cantonnés aux anti-chambres et aux seconds rôles après le «sommet de paix» entre MM. Trump et Poutine en Alaska, les dirigeants européens en sont réduits à quémander des bribes d'information et à flagorner sans retenue le locataire de la Maison Blanche ; ils «se démènent pour ne pas paraître dépassés», se moque le *Washington Post* (10 août 2025), alors que les négociations portent sur l'avenir de leur propre continent. «Le meilleur parallèle historique ne se trouve pas en Europe, mais ironiquement dans les pratiques impériales que l'Europe avait autrefois instaurées vis-à-vis des nations plus faibles», explique le chef d'entreprise et analyste géopolitique français Arnaud Bertrand (2). Deux jours après que Trump a renoncé au cessez-le-feu comme condition préalable aux discussions, s'alignant ainsi sur la préférence de la Russie pour un traité de paix global, la présidente de l'Union européenne effectue à son tour une volte-face. «Que l'on appelle cela un cessez-le-feu ou un accord de paix, il faut mettre fin aux tueries», déclarait-elle le 17 août, alors qu'elle défendait jusqu'alors la position contraire.

Comme dans le cas de l'accord douanier, l'Europe a elle-même tracé son chemin de croix. Ses représentants ont successivement suivi la stratégie américaine de déstabilisation de la Russie, embrassé depuis 2022 la guerre par procuration de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), miné leurs propres économies en se privant du gaz russe bon marché, puis tenté de saboter les initiatives de paix de M. Trump en promettant un soutien financier et militaire illimité à

Kiev. Ce faisant, ils ne compromettaient pas seulement leurs intérêts économiques et sécuritaires fondamentaux : s'aliénant à la fois Moscou et Washington, ils s'excluaient de fait de tout rôle majeur dans les négociations.



PACO POMET. – « That's All Folks! » (C'est fini les amis !), 2024

Si les dirigeants de l'Union justifient souvent leur conduite au nom du lien transatlantique, les intérêts communs aux deux rives de l'Océan ne se repèrent pas aisément. On peut même faire l'hypothèse qu'en faisant durer la guerre Washington n'ambitionnait pas seulement d'affaiblir ou de «saigner» la Russie, mais également de saper l'Europe, en rompant les liens économiques et stratégiques que le Vieux Continent – en particulier, l'Allemagne – entretenait avec la Russie. Cet objectif a été atteint de deux manières. D'abord, par la relance et l'expansion de l'OTAN, une institution contrôlée de facto par les États-Unis, dont la fonction principale a toujours été de garantir la subordination stratégique de l'Europe à Washington. Ensuite, par le verrouillage de celle-ci dans une dépendance à long terme vis-à-vis des exporta-

tions énergétiques américaines, comme l'illustre le sabotage du gazoduc Nord Stream, une opération menée soit directement par les États-Unis, soit par des pays amis (3). Le silence de l'Allemagne et des capitales voisines sur le pire attentat industriel de l'histoire du continent, leur probable complicité dans sa dissimulation, et leur obstination à empêcher toute remise en service de cette infrastructure signent leur servitude volontaire.

Dans cette perspective, les conséquences de la guerre en Ukraine peuvent être interprétées comme un triomphe stratégique pour Washington, obtenu au détriment d'une Union européenne dont la frange occidentale, en premier lieu l'Allemagne, titube entre stagnation et récession. L'érosion de la base industrielle européenne ouvre la voie à la cannibalisation économique du continent par le capital américain, menée par des géants tels que BlackRock et autres méga-fonds. Comme l'écrit le démographe français Emmanuel Todd dans *La Défaite de l'Occident* : «À mesure que son pouvoir diminue dans le monde, le système américain finit par peser de plus en plus lourdement sur ses protectorats, qui restent les derniers bastions de son pouvoir.» L'accord douanier entre l'Union et les États-Unis, dont certains aspects s'apparentent à des tributs coloniaux déguisés en «investissements», met à nu cette réalité.

Tout aussi emblématique de la subjugation européenne, le grand réarmement entrepris par l'Union se traduit en premier lieu par l'engagement solennel de satisfaire l'exigence de M. Trump que tous les États membres consacrent à l'Alliance atlantique non plus 2% mais 5% de leur produit intérieur brut. Présenté comme un pas vers l'«autonomie stratégique», ce renforcement du bras européen de l'OTAN, loin de signifier une rupture avec l'ordre existant, «tend à consolider la subordination structurelle du continent européen à

la puissance nord-américaine», ainsi que l'ont récemment écrit plusieurs intellectuels de premier plan de la gauche espagnole (4).

Depuis bientôt deux ans, Bruxelles n'a pas émis la moindre réserve à la collaboration militaire, politique, diplomatique, économique de Washington au génocide en cours à Gaza, et réitère périodiquement son soutien à Tel-Aviv. Cette position fait éclater au grand jour le double langage du bloc – le contraste avec sa réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie ne pourrait être plus frappant. Elle détruit aussi le peu de crédibilité morale dont l'Union disposait encore sur la scène internationale et l'isole un peu plus du reste du monde. Au vu de la délégation de chefs d'État européens accourus à Washington lundi 18 août pour réaffirmer leur appui au



PACO POMET. – « Armistice », 2024

président ukrainien Volodymyr Zelensky, imagine-t-on que les mêmes se précipitent à la Maison Blanche pour plaider la cause du peuple palestinien massacré et affamé non pas par un ennemi stratégique de l'Occident, mais par l'un de ses alliés, Israël ?

Comment en sommes-nous arrivés là ? Plusieurs facteurs entrent évidemment en ligne de compte, mais l'un d'eux se distingue : l'immense influence qu'exerce Washington sur l'Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale, notamment par le biais du réseau d'institutions

Une obséquiosité effarante

Sous l'action combinée de ces facteurs, l'Europe est devenue pratiquement incapable de penser – et encore moins d'agir – en fonction de ses propres intérêts. Ses dirigeants ont si profondément intériorisé leur subordination qu'ils couvrent leur exploiteur de flatteries, comme l'ancien premier ministre néerlandais devenu secrétaire général de l'OTAN, M. Mark Rutte, envoyant à M. Trump un message d'une obséquiosité effarante pour préparer le sommet de l'Alliance atlantique à La Haye en juin dernier, avant de l'appeler «Daddy».

Ces éléments, objectera-t-on, sont connus et débattus depuis des lustres, notamment dans les cercles de la gauche européenne. Mais un autre reste largement méconnu, en particulier dans ce milieu : le rôle joué par l'Union européenne dans le renforcement de son propre assujettissement. Contrairement à l'idée dominante d'une Communauté économique européenne (CEE) conçue d'emblée comme un contrepoids à la puissance américaine, l'intégration européenne fut soutenue et promue par Washington comme un rempart contre l'Union soviétique pendant la guerre froide (6). De fait, l'establishment technocratique de Bruxelles a toujours collé aux États-Unis plus étroitement que les gouvernements des États membres. Et la centralisation croissante de l'Union autour de la Commission accentue la tendance. Au cours des quinze dernières années, Bruxelles s'est appuyé sur la succession ininterrompue des crises (finances, dettes, immigration, terrorisme, sécurité, Covid, guerre d'Ukraine, etc.) pour accroître, de manière radicale mais discrète, ses prérogatives dans des domaines auparavant impartis aux gouvernements nationaux. Insensiblement, l'Union acquiert, par le truchement de la Commission, les attributs d'un pouvoir quasi souverain et la capacité de faire prévaloir ses priorités sur les aspirations démocratiques des populations.

transatlantiques tissé au sein des États d'Europe occidentale et, en particulier, au cœur des appareils militaires et de renseignement. Mais la subordination du Vieux Continent tient aussi à l'incessant travail de sape opéré à Washington pour éviter qu'il acquière une puissance militaire indépendante. Cette approche a été réaffirmée en 2005 par Robert Kaplan, journaliste influent et intellectuel spécialisé dans les questions de défense : «L'OTAN ne peut coexister avec une force de défense européenne autonome. L'une doit l'emporter sur l'autre, et nous devons faire en sorte que ce soit la première (5).»

L'hégémonie culturelle fournit une troisième explication : après soixante-dix ans de construction communautaire, l'influence de l'establishment américain sur le discours public européen l'emporte largement sur celle de n'importe quel pays membre. L'anglais reste la *lingua franca* de l'Union, et tous les grands médias anglophones – pour la plupart basés aux États-Unis ou au Royaume-Uni – manifestent un fort parti pris atlantiste. Enfin, l'écosystème intellectuel transatlantique s'articule autour de think tanks, tels que le German Marshall Fund, la Commission trilatérale, le Council on Foreign Relations et l'Aspen Institute, tous liés aux agences de renseignement américaines.

Ainsi, M^{me} von der Leyen – surnommée «la présidente américaine de l'Europe» (7) – a-t-elle récemment tiré parti de la crise ukrainienne pour promouvoir une supranationalisation de la politique étrangère (bien que la Commission n'ait aucune compétence formelle dans ce domaine) au détriment des intérêts fondamentaux de l'Europe. Mais peut-on même parler d'«intérêts communs» aux États membres ? Trente-cinq ans après Maastricht, l'Union reste divisée selon des lignes de fracture économique, diplomatique et culturelle. En matière de politique étrangère, ces différences s'accroissent depuis l'intégration des pays baltes et d'Europe centrale, traditionnellement atlantistes. Un an avant leur adhésion simultanée à l'Union et à l'OTAN en 2004, ils soutenaient l'invasion illégale de l'Irak par les États-Unis avant d'y envoyer des troupes. Faute d'une impossible «synthèse» d'intérêts, les priorités des États dominants et des élites technocratiques supranationales prévalent.

La crise de la dette de 2009-2012 a montré comment le cadre rigide de l'Union sous domination allemande érodait la capacité des nations à agir en fonction de leurs besoins économiques et des aspirations démocratiques. C'est encore plus vrai aujourd'hui. On le sait, la réponse habituelle attribuée tout problème à l'insuffisant transfert de souveraineté des États à Bruxelles. Or l'Europe ne souffre pas d'un manque d'intégration, mais de l'intégration elle-même. Pour échapper à son «siècle d'humiliation», il lui faut affronter et transcender la cause profonde du problème : l'Union européenne elle-même, engagée dans un fédéralisme toujours plus poussé.

(Traduit de l'anglais par Pierre Rimbart.)

(1) Yánis Varoufákis, «Le siècle d'humiliation de l'Europe : Trump a déjoué von der Leyen», 9 août 2025, www.unherd.com

(2) Arnaud Bertrand, «Not at the table : Europe's colonial moment», 10 août 2025, www.arnaud-bertrand.substack.com

(3) Lire Fabian Scheidler, «Nord Stream, trois scénarios pour un attentat», *Le Monde diplomatique*, octobre 2024.

(4) Héctor Illueca, Augusto Zamora R., Antonio Fernández, Manolo Monereo, «Salvar a Europa de la Unión Europea», 16 juin 2025, www.publico.es

(5) Robert D. Kaplan, «How we would fight China?», *The Atlantic*, Washington, juin 2005.

(6) Lire François Denord et Antoine Schwartz, «Des les années 1950, un parfum d'oligarchie», *Le Monde diplomatique*, juin 2009.

(7) Suzanne Lynch et Ilya Gridneff, «Europe's American president : The paradox of Ursula von der Leyen», 6 octobre 2022, www.politico.eu

* Journaliste, dont les analyses sont également disponibles sur le site www.thomasfazi.com

EN AMÉRIQUE LATINE, LES BELLES-LETTRES S'EXPORTENT AU FÉMININ

Ceci n'est pas un « boom » littéraire

Lorsque les romans de Julio Cortázar, de Mario Vargas Llosa ou de Gabriel García Márquez ont commencé, dans les années 1960, à occuper de larges rayonnages des librairies européennes, le phénomène a pris le nom de « boom » latino-américain. Une nouvelle génération d'autrices assure aujourd'hui la relève. Leur succès tient beaucoup à l'ancrage de leurs œuvres dans leur société d'origine.

PAR FABIEN PALEM *

EN avril 2024, l'écrivaine argentine Selva Almada fait une entrée remarquée dans la « shortlist » de l'International Booker Prize. Grâce à la traduction en anglais de son roman *No es un río*, cette native de la province d'Entre Ríos, limitrophe de l'Uruguay, ajoute son nom à la longue série des autrices latino-américaines qui, depuis une demi-douzaine d'années, ont figuré parmi les finalistes de ce prestigieux prix littéraire britannique – (mal) nommé jusqu'à il y a peu Man Booker Prize. Un quart des ouvrages présélectionnés pour l'édition 2024 étaient sud-américains (1).

Même si Almada perd en finale, sa défaite vaut victoire, puisqu'elle lui ouvre les marchés anglo-saxons – les plus porteurs. Ces dix dernières années, le Booker a reconnu et popularisé de nombreuses plumes « latinas » traduites dans la langue de Shakespeare. Pour les Argentines, outre Almada, citons Gabriela Cabezón Cámara, Ariana Harwicz, Claudia Piñeiro, Samanta Schweblin ; pour les Mexicaines, Fernanda Melchor et Guadalupe Nettel ; pour les Péruviennes, Gabriela Wiener.

Adaptations au cinéma – par exemple *Crève, mon amour*, de Harwicz (Seuil, 2020), par la réalisatrice Lynne Ramsay en 2025 –, déclinaisons sur les plates-formes de streaming – notamment *Toxique*, de Schweblin (Gallimard, 2017) en 2021, ou *La Saison des ouragans*, de Melchor (Grasset, 2019) en 2023 –, portraits élogieux dans la presse internationale, traductions dans des dizaines de langues : la littérature latino-américaine a le vent en poupe, et ce sont les femmes qui soufflent le plus fort dans la voile. D'aucuns se risquent à faire un parallèle avec le « boom » du roman latino-américain des années 1960 et 1970, phénomène littéraire qui avait vu la consécration en Occident d'auteurs comme l'Argentin Julio Cortázar, le Péruvien Mario Vargas Llosa, le Colombien Gabriel García Márquez ou le Mexicain Carlos Fuentes. Associé également au mouvement, le Paraguayen Augusto Roa Bastos posait toutefois un regard aussi critique que lucide sur cet engouement : « *La société de consommation dans laquelle nous vivons a découvert que, de la même manière qu'il est possible d'exploiter une région riche en pétrole, il est possible d'exploiter une région riche en écrivains* (2). »

Quelques décennies de relative indifférence plus tard, les maisons d'édition du monde entier se remettent à extraire la

prose latino-américaine comme ailleurs on puise l'or noir. La comparaison vient d'autant plus facilement à l'esprit que, depuis cette époque dorée, aucune génération d'auteurs de la région n'a connu un tel succès. Sans renier cet héritage, les écrivaines actuelles insistent pourtant sur un point : ceci n'est pas un nouveau « boom ». « *Ce qui a lieu, c'est un changement de mise en lumière*, nous explique l'Équatorienne María Fernanda Ampuero. *Comme au théâtre. Jusqu'ici, les projecteurs étaient braqués sur les écrivains masculins. Les femmes se trou-*

vain. Et imposé autant qu'incarné, tout au long de sa vie, la figure de l'agent littéraire. « *Le “boom”, c'est d'abord l'invention d'une femme qui a choisi des écrivains très talentueux et les a fait travailler, avec le succès qu'on connaît*, confirme Cabezón Cámara. *C'était un monde très machiste, une époque où les gens refusaient d'être opérés par une chirurgienne ou de monter dans un avion piloté par une femme. On n'était pas prêts à écouter une voix féminine.* » Selon l'écrivain argentin Enzo Maquieira, l'un des rares représentants masculins de sa génération à avoir trouvé une place dans le nouvel écosystème, « *le “boom”, c'était trois ou quatre hommes, beaucoup de talent, énormément de politique et une bonne dose de marketing.* » Et d'ajouter : « *Le mouvement d'aujourd'hui est bien plus authentique et enraciné dans nos sociétés.* »

Le succès des autrices latino-américaines reflète la vitalité des revendications féministes dans une région fortement marquée par la domination masculine. Résidant en Allemagne depuis onze ans, Schweblin compare ainsi la situation des deux continents :

des femmes, pour construire des fictions haletantes. « *La sphère personnelle est politique. Du temps du “boom”, il y avait l'écrivain total. Aujourd'hui, c'est Annie Ernaux qui gagne le prix Nobel. C'est révélateur !* », remarque Nettel. « *En France, l'identification des lecteurs et lectrices passe par ces sujets de société*, souligne Joachim Schnerf, écrivain et éditeur du domaine étranger chez Grasset. *Il y a des thèmes dont on ne parle pas tant que ça en littérature ici. Mais à mes yeux, au-delà du propos de chaque ouvrage, l'altérité – et donc l'intérêt pour ces autrices – réside dans la dimension proprement littéraire de leurs œuvres. Sur la forme, par exemple : la*

tradition de la nouvelle perdue en Amérique latine, avec notamment Schweblin et Enriquez (5). *Peu d'auteurs français se consacrent à ce genre.* » L'idée que la cause de leur succès se réduirait au traitement de sujets spécifiquement féminins a d'ailleurs tendance à irriter les autrices. « *Il y a bien sûr des points de rencontre entre nos œuvres, comme dans toute la littérature*, concède Ampuero. *Mais s'obstiner à chercher ces points communs en raison de notre genre féminin, c'est offensant ! Les femmes représentent la moitié de la population et elles écrivent depuis toujours – au Mexique, depuis au moins sœur Juana Inés de la Cruz* (6). »

Un univers réel et empoisonné

« **C**E sont les lectrices qui ont changé la donne du marché éditorial. En Amérique latine, elles constituent 70 % du lectorat », rappelle Schweblin, l'une des écrivaines argentines les plus traduites et médiatisées. Dans *Toxique*, le fantastique aspire la banalité du quotidien : deux mères sont soumises, à quelques années d'écart, à une même expérience

Dans son roman *La Saison des ouragans*, Melchor explore la violence dans laquelle vivent les populations marginales du Mexique, par exemple celle de jeunes hommes confrontés à l'enlèvement, la pauvreté et la délinquance, qui s'adonnent aux drogues et à une sexualité effrénée. Cristina Bendek, écrivaine colombienne, dépeint quant



ANNA MARIA MAIOLINO. – « Entrevidas » (Entre les vies), triptyque de la série « Fotopoemção » (Photopoemaction), 1981

vaient également sur la scène, mais dans l'ombre. Pour les voir, il fallait savoir qu'elles étaient là, observer avec attention. Aucune d'entre nous n'y voit un phénomène nouveau ou suscité par l'industrie éditoriale. »

Installée à Barcelone et considérée comme une personnalité incontournable de la littérature mondiale du xx^e siècle, M^{me} Carmen Balcells, décédée en 2015, a représenté six Prix Nobel, dont quatre d'origine latino-américaine (García Márquez, Vargas Llosa, le Guatémaltèque Miguel Ángel Asturias et le Chilien Pablo Neruda). L'éditrice a révélé au grand public des auteurs natifs de pays que le Vieux Continent qualifiait alors de « périphériques ». Elle a œuvré simultanément à leur essor et à la professionnalisation du métier d'écri-

« *À Berlin, le féminisme est partout, mais il fait la fête. En Amérique latine, il est en guerre !* » De même que le « boom » a démarré dans le sillage d'un cycle politique régional ouvert par la révolution cubaine, l'élan actuel s'inscrit dans le contexte des mobilisations féministes de ces dernières années, de Buenos Aires à Quito, de Santiago du Chili à Bogotá.

Hier, le portrait de l'Amérique latine était brossé par des hommes blancs, aventuriers, parfois révolutionnaires et bien souvent coureurs de jupons. Désormais, les mégaphones de la région sont portés par une multitude d'acteurs, principalement féminins. Les nouvelles ambassadrices de la littérature latino-américaine racontent les formes que revêt la domination sexiste – discriminations, entraves à l'avortement, violences, féminicides (3) – en même temps qu'elles dévoilent les réponses apportées par les sociétés du sous-continent à ces problématiques universelles. Spécialiste de l'horreur, l'un des genres en vogue, l'Équatorienne Ampuero utilise l'atmosphère du suspense pour permettre aux lecteurs de s'identifier aux héroïnes (filles, jeunes femmes) sur lesquelles plane une menace masculine (4). De nombreuses autrices investissent cette littérature de l'étrange qui consacre la terreur sociale et le fantastique du quotidien, à l'instar des Argentines Mariana Enriquez, Schweblin ou encore Harwicz, installée depuis 2007 en France.

Exit l'écrivain prométhéen et ses récits épiques ; la grande aventure puise désormais aux tourments du quotidien, celui

qui met à l'épreuve leur amour maternel et leur relation. Le lecteur bascule dans un univers étrange, pourtant bien réel et empoisonné. Schweblin s'étonne qu'on lui demande à chaque interview comment elle peut écrire sur la maternité sans être mère elle-même. « *C'est intéressant d'observer à quel point ça dérange, explique-t-elle. J'ai beau ne pas être mère, cela fait quarante-six ans que je suis fille. C'est une autre perspective sur la maternité. Personne ne demanderait à un auteur de polars s'il part tuer des gens le week-end pour pouvoir écrire sur des meurtres ! La littérature est une question de curiosité. Écrire, c'est se mettre dans les souliers de quelqu'un d'autre.* »

Si les autrices latino-américaines placent l'intimité des femmes au cœur de leur travail, elles éclairent également des sujets, parfois des mondes, méconnus. « *Il y a quelque chose dans la périphérie qui nous donne une liberté impossible à trouver au centre* », analyse Cabezón Cámara, auteure des *Aventures de China Iron* (L'Ogre, 2021), une fable qui détourne le mythe national argentin du gaúcho Martín Fierro (7). Son arme secrète, c'est la langue. En entrelaçant le guarani avec l'espagnol et l'anglais, l'Argentine ouvre le champ des possibles. Elle imagine l'émancipation de China Iron, adolescente indienne de 14 ans, épouse de Fierro, qui tombe amoureuse d'une jeune Britannique, Liz, et abandonne son gaúcho de mari. « *Écrire en espagnol argentin, recourir à l'expérimentation avec d'autres langues, c'est déjà s'émanciper de l'espagnol dominant* », résume l'éditeur Benoit Laureau, qui a introduit l'écrivaine en France.

à elle la vie quotidienne de l'une des îles les plus densément peuplées des Caraïbes, dont elle est originaire : San Andrés. Loin des clichés touristiques, son roman *Los cristales de la sal* (Charco Press, 2018) raconte l'histoire cachée du territoire et de sa population noire, les Raizales. « *Les autrices actuelles sont sensibles à d'autres dissidences* », confie-t-elle.

Tandis que les auteurs du « boom » étaient subordonnés à des maisons d'édition européennes, surtout espagnoles, un secteur éditorial indépendant s'est développé dans toute la région. Autrices et éditrices se publient les unes les autres, un phénomène qui favorise l'apparition continue de nouveaux talents. L'appel à l'émancipation de Roa Bastos a été entendu : contrairement à ce que l'on observe avec l'or noir, les œuvres des écrivaines latino-américaines s'exportent sans que les populations locales soient spoliées de leur richesse littéraire.

(1) Madeleine Feeny, « Latin American authors on rise in International Booker prize lists », *The Guardian*, Londres, 12 avril 2024.

(2) Cité dans le deuxième volet du documentaire de Cecilia Priego *Impriman la leyenda*, Canal Encuentro, 2020, <https://gpsaudiovisual.com>

(3) Lire Laurène Daycard, « Féminicide, itinéraire d'un mot pour dire le crime », *Le Monde diplomatique*, novembre 2024.

(4) María Fernanda Ampuero, *Pelea de gallos*, Páginas de Espuma, Madrid, 2018.

(5) Mariana Enriquez, *Notre part de nuit*, Éditions du sous-sol, Paris, 2021.

(6) Écrivaine, poétesse et dramaturge née au xvi^e siècle dans la Nouvelle-Espagne, qui devindra plus tard le Mexique.

(7) Lire « Le gaúcho de tous les Argentins », *Le Monde diplomatique*, juillet 2023.

TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO »
depuis 1954

- plus de 800 numéros du journal
- plus de 2 500 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

www.monde-diplomatique.fr/archives | **ABONNEZ-VOUS**

Dans les pays du Sahel, les juntas

En une décennie, le Sahel a complètement changé. Les coups d'État (Mali, Burkina Faso, Niger), d'abord présentés comme des réponses temporaires à la crise sécuritaire, semblent installer durablement des régimes autoritaires. Au-delà du rejet commun de la présence française, ces nouveaux pouvoirs militaires peinent à formuler un véritable projet et surtout à endiguer une vague djihadiste de plus en plus meurtrière.

PAR NINA WILÉN *

DOUZE ans après l'opération « Serval », lancée par la France pour stopper l'avancée des groupes djihadistes au Mali, le Sahel est en proie à une insécurité croissante. Ni les 5 100 soldats mobilisés par Paris et ses alliés lors de l'opération « Barkhane » (2014-2022), ni les 13 000 casques bleus dépêchés par l'Organisation des Nations unies (ONU), ni les quatre missions de l'Union européenne déployées depuis 2014 ne sont parvenus à enrayer la violence armée, de plus en plus meurtrière (1). La région est désormais secouée par des crises répétées qui ignorent les frontières nationales. Une vague de putschs (Mali, Burkina Faso, Niger) a porté au pouvoir des juntas aussi solidaires entre elles qu'inefficaces dans la lutte contre l'insécurité, en dépit de leurs promesses initiales de rétablir la paix et l'autorité de l'État.

Début juillet 2025, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, a mené sept attaques coordonnées dans l'ouest du Mali, près des frontières avec le Sénégal et la Mauritanie. En septembre 2024, cette même organisation avait en une seule journée réalisé deux raids spectaculaires à Bamako, tuant soixante-dix membres des forces de sécurité à l'académie de gendarmerie et détruisant l'avion présidentiel sur l'aéroport militaire. Il s'agissait de la première offensive touchant la capitale malienne depuis près d'une décennie. Ces actions montrent que les groupes djihadistes circulent librement à travers le Sahel, mais

aussi qu'ils sont désormais capables de se synchroniser pour mener des opérations simultanées hautement symboliques.

Il y a dix ans, le Sahel était la région africaine la plus épargnée par l'extrémisme violent(2). En 2024, c'est là qu'il cause le plus de morts, avec un triplement enregistré depuis 2021, pour atteindre 11 200 décès(3). Cette évolution coïncide avec la vague de coups d'État inaugurée au Mali en 2020. À ce chiffre accablant s'ajoutent les 2 430 civils tués en 2024 par les forces de sécurité nationales elles-mêmes, avec l'aide de leurs partenaires russes.

Les deux principaux groupes djihadistes de la région – le GSIM et l'Organisation de l'État islamique au Sahel (OEI Sahel) – exploitent les griefs des populations envers des pouvoirs incapables de leur fournir des services de base et de les protéger, mais aussi de juguler l'insécurité alimentaire et les tensions liées au foncier(4). Depuis la série de coups d'État, ils ont encore gagné en puissance. Le premier s'est étendu au-delà de ses bastions traditionnels du nord et du centre du Mali, vers l'ouest, le sud et les pays voisins, notamment le Burkina Faso et le Niger. Les deux groupes prélèvent la *zakat*, l'aumône religieuse, dans les zones sous leur contrôle, mais avec des logiques différentes : elle est une simple extorsion pour l'OEI, tandis que pour le GSIM elle revêt un caractère redistributif. Dans les deux cas, elle constitue une source de financement pour leur lutte..

Des transitions qui se prolongent

L'EXPANSION de ces groupes dans les trois pays s'est traduite par de nombreux assauts contre les forces de sécurité et les civils. Le Burkina Faso a été particulièrement touché, avec plusieurs tueries commises aussi bien par les djihadistes que par les milices pro-gouvernementales en représailles au soutien présumé des populations locales au camp adverse. L'attaque la plus meurtrière de l'histoire du pays (entre cent trente et six cents morts, selon les sources) a eu lieu à Barsalogo en août 2024, lorsque des citoyens forcés de creuser eux-mêmes des tranchées pour défendre la ville ont été massacrés par le GSIM.

Depuis le coup d'État de juillet 2023, le Niger a également connu une nette intensification des violences djihadistes, enregistrant en 2024 la plus forte progression mondiale des décès dus au terrorisme : 930 morts, soit une augmentation de 94 %. Le nombre d'opérations contre les forces armées a presque doublé durant les neuf premiers mois de 2024(5). Deux attaques majeures menées par l'OEI en juin 2025 illustrent cette évolution inquiétante : l'une contre

* Directrice du programme Afrique de l'Institut Egmont (Bruxelles). Auteure de *Securitizing the Sahel. Analysing External Interventions and their consequences*, Oxford University Press, 2025.

par le Parlement de transition un mandat présidentiel de cinq ans renouvelable sans élection. Son homologue burkinabé, le capitaine Ibrahim Traoré, a lui aussi prolongé la transition en la portant, en 2024, à soixante mois, avec des élections prévues en 2029. Sachant que les partis politiques sont désormais interdits dans ces trois pays, on peut d'ores et déjà s'interroger sur la validité de ces scrutins – s'ils finissent par avoir lieu.

Les trois juntas utilisent les mêmes leviers pour renforcer leur pouvoir : un fort virage autoritaire visant à réprimer toute opposition, un effort de coordination pour harmoniser leurs positions et le recours à des partenaires extérieurs plus ou moins démocratiques, le tout inscrit dans une dialectique trompeuse sur la souveraineté retrouvée(6). En programmant des élections pour la même année et en ambitionnant de devenir une confédération dotée de passeports biométriques communs, elles entretiennent un élan panafricaniste qui sert de carburant à leur propagande sur les réseaux sociaux.

Pendant ce temps, les libertés publiques sont piétinées. Intimidations,

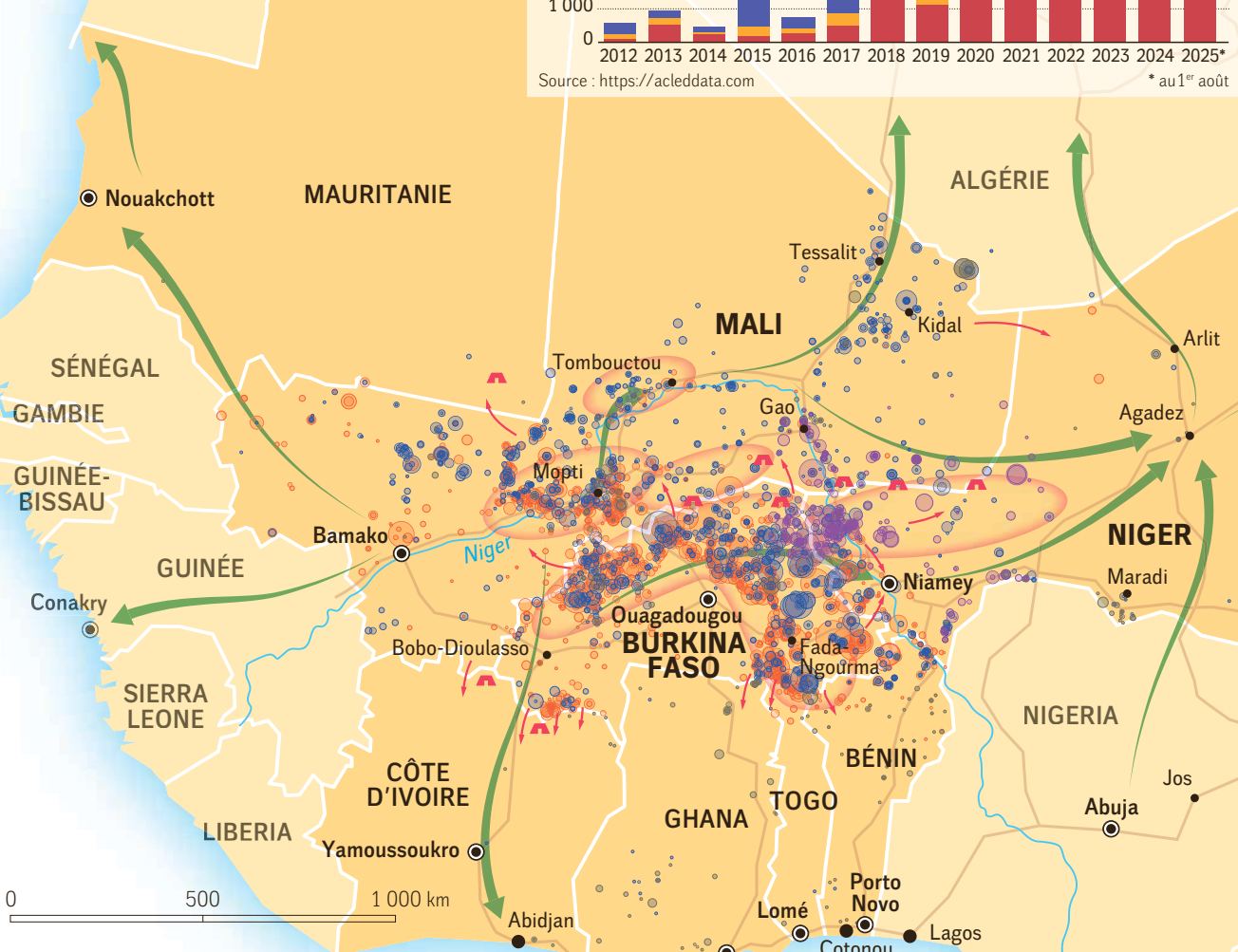
arrestations arbitraires, enrôlements contraints dans l'armée, voire exécutions extrajudiciaires frappent les sociétés civiles, tandis que la presse est réduite au silence par la répression ou l'exil forcé. De nombreux médias étrangers sont aussi interdits d'exercer, notamment les chaînes françaises Radio France Internationale (RFI) et France 24, mais aussi Voice of America(7).

Au Mali, la chaîne Joliba TV News a été suspendue à plusieurs reprises. Début 2025, elle s'est vu accuser d'avoir diffusé des propos diffamatoires envers le régime burkinabé lors d'un débat qui mettait en doute

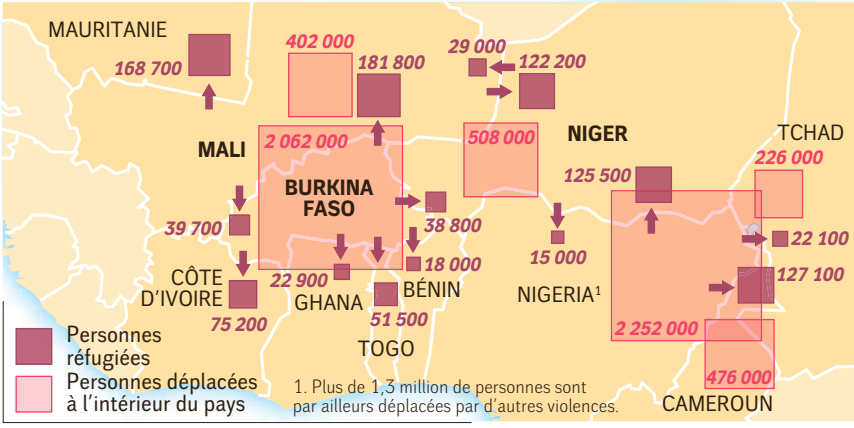
la réalité de la tentative de putsch invoquée par le capitaine Traoré pour incriminer ses opposants. Un exemple parmi tant d'autres de la manière dont les régimes en place orchestrent le contrôle des médias, l'objectif étant d'offrir aux populations un récit cohérent et complaisant en dépit d'une réalité bien plus contrastée sur le terrain, notamment sur le plan sécuritaire.

Réunis au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), une coalition défensive née en septembre 2023(8), Bamako, Ouagadougou et Niamey tentent par ailleurs de combler le vide laissé par les

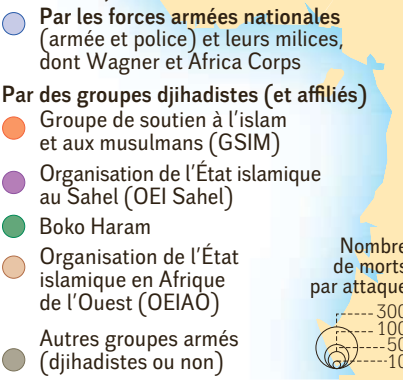
Une insécurité permanente



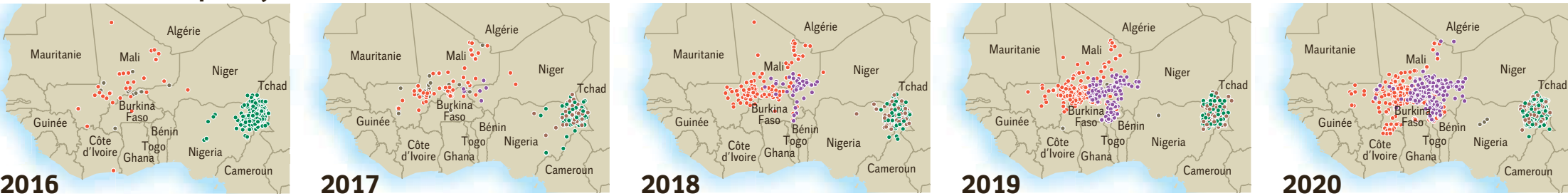
Déplacements massifs de population



Attaques mortelles menées entre le 1^{er} janvier 2024 et le 8 août 2025



Dix années d'attaques djihadistes

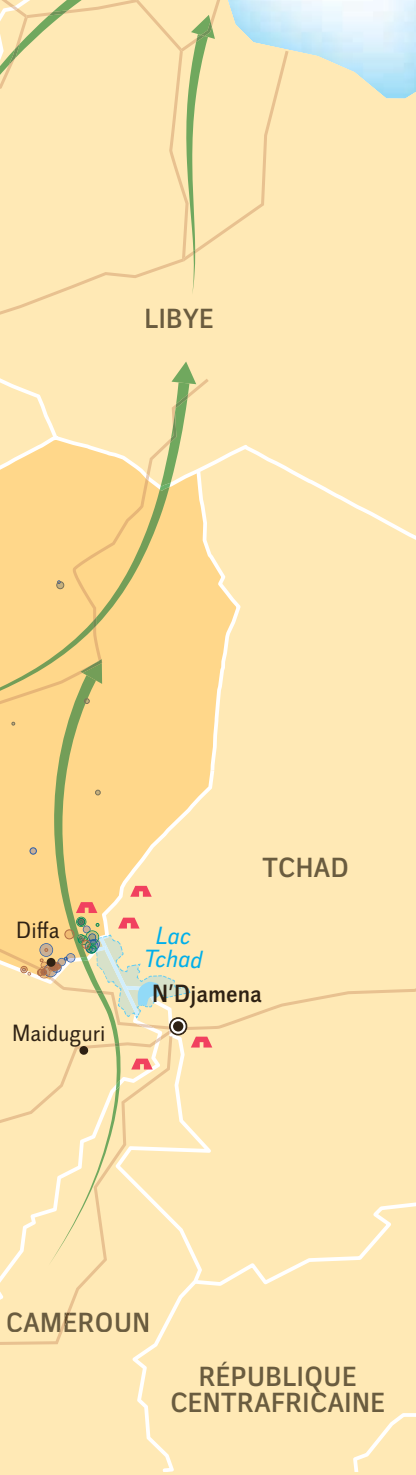


en échec face aux djihadistes

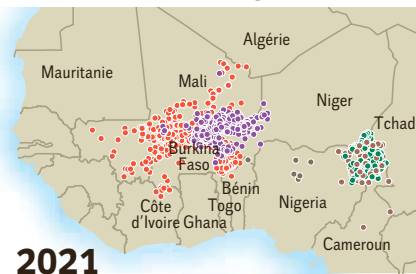
acteurs occidentaux et multilatéraux qu'ils ont eux-mêmes écartés. Cela passe en particulier par un renforcement de leurs liens avec la Russie ainsi qu'avec la Chine et la Turquie. Tout comme les ennemis, les alliés extérieurs sont partagés. La sortie coordonnée de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) en janvier 2024 et l'annonce de la création d'une force conjointe de l'AES en janvier 2025 illustrent cette volonté de prendre ses distances avec les partenaires occidentaux habituels, dont la France.

Si les relations avec la Russie ne datent pas d'hier, celle-ci s'est peu à peu imposée comme un acteur militaire central après les coups d'État, à la fois par le biais de partenariats bilatéraux et en tant que soutien diplomatique de l'AES. Les mercenaires du groupe Wagner ont combattu aux

CARTOGRAPHIE : CÉCILE MARIN



● à Boko Haram ● à l'Organisation de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (OEIAO) ● à un autre groupe djihadiste



2022

2023

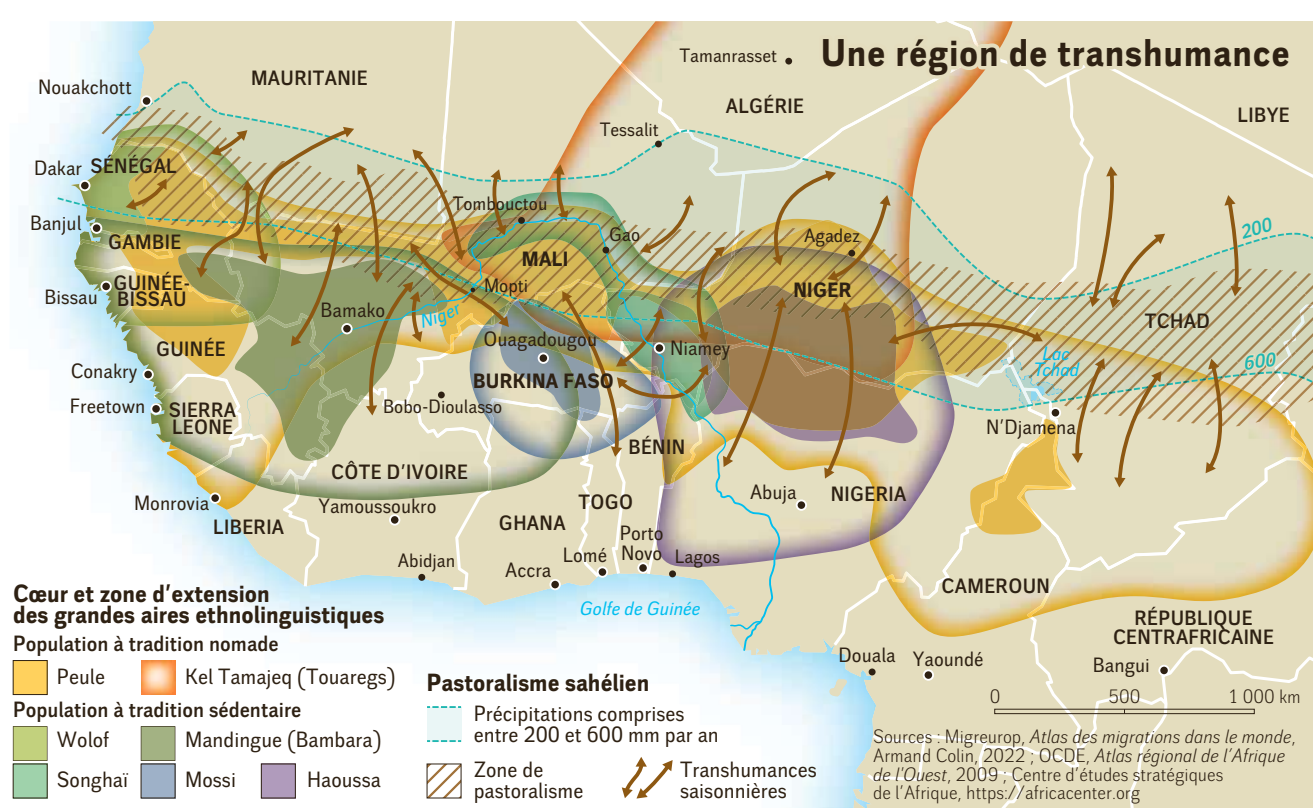
2024

2025 (6 premiers mois)

côtés des forces armées maliennes contre des formations djihadistes et séparatistes entre 2021 et 2025, tout en se rendant coupables d'enlèvements, de tortures et de nombreuses exécutions sommaires de civils. En juin 2025, ils ont été officiellement remplacés par l'Africa Corps, une structure militaire créée en 2023 et placée directement sous le commandement du ministère russe de la défense. Cette société s'est déjà déployée au Mali. De petits contingents ont aussi été dépêchés au Burkina Faso et au Niger début 2024 pour former les troupes, réformer et moderniser les services de sécurité, mais aussi protéger les régimes en place. En parallèle, en janvier 2025, la Russie a déclaré qu'elle appuierait la nouvelle force conjointe de l'AES en matière de formation et d'équipement – un soutien symboliquement fort pour la jeune entité régionale. Toutefois, cette coopération subit des revers sévères. Le 13 juin 2025, l'Africa Corps enregistre une défaite cuisante dans la localité malienne d'Anoumalane face aux rebelles du Front de libération de l'Azawad (FLA), né de la fusion de plusieurs partis touaregs engagés dans le combat pour l'indépendance de l'Azawad, une région englobant le nord du Mali. Le 1^{er} août 2025, une embuscade tendue par le GSIM près de la ville de Tenenkou aurait, selon les djihadistes, provoqué la mort de dizaines de soldats russes et maliens (9).

Autre acteur majeur sur ce nouvel échiquier régional, la Chine applique dans le Sahel la même stratégie que sur le reste du continent : s'implanter à long terme à travers des investissements économiques et l'exploitation des ressources naturelles. Ses ambitions semblent néanmoins régulièrement contrariées. Au Niger, la construction de l'oléoduc Agadem-Cotonou – un projet d'un montant de 6 milliards de dollars piloté par une entreprise chinoise et visant à acheminer 200 000 barils de pétrole par jour vers le Bénin – est confrontée depuis 2024 à de nombreux obstacles : fermeture de frontières en raison de l'insécurité, enlèvements parmi le personnel, tensions diplomatiques croissantes entre Niamey et Pékin. Le pouvoir nigérien a même expulsé certains cadres et retiré sa licence à un hôtel de luxe à capitaux chinois de la capitale ; autant de manifestations d'une volonté d'affirmer sa souveraineté, y compris face à des partenaires de longue date susceptibles de compenser le départ des acteurs occidentaux.

Au Mali, plusieurs réformes de la législation minière adoptées en 2024 ont également affecté des opérateurs étrangers, notamment les mineurs artisanaux chinois, accusés de pratiques dangereuses et nocives pour l'environnement. Après des éboulements mortels en janvier et février 2025 et des cas de contamination au mercure, Bamako a exigé l'arrêt de ces



exploitations illégales dont les recettes profitent à des intérêts chinois. Le Mali veille toutefois à ménager Pékin : les investissements chinois légaux se poursuivent donc et s'étendent désormais à tous les minéraux précieux et stratégiques. En 2024, par exemple, le géant Ganfeng a obtenu le droit d'exploiter des gisements de lithium.

Au profit de la Turquie

ments aussi stratégiques que symboliques. Enfin, Ankara signifie aussi ses ambitions en misant sur les connexions aériennes, avec des vols Turkish Airlines directs vers les trois pays de l'AES.

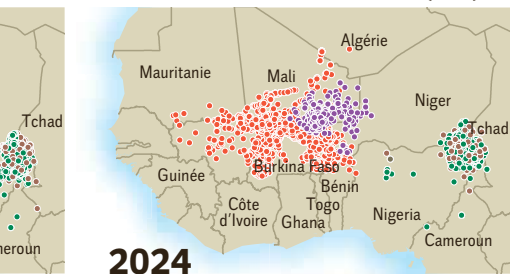
Contrairement à la Chine, bien plus en retrait dans ce domaine, la Turquie ne néglige pas la coopération sécuritaire. Dès 2018, elle a déboursé 5 millions de dollars pour financer la force conjointe du G5 Sahel (dissoute en 2023 après le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger). Plus récemment, elle s'est imposée comme le premier fournisseur de drones en Afrique, devenant l'un des principaux pourvoyeurs d'armements des États sahéliens grâce à ses Bayraktar TB2, beaucoup moins coûteux que les

modèles occidentaux. Des instructeurs turcs sont d'ailleurs présents sur place pour assurer la maintenance des engins et la formation des utilisateurs. Le choix des membres de l'AES de privilégier le matériel turc face aux concurrents russes et chinois garantit à Ankara une présence durable sur le terrain.

Au-delà des déclarations d'intention et des incertitudes liées à la situation sécuritaire, faut-il croire à la possibilité réelle d'une intégration entre les trois pays de l'AES, notamment sur le plan politique ? Si les déclamations à propos de la solidarité régionale et les gestes concrets ne manquent pas, des différences d'approche demeurent, y compris en matière de sécurité. En avril 2025, une crise a éclaté entre Bamako et Alger après que l'armée algérienne eut affirmé avoir abattu un drone malien. La décision de Bamako d'interdire le survol de son territoire aux appareils algériens (en réaction à une décision algérienne réciproque) n'a été suivie ni par Niamey ni par Ouagadougou. Un épisode rappelant que les priorités nationales – en l'occurrence, la volonté de ménager le voisin algérien – peuvent encore l'emporter sur l'obligation d'alliance à tout prix.

NINA WILÉN.

Sources : Armed Conflict Location and Event Data Project (Acled) ; Centre d'études stratégiques de l'Afrique, <https://africacenter.org>



2025 (6 premiers mois)

2025

2025

2025

(1) «Africa's constantly evolving militant islamist threat», Africa Center for Strategic Studies, Washington, 13 août 2024, <https://africacenter.org>

(2) *Ibid.*

(3) Source : The Safeguarding Security Sector Stockpiles (S⁴) Initiative (<https://www.s-4.org>) et Eric G. Berman, «L'insécurité au Niger après l'arrivée au pouvoir de la junte : un défi persistant et croissant», International Peace Information Service (IPIS), 3 décembre 2024, <https://ipisresearch.be/fr>

(4) Lire Anne-Cécile Robert, «Pourquoi tous ces putschs en Afrique ? Le Monde diplomatique, septembre 2023.

(5) Olayinka Ajala, «Sahel : pourquoi les attaques contre les bases militaires se multiplient et comment y répondre», 10 juillet 2025, <https://theconversation.com/fr> ; «JNIM [GSIM] expanding geographic reach and staging coordinated attacks in the Sahel», 5 juin 2025, <https://thesoufancenter.org>

(6) Lire Rémi Carayol, «En Afrique de l'Ouest, le panafricanisme rime désormais avec "dégagisme"», *Le Monde diplomatique*, septembre 2024.

(7) Liam Scott, «Burkina Faso suspends VOA broadcasts», Voice of America, 8 octobre 2024, www.voanews.com

(8) Vignée le 16 septembre 2023, la charte du Liptako-Gourma, qui fonde l'AES, énonce que «toute attaque contre la souveraineté et l'intégrité territoriale d'une ou plusieurs parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres parties».

(9) «Tenenkou : l'armée malienne visée par le JNIM [GSIM]», APA News, 1^{er} août 2025, <https://fr.apanews.net>

DEPUIS 2014, 32 000 MORTS SANS SÉPULTURE

Nommer les naufragés en Méditerranée

Année après année, des milliers de migrants meurent noyés en essayant de gagner l'Europe. Au nom de la dignité humaine, quelques rares initiatives médico-légales italiennes tentent de leur rendre justice en les identifiant pour informer leurs familles. Mais ce processus demeure incertain, car la collecte d'ADN et le traitement des corps retrouvés ne sont pas obligatoires dans le cas des victimes de ces traversées.

PAR PAOLO VALENTI *

Des photographies transformées en aquarelles abstraites sur lesquelles ne subsistent que des taches de couleur indistinctes. Une carte d'identité malienne rongée par le sel. Une paire de gants pour enfant avec l'écusson du Real Madrid cousu au dos. La docteure Cristina Cattaneo extrait ces reliques de sachets en plastique rigoureusement étiquetés et les dispose une à une sur la table. Nous sommes dans une salle du laboratoire d'anthropologie médico-légale de l'université de Milan, qu'elle dirige, et ces objets appartiennent aux victimes du naufrage du 18 avril 2015, le pire jamais enregistré en Méditerranée : plus de mille personnes noyées au large de la Libye. Leurs corps, comme la plupart de ceux qui meurent sur les routes migratoires, sont longtemps restés anonymes. Dix ans après les faits, ils commencent enfin à être identifiés grâce à une collaboration inédite entre scientifiques, institutions politiques et organisations humanitaires. Une initiative qui risque toutefois de rester un cas isolé. « *Déjà à l'époque de ce drame, l'identification des migrants morts en mer était un sujet impopulaire*, déplore M^{me} Cattaneo. *Aujourd'hui, presque plus personne ne s'en soucie.* »

«Je me souviens du silence»

« *Dès notre arrivée sur place, nous avons commencé à répertorier tous les restes qui avaient été repêchés par les pompiers* », explique-t-elle. La tâche n'a pas été facile : « *Certains corps étaient en état de décomposition avancée; d'autres avaient des membres manquants; des milliers d'os et de dents étaient éparpillés.* » Il a fallu aussi inventorier les

Si l'Organisation mondiale pour les migrations estime à plus de 32 000 le nombre de migrants morts en Méditerranée depuis 2014, moins de 10 % des corps auraient été retrouvés, et seule une partie d'entre eux identifiés, selon la Croix-Rouge (1). Les autres reposent au fond de la mer, anonymes, alors que leurs proches cherchent toujours des réponses.

L'oubli n'est pourtant pas une fatalité, comme le montre l'exemple du naufrage du 18 avril 2015. Cette nuit-là, un chalutier de vingt-trois mètres sur lequel se sont entassées plus d'un millier de personnes en provenance du Bangladesh, de Côte d'Ivoire, d'Éthiopie, de Gambie, du Mali, du Sénégal, de Somalie et de Syrie coule dans les eaux internationales, au large des côtes libyennes. Plus d'un an plus tard, sur décision gouvernementale, la marine italienne parvient à récupérer l'épave et l'entrepouse dans une ancienne base militaire à Melilli, en Sicile. L'équipe de M^{me} Cattaneo se voit alors confier la mission d'identifier les victimes.

centaines d'objets retrouvés – petits sacs de toile contenant une poignée de terre du pays natal, cartes de donneur de sang, chapelets... –, dont certains sont aujourd'hui exposés au Musée universitaire des sciences anthropologiques de Milan. « *Je me souviens du silence qui s'est abattu dans le hangar lorsque nous avons trouvé un bulletin scolaire cousu sur les vêtements d'un gamin de 14 ans*, poursuit M^{me} Cattaneo. *Un jeune*



NABIL EL MAKHLOUFI. – «Pool Light», 2021

Érythréen qui avait fui l'armée portait dans sa poche une lettre de sa mère : « *Ne t'inquiète pas, tu vas trouver du travail dans un autre pays, écrivait-elle, mais je t'en supplie, n'essaie pas de traverser la mer.* » »

Le travail d'autopsie, de prélèvement d'échantillons d'ADN et d'inventaire des restes et des effets personnels dure trois mois. Dans le hangar de Melilli s'affairent côte à côte des étudiants en médecine légale envoyés par des universités de toute l'Italie, des agents de la police judiciaire, des pompiers et des membres de la marine. « *Malgré la tragédie et l'odeur âcre de la mort, on respirait une atmosphère extraordinaire de coopération et de sérénité*, se souvient le préfet Vittorio Piscitelli, à l'époque commissaire du gouvernement chargé des personnes disparues. *La sérénité de ceux qui savent que ce qu'ils font est juste, car ils offrent une sépulture digne à ces morts et apportent des réponses à leurs familles.* »

Après Melilli, la mission se poursuit (à ce jour encore) au laboratoire de Milan ainsi que dans les pays d'origine des victimes, où la Croix-Rouge tente de retrouver les familles afin de recueillir des informations et des éléments matériels utiles pour l'identification finale.

« *Cela peut être des photos où les dents ou d'autres signes particuliers sont bien visibles, ou encore les profils ADN des proches* », explique M^{me} Rossella Di Liberto, coordinatrice du bureau italien du programme de la Croix-Rouge internationale consacré à la recherche des personnes disparues par suite de conflit, de migration ou de catastrophe naturelle.

Absence de base de données

En Italie, il existe bien un protocole pour le traitement des corps retrouvés et une base de données gouvernementale qui facilite leur identification, mais les victimes de la migration en sont exclues. Dans leur cas, c'est l'arbitraire qui prévaut. « *En l'absence de dispositions claires, la collecte d'échantillons d'ADN reste à la discrétion des institutions locales*, regrette M. Tareke Brhane, président de l'association Comitato 3 ottobre, née après le naufrage du 3 octobre 2013. *Il faudrait un règlement européen obligeant les États membres à prendre en charge les corps des victimes d'une manière humaine et rigoureuse, à collecter systématiquement tous les éléments utiles à [leur] identification et à les partager*

« *Mais notre travail ne se limite pas à remplir des fiches ante mortem. Nos collègues prennent en charge les familles confrontées à ce deuil "congelé" dans tous leurs besoins et toute leur fragilité.* » Les obstacles ne manquent pas, ajoute M^{me} Di Liberto : « *Certains gouvernements interdisent au personnel de la Croix-Rouge de prélever des échantillons d'ADN; parfois, les familles sont difficiles à joindre en raison de conflits, ou parce qu'elles se déplacent.* »

Malgré les écueils, cette collaboration commence à porter ses fruits : « *Nous avons identifié à ce jour trente-trois personnes*, indique M^{me} Cattaneo. *Nous comptons accélérer dans les prochains mois, car nous avons terminé le typage génétique de toutes les autres et commençons à recevoir les profils ADN des familles présumées pour comparaison.* » Dans le discours de la médecin légiste, à la fierté du chemin parcouru se mêle l'amer constat que le programme ne concerne que trois grands naufrages – ceux du 3 et du 11 octobre 2013 et celui du 18 avril 2015 – et qu'il ne bénéficie d'aucun financement public. « *C'est une insulte à la dignité des migrants morts en mer. Le gouvernement devrait entreprendre ce travail pour tous les naufrages.* »

dans une base de données commune. » En avril, à l'occasion du dixième anniversaire du naufrage de 2015, l'association a présenté une proposition en ce sens au Parlement européen. Son parcours s'annonce toutefois long et difficile. « *C'est une question de justice pour les morts, mais aussi pour les vivants*, soutient M. Brhane. *Tant qu'il n'y a pas de certificat de décès, l'orphelin ou la veuve ont du mal à obtenir un passeport, ou même simplement à reconstruire leur vie.* »

(1) Organisation internationale pour les migrations (OIM), « Missing Migrants Project », <https://missing-migrants.iom.int>; Comité international de la Croix-Rouge (CICR), « Counting the dead 2020-2021 : nouveau rapport sur les migrants décédés aux frontières sud de l'Europe », 6 juin 2024, www.icrc.org



VISIOCONFÉRENCE

Une histoire populaire américaine

Le 17 septembre à 18 heures, sur www.auposte.fr : diffusion en direct du film *Howard Zinn. Une histoire populaire américaine. Du pain et des roses*, produit par Les Mutins de Pangée, suivie d'un débat avec Benoît Bréville, Sylvie Laurens, Olivier Azam, animé par David Dufresne. Informations détaillées sur le site des Amis.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

ANNECY. Le 8 septembre, à 19 heures, au restaurant Côté prairie : « café-Diplo » autour de l'article d'Evgeny Morozov « Le numérique nous ramène-t-il au Moyen Âge ? » (août). (cafe-diplo74@gmail.com)

BRETAGNE

BREST. Le 2 septembre, à 18 h 30, au bar Le Grabuge : « café-Diplo » autour de deux articles, « Un défi à la nation iranienne » de Shervin Ahmadi et Marmar Kabir (juillet) et « Triomphe

du beauf » d'Élie Guéraud et Laélia Véron (août). Le 28 septembre, à 16 heures, au cinéma Les Studios : projection du film *Soundtrack to a coup d'État*, suivie d'un débat avec le réalisateur Johan Grimont. (amd.brest@proton.me)

RENNES. Le 9 septembre, à 18 h 45, au bar Le Désordre : « café-Diplo » autour de l'article d'Evgeny Morozov « Le numérique nous ramène-t-il au Moyen Âge ? » (août). Le 17 septembre, à 18 h 45, à la Maison internationale : rencontre avec Jean-Arnault Dérens autour du *Manière de voir*, n° 201, « Comment faire la paix. Yougoslavie, Colombie, Kivus, Gaza, Ukraine... » (juin-juillet 2025). Le 24 septembre, à 18 h 45, à la Maison internationale : représentation de la pièce de Stefano Massini *Femme non rééducable* sur Anna Politkovskaïa. (amd.rennes@gmail.com)

CENTRE-VAL DE LOIRE

TOURS. Le 19 septembre, à 20 h 30, à l'association Jeunesse et Habitat : réunion des Amis et lecteurs de la région à propos de l'article de Serge Halimi et Pierre Rimbert « Le lobby pro-Israël en France » (août). (pjc.arnaud@orange.fr)

GRAND EST

METZ. Le 11 septembre, à 18 h 30, petite salle des Coquelicots : « café-Diplo » autour de l'article de Benoît Bréville « Tous influenceurs ! » (juin). (christopher.pollmann@univ-lorraine.fr)

HAUTS-DE-SEINE

LILLE. Le 20 septembre, à 15 heures, à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES), salle Reuze-Papa : « Prédicateur en Afrique et empereur médiatique. Comment combattre le danger Bollore ? », avec Jean-Baptiste Rivoire et Jean-Jacques Lumumba. En collaboration avec Survie et l'Offensive. Le 25 septembre, à 20 heures, au Café citoyen : discussion des adhérents et lecteurs autour des articles du *Monde diplomatique* du mois. (amd nord@yahoo.fr)

ÎLE-DE-FRANCE

MALAKOFF. Le 24 septembre, à 18 h 30, à la Bourse du travail : « Service public : un bien commun à défendre et à étendre », avec Natacha Pommet, Willy Pelletier et Grégory Rzepski. (amdiplo92@protonmail.com)

PARIS. Le 5 septembre, à 20 heures, à l'Espace Saint-Michel : projection du film de François-Xavier Drouot *L'Évangile de la Révolution*, suivie d'un débat avec Timothée de Rauglaudre. (amis.diplo.75@gmail.com)

VERSAILLES. Le 6 septembre, à 14 heures, à l'hôtel de ville de Versailles (salle Montgolfier) : rencontre avec Monique Pinçon-Charlot pour son livre *Les Riches contre la planète. Violence oligarchique et chaos climatique* (Textuel). (eveleveque@wanadoo.fr)

NORD-FRANCHE-COMTÉ

DANS le cadre des Bio' Jours de Faucogney-et-la-Mer (70). Le 13 septembre, à 16 h 45, salle culturelle de la mairie : « Vingt ans après le traité constitutionnel européen, les conséquences du libre-échange dans l'Union européenne », avec Frédéric Viale. Le 14 septembre, à 14 h 30, au même endroit : « L'intelligence artificielle ne doit pas penser à notre place », avec Zako Sahey-Triomphe. Le 26 septembre, à 20 h 15, au centre culturel et social des résidences Bellevue : « Les Palestiniens ne doivent pas mourir », avec Rony Brauman. (odile-mangeot@wanadoo.fr)

NOUVELLE-AQUITAINE

GIRONDE. Le 25 septembre, à 20 h 15, salle Laroque à Saint-Médard-en-Jalles : « Agriculture urbaine et démocratie locale : quels enjeux de justice sociale et environnementale ? », avec Cyrielle Vaillant. Le 26 septembre, à 20 heures, à la Maison des associations : « café-Diplo ». (amis.diplo33@gmail.com)

POITIERS. Le 2 septembre, à 20 heures, au supermarché coopératif Le Baudet : réunion des Amis et lecteurs de la région. (dominique.leblanc@wanadoo.fr)

OCCITANIE

MONTPELLIER. Le 4 septembre, à 20 heures, salle Guillaume-de-Nogaret : rencontre avec Nicolas Sirvent et Patrice Taourel autour de leur article « Le Covid n'a pas sauvé l'hôpital » (mai). (janinerobert@wanadoo.fr)

PERPIGNAN. Les AMD66 se réunissent chaque troisième jeudi du mois, à 19 h 15, au Casal de Perpinya, pour discuter du dernier numéro du *Monde diplomatique*. (amisdiplo66@gmail.com)

TOULOUSE. Le 12 septembre, à 20 heures, au cinéma Utopia de Borderouge : projection du film *L'Évangile de la Révolution*, suivie d'une rencontre avec le réalisateur François-Xavier Drouet. Le 24 septembre, à 18 heures, salle du Sénéchal : « Après la descente de Gaza aux enfers : quel avenir pour la question palestinienne ? », avec Gilbert Achcar. Le 30 septembre, à 20 heures, au cinéma Utopia de Borderouge : projection-débat autour du film de Sepideh Farsi *Put Your Soul on Your Hand and Walk*, avec l'Union juive française pour la paix (UJFP). Le 1^{er} octobre, à 17 heures, à Sciences Po Toulouse : « 1945-2025 : la fin d'un monde ! », avec Bertrand Badie. (amd toul@gmail.com)

PAYS DE LA LOIRE

LA ROCHE-SUR-YON. Le 6 septembre, à 10 heures, au café L'Interlude : « café-Diplo » autour de trois articles, « Diplomatie du dromadaire » de Raphaël Le Magoaric, « Pourquoi M. Poutine est-il inflexible ? » de Boris Kagarlitsky et Aleksei Sakhnine et « Le lobby pro-Israël en France » de Serge Halimi et Pierre Rimbert (août). (michelmerel54@laposte.net)

LAVAL. Le 16 septembre, à 19 heures, au café BlackBear : « café-Diplo » sur le thème « La montée de l'extrême droite en Mayenne ». (jpmillaud@laposte.net)

NANTES. Le 18 septembre, à 19 heures, au café Le Flesselles : « café-Diplo » autour de deux articles, « Le viol des Soudanaises » de Fatin Abbas (juin) et « Le numérique nous ramène-t-il au Moyen Âge ? » d'Evgeny Morozov (août). (claudie.desfosses@orange.fr)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

NICE. Le 4 septembre à 19 heures, aux Petits Farcis : « café-Diplo » autour de l'article « Le numérique nous ramène-t-il au Moyen Âge ? » d'Evgeny Morozov (août) et de *Manière de voir*, n° 201, « Comment faire la paix. Yougoslavie, Colombie, Kivus, Gaza, Ukraine... » (juin-juillet 2025). (diplo@geller-conseil.eu)

HORS DE FRANCE

GENÈVE. Le 9 septembre, à 19 heures, au Café Gavroche : « café-Diplo » autour de deux articles, « Le numérique nous ramène-t-il au Moyen Âge ? » d'Evgeny Morozov et « Pourquoi M. Poutine est-il inflexible ? » de Boris Kagarlitsky et Aleksei Sakhnine (août). (gardonenis@gmail.com)

MONTREAL. Le 6 septembre, à 19 heures, à la Librairie Le Port de tête : rencontre avec Simon Paré-Poupard, éboueur et auteur d'*Ordures ! Journal d'un vidangeur* (Lux Éditeur, Montréal). (amdquebec@proton.me)

TOKYO. Le 24 septembre, à 18 h 30, salle 1101, Shirokane Campus, International Peace Research Institute Meiji Gakuin University : « La responsabilité japonaise face à la cause palestinienne », avec Yoshihiro Yakusige. (prime@prime.meijigakuin.ac.jp)

LES LOBBYS PÉTROCHIMIQUES À LA MANŒUVRE

Hypocrite diplomatie du plastique

La production mondiale de l'un des plus redoutables polluants pour la planète et ses habitants, le plastique, devrait tripler d'ici à 2060 si aucun traité contraignant ne vient la limiter. Or une sixième et ultime session de négociations internationales a échoué le 15 août dernier. En effet, une minorité de pays pétrogaziers, accompagnés d'une armada de lobbyistes, sabotent systématiquement les pourparlers.

PAR MOHAMED LARBI BOUGUERRA *

C'EST un traité vital pour l'humanité. Et pourtant différé depuis des années. En 2022, à Nairobi, l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE) approuvait à l'unanimité une résolution pour mettre fin à la pollution plastique. Cette décision a ouvert la voie à la rédaction d'un texte juridiquement contraignant en 2024. Après cinq sessions de discussions infructueuses réparties sur trois ans, le Comité intergouvernemental de négociation dirigé par l'ambassadeur équatorien Luis Vayas Valdivieso s'est réuni pour une dernière tentative de conciliation. Malgré les dix jours de discussions organisées au Palais des nations à Genève entre le 5 et le 14 août dernier, les 185 pays représentés ont une fois de plus échoué à s'accorder sur un texte qui réduirait la production de plastique.

Depuis l'ouverture des pourparlers, une centaine de nations favorables à une telle restriction affrontent l'obstruction des pays producteurs de pétrole dont l'Arabie saoudite et les États-Unis animent la coalition. Les points d'achoppement ? Faut-il limiter la synthèse des polymères vierges, la substance mère des plastiques, ou se contenter de diminuer la pollution en aval par le recyclage et la gestion des déchets ? Le traité doit-il intégrer un article sur les effets sanitaires des 16 000 additifs entrant dans la fabrication du plastique – dont 4 200 sont

des substances toxiques ou des perturbateurs endocriniens avérés, comme les phtalates, certains colorants, les composés perfluorés, dits « polluants éternels » ? Pour l'Arabie saoudite, le traité ne concerne que les déchets, gérés en bout de chaîne, et non les conséquences sur la santé ; pour les États-Unis, il ne doit pas porter ombrage aux affaires. Après une nuit supplémentaire de débats, le représentant norvégien constatait au petit matin du 15 août : « Nous n'aurons pas de traité sur la pollution plastique ici à Genève. »

Ce jour-là, les lobbyistes des combustibles fossiles et de la pétrochimie pouvaient se frotter les mains. Selon l'estimation prudente du Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL) (1), 234 d'entre eux s'étaient inscrits en Suisse – le quotidien *Le Temps* (8 août 2025) en a pour sa part dénombré 307. Le nombre des représentants privés des intérêts du plastique « dépassait ainsi celui des délégations diplomatiques combinées des 27 pays de l'Union européenne et de l'Union elle-même (233) ». À lui seul, le Conseil américain de l'industrie chimique avait envoyé sept conseillers, tout comme le groupe Dow, tandis qu'ExxonMobil en dépêchait six pour représenter ses intérêts. Certains pays comme l'Égypte, le Kazakhstan, la Chine ou l'Iran avaient pris soin d'intégrer les lobbyistes à leur délégation.

Illusion du recyclage

FACE à cette armée, les soixante membres de la Coalition des scientifiques pour un traité efficace sur les plastiques n'ont guère pesé, ni les trente-huit délégués du Caucus des peuples autochtones. Avant même le début des échanges, les industriels avaient financé des campagnes de publicité et des influenceurs TikTok pour promouvoir la recyclabilité, illusoire (2), des plastiques. « Au moment où le monde abandonne les combustibles fossiles au profit des énergies renouvelables, la production effrénée de plastique est le plan B de l'industrie pétrochimique », notamment dans les secteurs de l'emballage et du textile, analyse M. Juan Carlos Monterrey Gómez, représentant spécial du Panama pour le changement climatique. « Cette dernière s'est infiltrée dans ces négociations et tente de préserver ses intérêts et ses profits au détriment de tous les autres » (3), poursuit-il. Une telle complaisance n'a rien d'une fatalité : lors des discussions sur le tabac organisées

par l'Organisation mondiale de la santé en 2003, les lobbyistes n'avaient pas été autorisés à assister aux négociations.

Le fiasco intervenu sur les bords du lac Léman reproduit un scénario de sabotage bien rodé, éprouvé six mois plus tôt à Busan, en Corée du Sud, lors du cinquième round de négociations du 25 novembre au 1^{er} décembre 2024. « Nous devons mettre fin à la pollution plastique avant que la pollution plastique ne signe notre fin », avait proclamé le ministre coréen de l'environnement. Tous les invités n'en étaient manifestement pas convaincus. Le ministre l'était-il lui-même ? Pays organisateur, la Corée se situe au quatrième rang mondial des producteurs d'éthylène (4), le monomère de départ de nombreux plastiques, et n'a pas signé la déclaration « Pont vers Busan » en faveur d'une restriction de la synthèse des polymères plastiques primaires. Les pronostics de succès ne péchaient guère par excès d'optimisme, car tout accord sur un éventuel traité doit obéir au principe du consensus et non du

vote, selon la pratique onusienne, ce qui favorise les obstruteurs, minoritaires mais organisés. Les pays de l'Union européenne et d'Amérique latine, favorables à une limitation de la production, estiment d'ailleurs que les négociations sur l'environnement ont atteint une phase si critique que des scrutins à la majorité doivent se substituer au consensus pour surmonter le blocage. Le retour à la Maison Blanche de M. Donald Trump ne joue pas en faveur d'une telle ambition.

Comme à Genève, les lobbyistes du pétrole et du plastique avaient saturé la réunion de Busan, incitant les pays pétrogaziers à multiplier les « manœuvres d'obstruction, de distraction, d'intimidation et de désinformation », selon la coordinatrice du CIEL Delphine Lévi Alvarès (5). Ainsi les délégués du « Groupe arabe » représentant les monarchies du Conseil de coopération du Golfe (CCG) s'évertuaient-ils à répéter fidèle-

ment la pratique onusienne, ce qui favorise les obstruteurs, minoritaires mais organisés. Les pays de l'Union européenne et d'Amérique latine, favorables à une limitation de la production, estiment d'ailleurs que les négociations sur l'environnement ont atteint une phase si critique que des scrutins à la majorité doivent se substituer au consensus pour surmonter le blocage. Le retour à la Maison Blanche de M. Donald Trump ne joue pas en faveur d'une telle ambition.

Ses alliances stratégiques (Russie, Brésil, Iran, Koweït) et l'influence qu'il a manifestée au cours des discussions à Busan laissent entrevoir que la bataille du plastique formera, à l'avenir, une question géopolitique de premier ordre (9). Face au bloc pétrogazier, une coalition de soixante-quinze pays, dont la France, l'Allemagne, le Sénégal, le Rwanda, a défendu un traité strict limitant sévèrement la production de

issus de cette matière sont aujourd'hui répandus sur la planète, dont moins de 10 % passés par le recyclage ; 430 millions de tonnes de plastique neuf sortent chaque année des usines ; l'équivalent d'un camion-benne à ordures finit à la mer chaque minute. Les micro et nanoparticules issues de leur décomposition sont désormais omniprésentes dans la chaîne alimentaire, dans l'air, dans l'organisme de tout être vivant. « Les plastiques constituent un danger grave, croissant et sous-estimé pour la santé humaine et celle de la planète, averti le vénérable journal médical britannique *The Lancet*. Ils provoquent des maladies et des décès, de la petite enfance à la vieillesse, et sont responsables de pertes économiques liées à la santé dépassant les 1 500 milliards de dollars par an. Leur impact se fait sentir de manière disproportionnée sur les populations à faibles revenus et à risque » (10). Les experts de la revue lancent d'ailleurs un « programme indépendant de suivi : le "Lancet Countdown" sur la santé et le plastique ». Pour M. Graham Forbes, chef de la délégation de Greenpeace aux négociations de Genève, « la production non contrôlée de plastique équivaut à une sentence de mort. La seule façon d'en finir avec cette pollution est d'arrêter de fabriquer autant de plastique ».

Alors que s'éloigne la perspective d'un traité contraignant, une lueur d'espoir a furtivement scintillé à Nice en juin dernier, lors de la troisième Conférence des Nations unies sur l'océan. Malgré la perte de confiance dans les institutions multilatérales après l'échec de Busan, les 190 pays réunis sur la Côte d'Azur ont réalisé quelques progrès pour juguler la marée de plastique qui empoisonne les océans du globe. Un nombre suffisant d'États a ratifié ou promis de ratifier le traité sur la haute mer qui permettrait d'atteindre l'objectif mondial de protection de 30 % des mers du globe d'ici à 2030. Ce texte entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 2026 et constituerait le premier mécanisme juridique pour la création de zones protégées en haute mer. « Je vois un élan et un enthousiasme qui étaient difficiles à trouver dans le passé », a déclaré M. António Guterres, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (11).



MANDY BARKER. – « Bitten Containers » (Récipients dévorés), de la série « Shelf-Life » (Durée de conservation), consacrée à la pollution plastique de l'océan Pacifique, 2019

ment les mots de leur homologue saoudien pendant que l'horloge tournait. Et, déjà, le plafonnement de la production et la mention des produits chimiques toxiques comptaient au nombre des principaux points de blocage. Neuf cents scientifiques indépendants avaient appelé les délégués à acter « des mesures globales et juridiquement contraignantes appliquées à l'ensemble du cycle de vie des plastiques » et précisaient : « Les dommages causés par la pollution plastique ne peuvent être évités par la seule amélioration de la gestion des déchets. » A contrario, le représentant saoudien Khalid Abdulrahman Abdullah Al-Gwaiz et son collègue koweïtien déclaraient en chœur : « Il faut supprimer la pollution plastique et non le plastique (6). »

En tête des pays qui voient dans un traité contraignant une atteinte mortelle à leurs intérêts économiques, le royaume des Saoud a fortement investi dans la diplomatie environnementale pour donner le change. Il communique autour de l'Initiative saoudienne verte en faveur de la protection du milieu, promeut le tri et le recyclage des plastiques ménagers à Riyad, vitrine du royaume (7). La ville se

prépare par ailleurs à accueillir les visiteurs du « Recycling Expo Middle East » en novembre prochain. Alors qu'il avait en 2023 pris ses distances avec le rôle d'avocat inconditionnel de la société thermo-industrielle, le royaume a de nouveau adopté une position intransigeante à la COP29 de Bakou et au G20 au Brésil. Il hérite à cette occasion du qualificatif de « boulet de démolition » des négociations sur le climat, alors que le réchauffement climatique devrait rendre La Mecque inhabitable à la fin du siècle (8).

Le premier pays producteur de plastique sait qu'au fond le temps presse. Plus de 6 milliards de tonnes de déchets

Deux décennies de négociations ont été nécessaires avant qu'un accord ne soit trouvé en 2023 pour mettre en œuvre les premières étapes. Puis tout s'accélère. Plus de quatre-vingt-dix ministres avaient alors appelé de leurs vœux la conclusion d'un traité solide à Genève – en vain. Au Palais des nations, « les monstres froids » étaient à la manœuvre « pour la destruction de l'environnement, la surexploitation de nos ressources naturelles, la mort lente de la planète » (12).

ÉCOUTEZ LE « DIPLO »

Chaque mois, une sélection d'articles lus pour les abonnés. Sur notre site et en podcast.

www.monde-diplomatique.fr/audio

* Universitaire, ancien directeur de recherche associé au CNRS, membre de l'Académie des sciences, des lettres et des arts Beit Al-Hikma (Carthage).

(1) Les données suivantes sont tirées de « Industry presence threatens plastics treaty integrity at INC-5.2 », CIEL, Genève, 7 août 2025.

(2) Lire « Plastique, l'escroquerie du recyclage », *Le Monde diplomatique*, novembre 2024.

(3) Climate Home News, « Deadlock in UN plastics talks raises fears of watered-down deal », *www.climatechangenews.com*, 11 août 2025.

(4) Oh Jeong-hun, « Ouverture à Busan de la dernière réunion pour le traité contre la pollution plastique », Agence de presse Yonhap, 25 novembre 2024.

(5) Sandra Laville, « Plastic lobbyists make up biggest group at vital UN treaty », *The Guardian*, Londres, 27 novembre 2024.

(6) Hiroko Tabuchi, « Nations fail to reach an agreement on plastic pollution », *The New York Times*, 1^{er} décembre 2024.

(7) « Saudi Green Initiative steps its drive against plastic pollution », 4 juin 2023, *www.arabnews.com*

(8) Lisa Friedman, « Saudi Arabia is a "wrecking ball" in global climate talks », *The New York Times*, 18 novembre 2024. À propos de La Mecque, lire aussi « Le hadj, l'autre pétrole des Saoud », *Le Monde diplomatique*, août 2020.

(9) Lire Michael Klare, « Géopolitique de Donald Trump », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2025.

(10) Philip J. Landrigan et al., « The Lancet Countdown on health and plastics », 3 août 2025, *www.thelancet.com*

(11) Karen McVeigh, « Is the ocean "having a moment" ? This was the UN summit where the world woke up to the decline of the seas », *The Guardian*, 14 juin 2025.

(12) Jean Ziegler, *Le Capitalisme expliqué à ma petite-fille*, Seuil, Paris, 2018.

TOUT-MARCHÉ OU TOUT-ÉTAT ?

Les deux destins de la cryptomonnaie

Qu'elles soient intérieures ou internationales, les tensions politiques trouvent dans la monnaie un point de cristallisation. Dans le contexte de leur affrontement, Washington et Pékin tracent deux voies distinctes pour le développement des nouvelles technologies de paiement. Les deux géants placent ainsi le monde devant la perspective d'une bifurcation douloureuse.

PAR FRÉDÉRIC LEMAIRE
ET DOMINIQUE PLIHON *

Au cours de son premier mandat (2017-2021), il avait dénoncé le bitcoin comme une « arnaque » qui « concurrence le dollar » (1). M. Donald Trump se veut désormais le président le plus crypto-enthousiaste de l'histoire. Lors d'un sommet organisé le 7 mars dernier à la Maison Blanche réunissant les ténors du secteur, il a annoncé vouloir faire de Washington « la capitale mondiale des cryptomonnaies » (2). Trois jours avant son investiture, le milliardaire mettait en vente 200 millions de jetons numériques à son effigie. « Le règne de la terreur contre la crypto a pris fin », s'est félicité M. David Sacks, ancien directeur des opérations de Paypal et soutien affiché de M. Trump (3). Le milliardaire libertarien a été propulsé à la tête du groupe de travail sur les actifs numériques, censé définir les politiques de promotion des crypto-actifs, tandis que le financier « pro-crypto » Scott Bessent est devenu secrétaire au Trésor.

Entouré de tels conseillers, le président américain entend engager son pays dans le développement des monnaies numériques privées dites « de deuxième génération » – après les crypto-actifs tels que le bitcoin (4). La voie qu'il a choisie – celle du marché, à travers les « stablecoins » (littéralement, « jetons stables ») – suscite l'enthousiasme des grands opérateurs du secteur. Elle s'oppose à un autre projet : celui des monnaies numériques de banque centrale (MNBC),

un domaine dans lequel la Chine jouit d'une longueur d'avance. Alors que ces deux formes de cryptomonnaie se développent de concert, la perspective d'une division monétaire du monde se dessine peu à peu.

Introduits à partir de 2014, les stablecoins sont des crypto-actifs dont la valeur est arrimée à une monnaie légale (le plus souvent, le dollar) ou à un panier de monnaies. Cette propriété, visant à garantir la stabilité de leur valeur, les différencie de leurs ancêtres de première génération dont les cours se caractérisent par une très grande volatilité. À l'origine employés pour faciliter la conversion de ces derniers en valeurs pérennes sur les plates-formes d'échange, les stablecoins sont devenus un moyen de paiement à part entière.

Les transactions réalisées avec cet outil présentent plusieurs avantages : elles sont quasi instantanées (alors que les transactions par le système bancaire nécessitent un délai de traitement), transparentes (puisque inscrites dans la « chaîne de blocs », une technique numérique de stockage et de transmission d'information), anonymes (aucune pièce d'identité n'est requise) et facilement accessibles (une simple connexion Internet suffit, pas besoin de compte bancaire). Elles affichent par ailleurs un coût plus réduit que les paiements internationaux (le ratio pouvant aller de un à cinq).

Clients captifs des plates-formes

En 2024, les transactions par stablecoins ont connu un essor considérable : elles représenteraient désormais près de 28 000 milliards de dollars, selon une étude publiée en janvier 2025 par la plate-forme Cex.io, dépassant ainsi le montant cumulé des transactions réalisées par Visa et Mastercard (5). En octobre 2020, elles représentaient à peine 100 milliards de dollars, selon la plate-forme de données Token Terminal (6). Le chiffre pour 2024 reste cependant à relativiser puisque, selon les auteurs de l'étude, ce volume de transactions tiendrait, au moins à 70 %, à l'activité d'arbitrage à très court terme des robots de trading algorithmique, utilisés pour tirer parti des fluctuations mineures des prix sur les plates-formes de crypto.

* Respectivement économiste et professeur émérite (université Sorbonne Paris Nord). L'un et l'autre sont membres du conseil scientifique de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac).

Il n'en reste pas moins que les stablecoins sont désormais en mesure de concurrencer les moyens de paiement traditionnels. Et constituent une manne potentiellement considérable pour les entreprises privées qui les émettent, avec la perspective de mettre la main sur les frais de transaction traditionnellement accaparés par des groupes tels que Visa, Mastercard ou encore Western Union. C'est ainsi qu'on a assisté au développement, à la fin des années 2010, de « global stablecoins » (GSC) : des crypto-actifs émis par les grands acteurs du numérique. Amazon envisagerait de lancer le sien pour les transactions sur sa plate-forme, à disposition de ses centaines de millions d'utilisateurs actifs. Les clients seraient incités à recourir à ce moyen de paiement numérique à travers un certain nombre d'avantages : promotions, réductions, cadeaux, etc. Pour Amazon, cela permettrait d'empocher de substantiels frais de transactions et de rendre ses clients un peu plus captifs de sa plate-forme.



obligeraient à se délester de leurs réserves en bons du Trésor américain, contribuant à la chute du prix de ces titres, et donc à celle de la valeur de leurs réserves. Le plongeon du marché des obligations aggraverait alors la crise et affaiblirait le dollar, que les stablecoins avaient vocation à renforcer. Les détenteurs d'actifs émis par une entreprise en faillite verraient enfin leurs dépôts se volatiliser sans recours possible, en l'absence de mesures de protection des consommateurs.

Pékin fait un choix radicalement différent : celui du développement d'une cryptomonnaie publique émise par la banque centrale, ou monnaie numérique de banque centrale (MNBC). La Chine n'est pas la seule à explorer cette voie : en 2024, plus de cent trente pays étaient engagés dans l'exploration de MNBC. Elles ont déjà vu le jour au Nigeria, aux Bahamas ou encore en Jamaïque.

À la différence des stablecoins privés, les MNBC ont un cours légal. Elles peuvent légitimement revendiquer le statut de monnaie. Selon les pays et leur niveau de développement, il s'agit d'offrir une alternative au cash (billets) et de donner au public un accès à un moyen de paiement garanti par l'État, de réduire le coût du système de paiement, ou encore de faciliter la traçabilité des transactions monétaires (un atout dans la lutte contre les opérations illicites).

Comment s'appelle votre coiffeur ?

LES MNBC sont émises sous deux formes par des autorités monétaires. Celles dites « de gros », destinées aux paiements de montants importants, ne peuvent être détenues que par les intermédiaires financiers autorisés par la banque centrale. Celles dites « de détail », accessibles à l'ensemble du public, revêtent au fond la forme numérique de la monnaie fiduciaire actuelle (les espèces ou le cash). Les MNBC de gros et de détail répondent à des objectifs complémentaires : les premières visent à améliorer l'efficacité et la sécurité des paiements transfrontaliers entre intermédiaires financiers en réduisant les coûts liés aux transactions avec l'étranger. Les secondes facilitent l'inclusion financière en surmontant les barrières auxquelles sont confrontées les populations non bancarisées, une ambition commune des pays en développement.

De tous les projets de MNBC, l'e-yuan chinois (e-CNY), lancé en 2014, est l'un des plus ambitieux et des plus anciens. La monnaie numérique chinoise est officiellement en cours d'introduction dans vingt-neuf villes chinoises. Elle peut y être utilisée dans la vie quotidienne : transports, achats courants, loisirs... En juillet 2024, le Digital Currency Research Institute de la banque centrale chinoise (à l'origine du projet) estimait le volume de transactions de la monnaie numérique à 7 300 milliards de yuans (888 milliards d'euros) et son nombre d'utilisateurs à 180 millions, soit environ une personne sur huit en Chine (10).

L'une des principales critiques adressées à l'e-yuan porte sur les risques d'atteinte à la vie privée. Du fait de la traçabilité des transactions et de la quantité d'informations fournies à la banque centrale chinoise, ce système s'apparente à un instrument de surveillance à grande échelle de la population : il est techniquement possible pour les autorités de savoir, en temps réel, ce qu'un utilisateur mange, les endroits où il se déplace ou le nom de son coiffeur. Elles ont également les moyens de contrôler les usages de l'e-yuan ou encore de bloquer des transactions voire le portefeuille numérique des utilisateurs. La banque centrale chinoise affirme placer le respect de la vie privée au premier rang de ses priorités, mais sans réelle supervision indépendante du pouvoir administratif.

Actuellement discuté à Bruxelles, l'e-euro se trouvera confronté à des difficultés similaires. Se posera par ailleurs

la question de son impact sur le système bancaire. Les établissements privés voient d'un mauvais œil le développement d'une monnaie numérique de détail qui concurrencerait celle (dite « scripturale ») qu'ils créent à la suite de leurs opérations de crédit. Et si les clients « liquidiaient » tout ou partie de leurs dépôts bancaires pour favoriser la détention de MNBC ? Ce mouvement reviendrait à réduire la capacité de prêt du système bancaire, principale source de financement de l'économie dans la zone euro. On peut considérer, à l'inverse, qu'il s'agirait là de l'un des principaux avantages du développement de la MNBC : remettre en cause la privatisation de l'émission de monnaie par les banques privées.

Cette numérisation est aussi susceptible de jouer un rôle important dans la configuration future des relations monétaires internationales. Dans un contexte de tensions, particulièrement entre les États-Unis et la Chine, le phénomène pourrait contribuer à une concurrence croissante, d'aucuns parlent de « guerre », entre les monnaies à l'échelle internationale. Avec à la clé une plus grande segmentation du système monétaire, opposant les devises officielles entre elles, mais aussi ces dernières aux monnaies privées.

Lire sur notre site l'encadré de Frédéric Lemaire et Dominique Plihon : « Dînez avec le président ! » www.monde-diplomatique.fr/68677

(1) Arnaud Leparmentier, « La grande offensive de Donald Trump sur les cryptomonnaies », *Le Monde*, 6 mars 2025.
(2) Philippe Coste, « Avec Donald Trump, les cryptos gagnent une place de choix à la Maison Blanche », *Libération*, Paris, 9 mars 2025.
(3) MacKenzie Sigalos, « Trump's crypto-frenzied inauguration weekend makes first family billions of dollars richer », 20 janvier 2025, www.cnn.com
(4) Lire Frédéric Lemaire, « Paiera-t-on bientôt sa bague en bitcoin ? », *Le Monde diplomatique*, février 2022.
(5) Ilyia Otychenko, « Stablecoin landscape : What 2024 reveals about 2025 ? », 31 janvier 2025, <https://blog.cex.io>
(6) Jalpa Bhavsar, « Stablecoin transfer volume surges 16x since 2020 », 20 juin 2024, www.cryptotimes.io
(7) Yánis Varoufákis, « Trump wants big tech to own the dollar », 29 mai 2025, www.project-syndicate.org
(8) Roomy Khan, « The stablecoin paradox : Supercharging dollar dominance », 3 mars 2025, www.forbes.com
(9) Ronit Ghose *et al.*, « Digital dollars : Banks and public sector drive blockchain adoption », Citigroup, New York, avril 2025.
(10) Roger Huang, « A 2025 overview of the e-CNY, China's digital yuan », 15 juillet 2024, www.forbes.com

Les publications du Monde diplomatique au format numérique

www.monde-diplomatique.fr/boutique

SYNDICATS ET PATRONAT NÉGOCIENT DES SALAIRES À LA HAUSSE MALGRÉ LA CRISE

Et pourtant les Allemands gagnent plus

L'inflation a durement frappé les travailleurs allemands. Mais, depuis l'année dernière, des accords salariaux conduisent à des revalorisations substantielles outre-Rhin, particulièrement marquées dans le secteur des services. Alors même que l'économie nationale est en récession et que le chômage augmente.

PAR RACHEL KNAEBEL *

C'EST la fin de la pause de midi. Une dizaine de salariés de l'usine Weitkowitz de Peine, ville de 50 000 habitants dans le nord de l'Allemagne, fument sous un auvent. Cette filiale d'un groupe basé dans le Tyrol du Sud italien produit des cosses de câbles pour l'industrie automobile, ferroviaire, éolienne. Le comité d'entreprise hebdomadaire vient de se terminer. Cette structure de concertations entre salariés et employeurs est l'un des pivots de la cogestion des entreprises à l'allemande. Ici, il n'existe que depuis 2022, grâce au combat de syndiqués.

Ceux-ci savourent encore leur première victoire, obtenue au début de l'année à l'issue de négociations ardues, mais qui se sont déroulées finalement sans grève : de substantielles augmentations grâce à un accord d'entreprise qui reprend les grilles de la convention collective de l'industrie métallurgique et électrique. Pour certains employés, il en résulte jusqu'à 20 % de salaire en plus. « Avant, le salaire d'entrée pour un opérateur de production était autour de 2 150 euros brut, on est maintenant à 2 789 euros », illustre M. Jonas Hartjenstein, ouvrier de 35 ans et président du comité d'entreprise. Sur l'ensemble des 185 salariés, la hausse s'élève en moyenne à 10 %. « Pour beaucoup, cela fait vraiment une différence sur la fiche de paie », poursuit son collègue M. Marcel Hoppe, électricien. Par ailleurs, le temps de travail hebdomadaire est réduit de trente-sept à trente-six heures.

Au moment où les salariés de Weitkowitz décrochaient des augmentations, à quelques dizaines de kilomètres de là, les représentants des employés du groupe Volkswagen tentaient, eux, de sauver des milliers de travailleurs du chômage. En septembre, le vaisseau amiral de l'industrie automobile allemande annonçait la suppression de 35 000 emplois dans le pays d'ici à 2030. Sous la pression du puissant syndicat IG Metall, les réductions d'effectif n'impliqueront pas de licenciements secs. Mais des annonces similaires se multiplient parmi les fleurons de l'industrie allemande. Quelque 11 000 emplois doivent disparaître chez ThyssenKrupp dans les prochaines années ; 14 000 chez l'équipementier automobile ZF ; 2 900 chez Ford ; 2 800 dans les usines allemandes de Siemens ; 7 500 dans celles d'Audi... « L'incertitude est grande quant à l'évolution de l'emploi, surtout dans les entreprises directement liées à l'automobile », témoigne M. Jan Laging, secrétaire syndical à IG Metall, qui a accompagné le personnel de Weitkowitz dans ses mobilisations.

Des augmentations deux fois plus fortes qu'en France

L'industrie allemande est en crise, et avec elle l'ensemble de l'économie, en récession deux années consécutives, en 2023 et 2024. En 2025, les économistes allemands prévoient une année de stagnation. Le taux de chômage se situe à 6,3 % en juillet, un niveau jamais affiché depuis dix ans.

En dépit de ces mauvais chiffres, syndicats et employeurs se mettent d'accord sur de nettes revalorisations. « Que les salaires augmentent n'a rien de surprenant. Mais nous avons vu depuis 2024 des hausses particulièrement élevées, bien supérieures à l'inflation », précise M. Thorsten Schulten, chercheur à l'institut d'analyses économiques de la fondation Hans-Böckler, proche de la Confédération syndicale allemande (1). En 2024, les salaires allemands ont crû de 5,4 %, et de plus de 3 % corrigés de l'inflation. C'est « la plus forte augmentation depuis 2008 », signale l'Office allemand des statistiques (2). Pour comparaison, en France, la hausse des salaires, corrigée de l'inflation, a été de 1,6 % l'année der-

nière (3). « Il faut toutefois souligner que, lors des deux années précédentes, les salariés allemands avaient perdu en salaire réel, du fait de l'inflation. Les hausses de 2024 n'ont qu'en partie compensé ces pertes », ajoute M. Schulten. Le chercheur note un second phénomène, plus inattendu : « Le modèle économique allemand a toujours été centré sur l'industrie. C'est elle qui donnait le "la" en matière de négociations salariales. À cause de la crise dans la métallurgie, la chimie et l'automobile, les revalorisations conclues dans ces secteurs sont plutôt modestes : les syndicats privilégient la garantie de l'emploi. En revanche, elles sont nettement plus marquées dans les services. C'est très inhabituel en Allemagne. L'inégalité salariale entre branches est en train de se réduire. »

Les hausses conclues en 2024 varient en effet largement selon les secteurs. IG Metall a obtenu une augmentation de 5,1 % sur deux ans pour les 3,9 millions de travailleurs couverts par la convention collective des industries électriques et métallurgiques, dont fait partie l'automobile (les salariés de Volkswagen, eux, y ont renoncé pour éviter les licenciements). La revalorisation a été plus importante pour l'énergie : 4,6 % sur un an. Mais le chiffre atteint 14 % en moyenne dans la branche du commerce de détail. Cette année encore, syndicats et employeurs se sont accordés en mars sur des hausses de 10 % à plus de 18 %, qui s'étaleront jusqu'à fin 2026, pour les 120 000 travailleurs de la restauration rapide. Des hausses que M^{me} Kristina Harrer-Kouliev, la cheffe du service juridique du groupement de ces entreprises, des multinationales comme Burger King ou McDonald's, nous décrit « à la limite » du faisable. Pour M. Tim Lubecki, responsable des négociations de branches au syndicat de l'alimentation et de la restauration NGG (Gewerkschaft Nahrung-Genuss-Gaststätten), cet accord marque « un pas important, même si les salaires restent bas et ne permettent toujours pas d'avoir une retraite décente ».

Les discussions autour d'une hausse du salaire minimum, lancées au moment de la campagne électorale du début de l'année, ont certainement joué un rôle, souligne M. Lubecki : « Cela a fait pression sur les entreprises. » Le Parti social-démocrate, membre du nouveau gouvernement, voulait 15 euros brut de l'heure contre 12,82 euros aujourd'hui (11,88 euros en France). Finalement, une décision prise fin juin prévoit de le relever à 13,90 euros en 2026, puis à 14,60 euros en 2027. L'organisation de M. Lubecki a aussi obtenu des augmentations dans l'industrie agroalimentaire. « Contrairement à l'automobile ou à la chimie, ce secteur est sorti gagnant de la crise de l'inflation. Les entreprises ont relevé les prix bien au-dessus des coûts de production. Et elles cherchent désespérément du personnel. Cela nous donne la possibilité d'imposer des revalorisations. Pour les travailleurs qualifiés de l'industrie sucrière, laitière ou brassicole, nous arrivons maintenant à plus de 4 000 euros brut par mois pour un temps de travail de trente-huit heures par semaine. Cela représente un bond de plusieurs centaines d'euros au cours des deux dernières années. »

Dans la société de transports publics berlinoise BVG, le manque de main-d'œuvre a également pesé dans les négociations conclues en mars dernier, après des mois de pourparlers et des grèves à répétition. Le nouvel accord prévoit jusqu'à 20 % de plus pour les conducteurs, 15 % en moyenne sur l'ensemble des 16 000 salariés, au moins

380 euros mensuels. « La moyenne d'âge est telle qu'il faudra presque entièrement remplacer le personnel d'ici à 2030 », signale M^{me} Christine Behle, vice-présidente de la fédération syndicale des services Ver.di (Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft). En outre, l'entreprise berlinoise n'avait pas opéré de revalorisation depuis quatre ans.

Les services publics fédéraux et municipaux sont eux aussi entrés dans la danse : Ver.di a signé en avril une nouvelle convention de branche. Celle-ci prévoit 5,8 % d'augmentation sur vingt-sept mois pour 2,5 millions de salariés, ainsi que des primes. Le syndicat demandait une hausse globale de 8 % sur un an. Mais les finances publiques sont à la peine outre-Rhin comme en France. Et une partie des municipalités allemandes se trouvent en grande difficulté : le déficit des communes a atteint 24,8 milliards d'euros en 2024, un niveau record, contre 6,6 milliards d'euros l'année précédente. Comment exiger des hausses de salaire dans ces conditions ? « Les élus locaux posent évidemment la question : comment allons-nous payer ? Mais, honnêtement, le rôle de notre syndicat n'est pas de veiller au financement de l'employeur, mais de nous battre pour que les employés puissent se permettre de travailler dans le secteur public. Car celui-ci est en concurrence avec le privé pour recruter », répond M^{me} Behle.

« Les représentants des employeurs n'étaient pas du tout prêts à négocier, confirme M^{me} Annett Lindner, en charge du dossier au syndicat de l'éducation GEW (Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft). Nous, les syndicats, avons établi notre revendication à 8 % en fin d'année dernière, avant l'élection de Trump et sans savoir que nous aurions en Allemagne un scrutin anticipé en février et un nouveau gouvernement au printemps. Les conditions économiques se sont aussi fortement dégradées depuis. C'est pourquoi il a fallu quatre cycles de négociations avant d'arriver à un résultat. »



PAUL LANGROCK. – Chaîne de montage dans l'usine Volkswagen de Zwickau, Allemagne, 2023

« C'est évidemment un défi de négocier dans la situation actuelle », atteste M. Oliver Heinrich, qui supervise le sujet pour la Fédération des mines, de la chimie et de l'énergie (IG BCE). Son syndicat a obtenu l'été dernier une augmentation de 6,85 % sur deux ans dans la chimie, puis de 5,9 % d'ici à la fin de 2026 pour l'industrie du papier. Les deux secteurs ne se portent pourtant pas au mieux. « C'est la crise. La production baisse », résume M. Sebastian Kautzky, porte-parole de la Fédération des employeurs de la chimie. Est-ce une raison pour bloquer toute progression salariale ? « Les difficultés posées par les prix de l'énergie ou la politique douanière dépassent largement la seule question des salaires, pointe M. Heinrich. Nous ne sauverons pas d'emplois par le biais d'une stagnation ou d'une baisse des salaires. Nous devons plutôt créer les conditions en Europe pour maintenir une industrie qui fonctionne et pour affronter la concurrence de l'Asie, de l'Amérique, etc. » M. Laging, d'IG Metall, abonde dans ce sens. Il admet que, « pour revendiquer des hausses de salaire, il faut bien sûr que les entreprises puissent les payer ». Mais ajoute qu'« en Allemagne on ne pourra jamais miser sur la production de masse face à l'Asie ou même à l'Europe de l'Est. On ne peut se démarquer que par la qualité. Ce qui suppose d'avoir des travailleurs qualifiés et de bonnes conventions collectives ».

Toutefois, cette année, alors que les perspectives économiques demeurent sombres, « les syndicats se modèrent », constate M. Hagen Lesch, directeur d'études à l'Institut de l'économie allemande de Cologne. C'est aussi le message que souhaite envoyer le patron des patrons allemands, le chef d'entreprise Rainer-Viktor Dulger. « Nous sommes coincés dans la troisième année de récession. Le marché du travail et les entreprises ont besoin aujourd'hui de syndicats qui ont le sens de la mesure et de la réalité économique », estime-t-il dans une déclaration transmise par son service de presse.

« Soutenir le pouvoir d'achat, donc l'économie »

L'appel du représentant des employeurs semble plus ou moins entendu selon les branches. Dans l'éventail des discussions en cours depuis le début de 2025, les doléances vont du simple au triple. Dans le tourisme, Ver.di revendique pas moins de 19,5 % d'augmentation et de 550 euros par mois. Il faut dire que les grilles du secteur n'ont pas été revues depuis 2018. Dans les assurances, le syndicat réclame 12 %. Les demandes sont nettement plus limitées dans l'industrie : les représentants des salariés de la chimie ont visé 6,7 % en plus sur un an dans le secteur du caoutchouc ; ceux de l'alimentation, 6,5 % pour quelques milliers de travailleurs des fabricants de pain industriels ; IG Metall, 6 % pour les blanchisseries industrielles.

« Nos exigences se basent toujours sur des indicateurs économiques. Nous prenons en compte le taux d'inflation cible de la Banque centrale européenne, le taux de productivité de l'Allemagne et une composante de redistribution,

c'est-à-dire que les salariés reçoivent une partie de la valeur produite », explique M^{me} Nadine Boguslawski, directrice des négociations salariales à IG Metall, électronicienne de formation. « Nous savons qu'on ne peut pas sauver des emplois uniquement en cédant sur les hausses de salaire. Cela ne fonctionne pas. Même sans les entreprises en crise, il ne faut pas renoncer aux augmentations. Si on parvient non seulement à garantir les salaires mais aussi à les faire croître, on soutient le pouvoir d'achat, et par là l'économie. Si au contraire les salaires réels stagnent, en plus d'une situation économique difficile, on se retrouve dans une situation d'insécurité sociale, analyse la responsable d'IG Metall. Et le résultat, c'est une peur du déclassement, qui fait le lit de l'extrême droite. »

(1) Thorsten Schulten, « Tarifpolitischer Jahresbericht 2024. Anhaltend hohe Tarifaabschlüsse trotz rückläufiger Inflationsraten », Wirtschafts und Sozialwissenschaftliche Institut (WSI), Düsseldorf, mars 2025.

(2) « Reallöhne im Jahr 2024 um 3,1 % gestiegen », Office fédéral des statistiques (Destatis), 26 février 2025, www.destatis.de

(3) Kevin Garcia, « Évolution des salaires de base dans le secteur privé. Résultats définitifs du quatrième trimestre 2024 », Dares Indicateurs, n° 13, Paris, mars 2025.

UNE FORMATION EN DÉCALAGE AVEC LES ENJEUX ÉTHIQUES ET SCIENTIFIQUES

Pourquoi la pénurie de médecins va durer

Des médecins généralistes volontaires sont invités à travailler deux jours par mois dans 151 « déserts médicaux » avant l'adoption éventuelle d'une loi sur le sujet. Les réformes s'accumulent sans remonter aux sources des difficultés : le nombre de praticiens formés et la qualité de leurs études. Durant celles-ci, l'accent est mis sur la mémorisation plutôt que sur la réflexion – une aubaine pour les groupes de pression.

PAR ARIANE DENOYEL *

DEVANT une quinzaine d'étudiants de sixième année de la faculté de médecine de Bordeaux, les deux formateurs, MM. Jérémy Guillon et Jean-Baptiste de Gabory, commencent par un tour de table. Le groupe de pression Les Entreprises du médicament (LEEM) ? Inconnu au bataillon. La notion de « leader d'opinion », centrale dans les processus d'influence, ou la contribution des firmes au développement de certaines maladies ? Jamais entendu parler. Le site Euros for Docs, qui documente les sommes versées par les sociétés pharmaceutiques à chaque médecin ? Encore une découverte. C'est tout juste si les étudiants se souviennent de la visite dans leur faculté de La Troupe du rire, un collectif de praticiens auteurs d'un livret de sensibilisation à l'influence des laboratoires pharmaceutiques (1). À leur décharge, aucun d'entre eux ne se rappelle non plus avoir entendu un professeur faire état de ses propres conflits d'intérêts... Le département de médecine générale bordelais n'a peut-être pas eu tort de rendre obligatoire, depuis 2019, ce module de deux journées (non noté) intitulé « Formation à l'analyse critique de la promotion pharmaceutique ».

À l'aide de diapositives qui retracent la triste saga du Mediator et d'autres scandales sanitaires, les formateurs mettent en évidence le poids des laboratoires en matière de santé. Ils dressent un parallèle avec l'industrie du tabac et citent les travaux du chercheur Bruno Goupil montrant que les médecins qui ne reçoivent pas de visiteurs médicaux (représentants des marques) prescrivent mieux, tout en coûtant moins cher à l'Assurance-maladie (2). Ils soulignent aussi les nombreuses lacunes de la pharmacovigilance.

Limiter le « bachotage »

LES trois réformes des études de médecine intervenues depuis 2017 affichaient des objectifs louables, à commencer par celui de former davantage de praticiens afin de répondre à la pénurie créée par le *numerus clausus*, instauré en 1971 à la demande des syndicats de médecins libéraux. La priorité était donc de laisser moins d'étudiants sur le carreau à l'issue de la première année, mais il s'agissait aussi de limiter le « bachotage », de recentrer l'enseignement sur la pratique, de mieux accompagner la professionnalisation des futurs médecins et de mieux respecter leurs aspirations. Si les textes ont modifié les conditions d'accès aux premiers et troisièmes cycles tout en révisant le contenu du deuxième, ils ont échoué à atteindre leurs buts en raison d'un empiement de contraintes : le manque de moyens, une vision comptable de la santé, les impératifs d'un système centré sur le curatif et les soins hospitaliers, la difficulté d'imaginer et d'évaluer des modules ne relevant pas des sciences « dures », la technicité croissante de la discipline ou encore les intérêts corporatistes des spécialités.

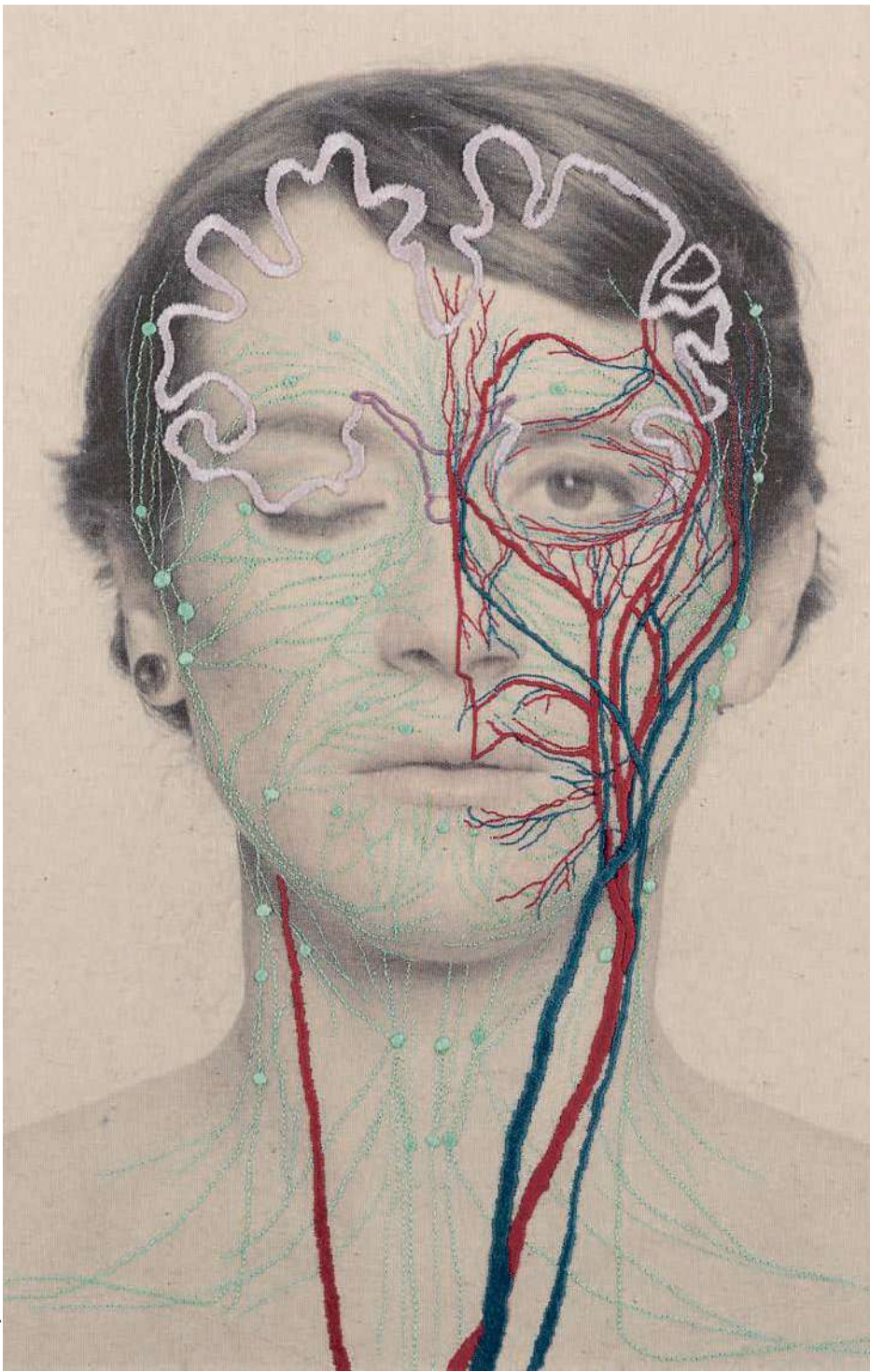
De sorte que la France forme actuellement le même nombre de médecins qu'en 1970 pour une population qui s'est accrue de 15 millions d'habitants et où la proportion des plus de 60 ans est passée de 18 % à 28 %. En outre, les jeunes générations privilégient l'exercice salarié ou mixte, notamment pour bénéficier d'horaires moins lourds. Par

Malgré la qualité du module – récompensé par la revue *Prescrire* en 2023 (3) –, les étudiants semblent peu sensibles aux enjeux. Aucun ne prend de notes. « *Au fil des années, nous avons réduit la densité de notre diaporama et favorisé les ateliers ainsi que les partages d'expérience entre étudiants pour tenir compte d'une forme de saturation, inévitable après six ans de cours intensifs* », rapporte M. Guillon. L'indifférence polie observée dans la salle illustre ainsi les deux principaux écueils de la formation des médecins : une charge de travail abrutissante et l'aveuglement qui en résulte face au pouvoir des laboratoires.

En dépit de plusieurs réformes récentes, les étudiants en médecine restent soumis à rude épreuve, constate M^{me} Leila Goffi-Laroche, praticienne en centre hospitalier universitaire (CHU) et enseignante à la faculté de médecine de Grenoble : « *Les études en santé ont toujours été difficiles, mais désormais s'ajoutent une déshumanisation de la transmission des savoirs, notamment via les cours sur cédérom ou en visioconférence, des aberrations administratives, comme des évaluations reposant plus sur des critères comptables que cliniques, une perte de sens, à travers des modes d'organisation et de financement obéissant à des critères politiques, en contradiction avec l'éthique et le serment d'Hippocrate, bref une forme de maltraitance inédite qui affecte durement l'équilibre psychologique des étudiants. Quand j'évoque les données épidémiologiques sur la santé mentale, de nombreux étudiants viennent se confier à la fin du cours sur leur profond mal-être. Du jamais-vu en vingt-cinq ans d'enseignement.* » Selon la Fondation Jean-Jaurès, « *un interne a environ trois fois plus de risques de se suicider qu'un [autre] Français du même âge* (4) ».

conséquent, l'effectif des médecins diplômés à l'étranger ayant une activité régulière en France ne cesse d'augmenter : ils représentent 14,6 % des inscrits au tableau de l'Ordre en 2025, contre 7,2 % en 2010 (5). Cette part atteint 23,1 % chez les chirurgiens. Pourtant, 6 millions de Français n'ont toujours pas de médecin traitant, alors qu'il faudrait se préparer dès maintenant aux besoins d'une population qui vieillit (6).

« *À cinquante-huit heures par semaine, les internes forment la chair à canon de l'hospitalo-centrisme français, souvent au prix de leur propre santé*, dénonce M. Jean-Claude Casset, ancien médecin généraliste qui a enseigné à la faculté de médecine de Grenoble. *L'ajout d'une quatrième année d'internat pour le diplôme d'études spécialisées (DES) de médecine générale à partir de 2026 sert de prétexte à deux stades hospitaliers de plus ! Il faudrait découvrir la profession dès les deux premiers cycles universitaires.* » La moitié seulement des généralistes sont des médecins traitants. Les autres privilégient « *des niches plus lucratives et moins difficiles* », comme le sport ou la médecine esthétique, selon le syndicat MG France (7). M. Casset appelle à corriger le manque d'attrait dont souffre cette fonction « *plébiscitée par les Français, mais nettement moins bien rémunérée que les autres spécialités* ». De son côté, tout en saluant l'instauration de modules portant sur la communication avec les patients et la place du numérique, M. Lucas Poittevin, président de l'Association nationale des étudiants en médecine de France (ANEMF), déplore



JUANA GÓMEZ. – « Desvelar » (Dévoiler), 2015

une réforme « *plus politique que pédagogique* », qui exclut largement les stages en cabinet et dans les hôpitaux hors CHU.

Lacunaire tant du point de vue scientifique que de celui des humanités, le cursus réformé ne semble donc satisfaire personne. Certains formateurs estiment que ses trois premières années sont bien plus adaptées pour produire des chercheurs en laboratoire que des médecins de terrain. Professeur à la faculté de médecine Lyon-Est et membre du conseil scientifique du Collège national des généralistes enseignants (CNGE), M. Rémy Boussageon propose une rupture : « *Les étudiants sont évalués sur des connaissances hyperpointues en biologie, mais la médecine relève au moins autant du champ psychosocial. Absorber six cents heures d'enseignement spécialisé sur les organes, cela ne contribue pas à appréhender une personne dans sa globalité. On pourrait former à l'écoute et à l'empathie. On a besoin d'un changement de paradigme.* »

Pour autant, le parcours actuel ne forme pas réellement non plus des scientifiques, précise M. Jacques Demongeot, membre senior honoraire de l'Institut universitaire de France (IUF), qui plaide pour une distinction entre cursus clinicien et cursus scientifique : « *Les deux catégories pourraient être poreuses, la recherche clinique étant le complément nécessaire de la recherche scientifique.* »

Les étudiants doivent mémoriser à marche forcée des données qu'il leur faudra « recracher » dans des questionnaires à choix multiples (QCM) lors des examens. Il s'agit notamment des « *recommandations de bonne pratique* » élaborées par la Haute Autorité de santé (HAS) ou les sociétés savantes et encadrant la prise en charge de la plupart des pathologies. Angle mort de ces « reco » : elles reposent largement sur des essais cliniques menés par les firmes ; or celles-ci en tronquent allégrement les résultats, publiés dans des revues de

crit, donc incapables d'en ressentir l'aspect crucial : comment se construit le savoir médical », résume M. Ivan Pourmir, oncérologue et chercheur en onco-immunologie à l'hôpital européen Georges-Pompidou.

Pour l'heure, ces fameuses « reco » s'imposent de façon croissante aux praticiens, notamment via les incitations financières distribuées par l'Assurance-maladie. Certaines ordonnances sont « automatisées » à partir de seuils prédéfinis. Par exemple, un niveau donné de perte de densité des os déclenche la prescription de médicaments contre l'ostéoporose, laquelle appartient pourtant aux « non-maladies », pour reprendre le terme du médecin et auteur Luc Perino, qui l'inclut dans le registre de la sénescence physiologique (8). Les traitements provoquent souvent des effets indésirables pour un bénéfice très discutable, alors que l'exercice physique permet de limiter notablement le risque de fracture lié à cette fragilisation du squelette.

Face à la pathologisation croissante des existences, la prévention non médicamenteuse, fondée sur l'hygiène de vie, cède donc du terrain. Jadis, on recevait des médicaments quand on était malade ; aujourd'hui, la médecine s'attache exagérément à « prendre en charge » des « facteurs de risque », créant au passage d'autres risques associés aux traitements. On le voit en particulier avec la surprescription massive de statines (médicaments destinés à faire baisser le taux sanguin de cholestérol) ou de psychotropes. De même, beaucoup de dépistages systématiques interrogent quand on sait que la majorité d'entre eux n'apportent rien en termes d'espérance de vie en population générale : le bénéfice serait nul, par exemple, pour le cancer du sein, alors qu'il est probablement intéressant pour le côlon (9).

Illusion de toute-puissance

LES dosages inappropriés, les réactions et interactions délétères et autres événements indésirables liés à l'absorption d'un médicament provoquent de plus en plus d'hospitalisations et de morts. Selon le professeur de médecine danois Peter Gotzsche, les médicaments prescrits seraient même la première cause de décès dans les pays postindustriels (10). Par méconnaissance, nombre de ces morts sont attribuées à d'autres facteurs. À en croire l'épidémiologiste, les psychotropes porteraient une responsabilité essentielle dans ces décès, largement évitables. Il cite notamment une étude finlandaise qui a conclu à un risque de mortalité supérieur de 4,5 % chez les malades d'Alzheimer prenant des antipsychotiques.

« *On ne peut attendre de personnes incapables d'analyser les bases du raisonnement diagnostique et clinique une réflexion approfondie sur des aspects de pratique apparemment consensuels*, juge M^{me} Claudina Michal-Teitelbaum, chercheuse indépendante. *D'autant que les patients d'aujourd'hui souffrent majoritairement de maladies provoquées par la dégradation des conditions de vie – pollution, sédentarité, précarité. Il faudrait apprendre aux étudiants à faire preuve de plus d'humilité et de scepticisme face à la médecine au lieu d'entretenir une illusion de toute-puissance laissant croire qu'une maladie égale un diagnostic et un traitement.* »

Pour M^{me} Michal-Teitelbaum, la médecine, gagnée par une forme d'obscurantisme, est « *devenue un aspect particulier d'une idéologie libérale virant*

de plus en plus à l'autoritarisme fautive d'avoir tenu ses promesses ; la critique et le débat y sont interdits, de même que la nuance ». Au sortir de la première journée du module de formation à l'analyse critique, une étudiante qui avait passé le plus clair de son temps sur son portable a lancé à un camarade : « *Quoi, il faut revenir demain ? On n'a pas fait le tour, là ?* »

(1) « Pourquoi garder son indépendance face aux laboratoires pharmaceutiques ? », La Troupe du rire, 2020, <https://formindp.fr>

(2) Frédéric Balusson *et al.*, « Association between gifts from pharmaceutical companies to French general practitioners and their drug prescribing patterns in 2016 », *British Medical Journal*, Londres, 6 novembre 2019.

(3) « Prix Prescrire 2023. Tenir bon face aux influences : une exigence de santé publique », www.prescrire.org

(4) Ariel Frajerman, « La santé mentale des étudiants en médecine », Fondation Jean-Jaurès, 2 mai 2020, www.jean-jaures.org

(5) « Atlas de la démographie médicale en France, situation au 1^{er} janvier 2025 », Ordre national des médecins, www.conseil-national.medecin.fr

(6) Lire Pierre Souchron, « Traversée d'un désert médical », et Eva Thiébaud, « Étrangers et précaires... mais médecins », *Le Monde diplomatique*, respectivement août 2023 et février 2024.

(7) Cité par Bruno Rojouan, rapport d'information au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable relatif aux inégalités territoriales d'accès aux soins, Sénat, Paris, 13 novembre 2024.

(8) Luc Perino, *Les Non-Maladies. La médecine au défi*, Seuil, Paris, 2023.

(9) Michael Bretthauer *et al.*, « Estimated lifetime gained with cancer screening tests : a meta-analysis of randomized clinical trials », *JAMA Internal Medicine*, n° 11, 28 août 2023.

(10) Peter C. Gotzsche, « Prescription drugs are the leading cause of death. And psychiatric drugs are the third leading cause of death », *Mad in America*, 16 avril 2024, www.madinamerica.com

* Journaliste, auteure (avec Peter Selley) d'*Overdose. Comment la surconsommation de médicaments nous tue*, First, Paris, 2024.

AU-DELÀ DU BUDGET, UN RÉGIME ÉCONOMIQUE EN QUESTION

Austérité, le festin des actionnaires

(Suite de la première page.)

Ces prodigalités ont en principe vocation à maintenir l'emploi, accroître la compétitivité, développer des secteurs stratégiques. En pratique, outre leur attribution désinvolte que déplorent les parlementaires-enquêteurs, leur effet oscille entre le nul et le faible. Après les avoir passés au crible en 2022, le Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé) confirmait qu'en matière d'aides publiques au secteur privé, le proverbial chimpanzé aux yeux bandés ne « performerait » pas moins qu'un ministre hollandiste ou macronien (2). Les incitations fiscales à baisser le « coût du travail » ne dissuadent pas les employeurs d'automatiser plutôt que d'embaucher ; les exonérations de cotisations, concentrées sur les

bas revenus, dégradent le niveau de qualification au sein des entreprises exportatrices et favorisent leurs rivaux étrangers. Quant au « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » (CICE, un cadeau de 100 milliards d'euros cumulés offert à partir de 2013 par M. Jean-Marc Ayrault, alors premier ministre socialiste), il a prouvé que des branches peu exposées à la concurrence internationale, comme la grande distribution, préféraient augmenter leurs marges qu'embaucher ou baisser leurs prix. « *Le groupe Auchan a annoncé mardi 5 novembre 2024 son intention de [se séparer de] 2 384 de ses 54 000 salariés employés en France* », constatent d'ailleurs les sénateurs, après que « *le groupe a bénéficié entre 2013 et 2023 de 636 millions d'euros d'aides fiscales et de 1,3 milliard d'euros d'allègements de cotisations sociales* ».

dendes rémunèrent le risque pris par la personne, physique ou morale, qui investit au capital d'une société. Les investisseurs ne financent plus l'économie, ils la pillent. Frédéric Lordon notait dans ces colonnes il y a quinze ans que « *les capitaux levés par les entreprises sont devenus inférieurs aux volumes de cash pompés par les actionnaires, et la contribution nette des marchés d'actions au financement de l'économie est devenue négative (quasi nulle en France)* » (6). En 2017, des économistes de l'université de Lille calculaient le « coût du capital » : « *Pour tout euro de financement par action reçu, les sociétés non financières ont dû verser 12,62 euros en dividendes nets entre 1996 et 2014* » (7).

Et la tendance s'accroît. L'année dernière, tandis que l'ensemble des sociétés cotées sur le marché parisien y levaient 11 milliards d'euros, celles du seul CAC 40 versaient 98 milliards aux porteurs de titres, les trois quarts en dividendes, le reste en rachats d'actions (8). Les profits ainsi détournés de l'investissement productif s'évaporent pour partie dans les paradis fiscaux ou ceux, tout aussi artificiels, de la consommation ostentatoire. Tous les choix politiques pendent pourtant en leur faveur : après le CICE sous M. François Hollande, la *flat tax* sur les revenus finan-

feuille d'impôts ? L'État concède près de 2 milliards d'euros d'arrangements fiscaux en 2024 (12) – un montant proche de celui que M^{me} Vautrin souhaite arracher aux allocataires suspectés de « fraude sociale » et bientôt placés sous surveillance étroite.

Analysant cette transformation du capitalisme français, les chercheurs Benjamin Bürbaumer et Nicolas Pinsard notent que, depuis le début des années 2010, le soutien public à l'économie marchande représente plus de 20 % du total de l'investissement privé (33 % en 2020 !), contre 5 % dans les années 1970. Parallèlement au développement de cet « assistanat », le taux de l'impôt sur les bénéfices a été divisé par deux depuis 1985. Et la part des employeurs dans le financement de la Sécurité sociale s'effondre : de 45 % dans les années 1970, elle passe à 30 % en 2019, les cotisations patronales étant progressivement (et en partie seulement) remplacées par des ressources fiscales, en particulier la cotisation sociale généralisée, acquittée par tous les contribuables. Cette étatisation progressive de la « Sécu » place la protection sociale, naguère gérée par les salariés eux-mêmes en fonction des besoins, à la merci des contraintes budgétaires : le « trou de la Sécu » correspond à la part de ces besoins que Bercy refuse de financer. Avant même que le

rivières d'argent sur les industries de l'énergie, de la défense, des semi-conducteurs – plans « RePower Eu », « ReArm Europe », « European Chips Act ». Washington subventionne ses propres champions depuis 2022 avec la loi de réduction de l'inflation (plusieurs centaines de milliards de dollars de subventions aux entreprises) et la loi sur les puces électroniques (39 milliards de dollars offerts à Intel, Samsung, etc.). Au point que le *Wall Street Journal* (11 août 2025) s'inquiète d'« *un capitalisme d'État avec des caractéristiques américaines* ». Les rivalités commerciales internationales, hier surtout avivées par la concurrence des bas salaires du Sud, s'aiguisent désormais aussi entre États du Nord, chacun couvrant d'or ses industries privées.

Ce basculement ouvre une brèche et laisse paraître des batailles à venir. Fin 2001, l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce devait achever la dépolitisation de l'économie : sous aucune latitude ne subsisterait d'alternative au libre-échange ; partout, l'État obéirait aux marchés. Au tournant du millénaire, les mouvements altermondialistes avaient échoué à enrayer cette mécanique. Impersonnels, immatériels, insaisissables, les marchés n'offraient guère de prise aux protestataires. Un quart de siècle plus tard,

Les assistés d'en haut

MALGRÉ leur incapacité à préserver l'emploi ou la balance extérieure, ces aides forment désormais le premier poste de dépense de l'État : les 211 milliards d'euros annuels représentent davantage que les dépenses combinées d'enseignement, de défense et du service de la dette. Une partie significative de ce financement public se retrouve non pas dans les courbes décroissantes du chômage mais dans celles, pointées vers le ciel, des fortunes privées. De 2013 à 2019, Carrefour a réalisé 3,6 milliards d'euros de bénéfices et en a reversé 2,8 à ses actionnaires. Lors de la même période, le groupe a profité de 2,3 milliards d'euros d'exonérations au titre du CICE. ArcelorMittal, lui, « *a versé en moyenne 200 millions d'euros de dividendes chaque année depuis dix ans au niveau mondial, alors qu'il a bénéficié en 2023 en France de 298 millions d'euros d'aides* », avant d'annoncer des suppressions d'emplois en 2025, relève le rapport Gay-Rietmann.

Dans la torpeur estivale, deux acteurs ont compris que l'arbre de la « fraude sociale » ne cacherait pas longtemps la forêt des aides publiques aux dividendes. D'abord le premier ministre lui-même. Dans son allocution du 15 juillet, M. François Bayrou a suggéré que l'État puisse octroyer « *moins de subventions contre plus de liberté* ». Souvent promise par des gouvernements à la recherche d'un chausse-pied pour l'austérité, la réduction des aides n'a jamais quitté le continent englouti des velléités politiques. De l'autre côté de l'échiquier social, les syndicats ont eux aussi saisi le caractère explosif de la rapine d'État en faveur des propriétaires. Publié le 9 août, un communiqué commun des principales centrales contre le projet de budget 2026 met en balance, dès le premier paragraphe, les 211 milliards offerts au patronat et les sacrifices exigés des salariés. L'argument pèse. Et pèserait davantage encore si l'on prolongeait un peu le raisonnement. Car le financement public des bénéfices privés n'est pas une anomalie à corriger ni un dérapage à rectifier : c'est la condition de survie de l'économie de marché.

Les puissances publiques du monde dit « libre » ont toujours aidé les entreprises à réaliser du profit. En leur passant commande ou sous forme de subvention directe, bien sûr. Mais aussi en fournissant aux apporteurs de capitaux un cadre juridique stable, des infrastructures performantes, une énergie bon marché, une main-d'œuvre qualifiée et, en Europe, plus ou moins protégée des aléas de la vie. Le secteur privé contribue par l'impôt à cette édification qu'il s'avère historiquement incapable d'accomplir lui-même. Enfin, l'État neutralise ou canalise les mouvements sociaux susceptibles d'attenter aux intérêts des propriétaires, fût-ce parfois en nationalisant des branches industrielles pour socialiser le coût des licenciements, comme le firent les premiers gouvernements de François Mitterrand. Même lorsque son intervention impliqua la nationalisation de l'énergie, des transports, du crédit, entre 1944 et 1946, l'essentiel de la production restait aux mains du privé. Et, déjà, les écoles de pouvoir formaient une

classe dirigeante qui accorderait sur le « la » du progrès technique les intérêts communs des élites publiques et privées, au point que leur slogan « modernisation ! » deviendrait bientôt synonyme de destruction sociale (3).



© EMILY EVELETH - ANDERSON YEZERSKI GALLERY, BOSTON

EMILY EVELETH. – « Possessive Determiners » (Déterminants possessifs), 2021

Cette permanence masque néanmoins une inflexion profonde. À la planification indicative qui avait remis l'économie de marché sur les rails se substitue dans les années 1980 ce que les hauts fonctionnaires Gilles Carrez et Jean-Jacques Chaban-Delmas appellent « *l'intervention publique libérale* ». Dans sa préface à leur ouvrage, l'ancien premier ministre Raymond Barre, pionnier français du néolibéralisme, énumère les tâches dévolues à la puissance publique. La première d'entre elles ? « *L'État doit créer les conditions favorables à la formation du surplus économique avant de le redistribuer ou de le redistribuer : à ce titre, il doit encourager l'innovation, la capacité d'adaptation des hommes, la flexibilité des structures économiques ; il doit limiter la dimension du secteur public de production, faire faire au lieu de faire, recourir à des incitations plus qu'à des actions directes ou à des réglementations* » (4).

Quatre décennies plus tard, le programme arrive à son terme, et les « incitations » ont explosé à mesure que le secteur public implosait. Qu'on en juge : le soutien de l'État à l'économie marchande équivalait à deux points de produit intérieur brut (PIB) à la fin des années 1970 ; trois points en 2000 ; plus de six aujourd'hui, sensiblement au-dessus de la moyenne européenne, avec une croissance trois à quatre fois plus rapide que celle des aides sociales (5). À l'issue de ce long après-guerre, il devient embarrassant de prétendre que les divi-

ciers de M. Emmanuel Macron maximise les gains. Les sommes redistribuées aux actionnaires avaient déjà connu une hausse annuelle moyenne de 8 % entre 2003 et 2017 ; elle atteint à présent 14 % (9).

C'est dans ce cadre que s'apprécient ces fameux 211 milliards annuels d'aides aux profits : ils signent le fonctionnement ordinaire d'un système enfin délivré de ses entraves. Le prestige de l'URSS après sa victoire sur les nazis et le rayonnement international du communisme avaient contraint l'Europe de la libre entreprise à concéder la protection sociale. À la Libération, un puissant mouvement syndical avait imposé à l'État une institution originale, gérée par les salariés eux-mêmes – la Sécurité sociale (10) – afin de « *débarasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain* ». L'appareil de production reconstruit et l'hypothèque communiste levée au tournant des années 1990, l'État se redéploie pour débarrasser les capitalistes de l'incertitude du lendemain (11). De la Banque publique d'investissement qui pallie la frilosité des investisseurs dans les secteurs de pointe à l'inspection des finances dont les membres ont depuis longtemps effacé la zone grise entre public et privé, toute une machinerie administrative se mobilise au profit du secteur marchand et de ses dirigeants. Crise financière ? L'État renfloue les banques – sans nationaliser. Crise sanitaire ? L'État paie « *quoi qu'il en coûte* » – sans relocaliser. Crise d'urticaire d'un milliardaire face à sa

premier ministre ne décide de solliciter un vote de confiance à l'Assemblée, les contestataires de son budget ne font pas seulement face à un projet de loi, ni même à un gouvernement : ils affrontaient un régime économique.

Mais un régime en contradiction de plus en plus radicale avec ses propres principes. Longtemps tués comme la maladie honteuse du libéralisme, les aides publiques au privé se portent à présent en sautoir comme autant de médailles obtenues dans la guerre commerciale : Bruxelles fait couler des

le renouveau de l'interventionnisme libéral, du protectionnisme d'extorsion et la mobilisation générale de l'État au service des entreprises privées marquent la fin d'un cycle et ouvrent des possibles (13). Car satisfaire les actionnaires requiert désormais l'usage d'un outil explosif : le pouvoir politique qui, à nouveau, domine l'économie. Incarné, territorialisé, saisissable, cet instrument est un enjeu de luttes. Celui-là même que les néolibéraux rêvaient de cadenasser.

PIERRE RIMBERT
ET GRÉGORIE RZEPSKI.

(2) Aïmane Abdelsalam *et al.*, « Un capitalisme sous perfusion. Mesure, théories et effets macroéconomiques des aides publiques aux entreprises françaises », Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé), 2022.

(3) Cf. Richard Kuiseil, *Le Capitalisme et l'État en France. Modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, Gallimard, Paris, 1984 ; Ralph Miliband, *L'État dans la société capitaliste*, Maspéro, Paris, 1979 ; et François Denord, *Le Néo-libéralisme à la française*, Agone, Marseille, 2016.

(4) Gilles Carrez et Jean-Jacques Chaban-Delmas, *Pour une intervention publique libérale. L'État dans une économie de liberté*, Economica, Paris, 1983.

(5) Cf. Christophe Gouardo et Fabrice Lenglar, « Où réduire le poids de la dépense publique ? » dans « La Note d'analyse », no 74, France Stratégie, Paris, janvier 2019 ; Maxime Combes et Olivier Petitjean, « Les aides publiques ont augmenté trois fois plus vite que les aides sociales », 10 mai 2022, <https://basta.media>

(6) Lire Frédéric Lordon, « Et si on fermait la Bourse... », *Le Monde diplomatique*, février 2010.

(7) Florian Botte *et al.*, « Le coût du capital : entre pertes et détournement de richesses. Mieux saisir le capital pour en mesurer le coût pour la société », rapport de recherche, université Lille-I et université du Littoral - Côte d'Opale, Clersé, 2017.

(8) Rapport 2024 de l'Observatoire du financement des entreprises par le marché, <https://observatoire-financement-entreprises.com> ; « Dividendes et rachats d'actions au sein du CAC40 en 2024 » dans « La Lettre Vernimmen », no 223, janvier 2025, www.vernimmen.net

(9) « Des versements de dividendes records pour les actionnaires du CAC 40 en 2024 » dans « Mémo économique », no 144, Montreuil, janvier 2025.

(10) Lire Bernard Friot et Christine Jakse, « Une autre histoire de la Sécurité sociale », *Le Monde diplomatique*, décembre 2015.

(11) Benjamin Bürbaumer et Nicolas Pinsard, « The corporate welfare turn of state capitalism in France : Reassessing state intervention in the French economy, 1945-2022 », *Economy and Society*, Londres, juin 2025.

(12) Mathilde Feld et Nicolas Sansu, rapport d'information sur le montant, l'évolution et la justification des règlements d'ensemble, Assemblée nationale, Paris, 18 juin 2025.

(13) Lire Benoît Bréville, « Un autre protectionnisme est toujours possible », *Le Monde diplomatique*, mai 2025.

FERMETURE DES SERVICES À LA POPULATION, RÉPRESSION

Les préfets servent-ils

Pour bien des manifestants, la figure du préfet évoque la répression qu'ils subissent dans la rue – alors même que la fonction est censée garantir l'intérêt général et l'égalité de tous devant la loi, au nom de la République. À mesure que les réformes affaiblissent l'institution préfectorale, ou la politisent, ses missions s'éloignent des préoccupations de la population.

PAR PHILIPPE BAQUÉ *

« **D**ES manquements graves et persistants des services. » En février 2024, un collectif d'associations écrivait au préfet d'Indre-et-Loire pour lui reprocher la mise au rebut sans justification de plus de cinq cents demandes de titre de séjour au cours des dix-huit mois précédents. De son côté, la préfecture niait toute « *pratique administrative abusive envers les usagers étrangers* ». Dans un communiqué daté d'avril, elle plaidait un simple allongement des délais de traitement (1). Pourtant, à Tours comme ailleurs, la maltraitance des étrangers s'institutionnalise. Par la volonté politique de limiter l'immigration, mais également à la suite d'importantes restructurations qui dégradent l'exercice de l'État.

Longtemps, des files d'individus contraints d'attendre dans la nuit l'ouverture matinale des guichets ont symbolisé l'encombrement des services destinés aux immigrés (2). Depuis 2021, la dématérialisation des procédures doit les décharger. Le portail de l'administration numérique pour les étrangers en France (ANEF) a vocation à traiter leurs demandes. Mais, en pratique, les dysfonctionnements se multiplient. « Modules de prise de rendez-vous en ligne saturés (...), téléservices mis en place hors de tout cadre légal et réglementaire, déploiement de l'ANEF assorti de nombreux bugs... » : en

juin 2024, un rapport de la défenseure des droits dénonçait une inégalité d'accès aux services publics et recommandait d'accroître les effectifs des préfectures les moins diligentes (3).

Au sein de cette administration territoriale, seuls les services des étrangers restent ouverts au public. Le plan « Préfecture nouvelle génération » (PPNG) de 2016 a dématérialisé puis externalisé la délivrance des titres d'identité et des cartes grises. Désormais, les particuliers doivent accomplir toutes les démarches sur des plates-formes. Des conseillers des espaces France services, ouverts dans les mairies – voire des sociétés privées contre rétribution –, peuvent les accompagner. Mais « *le service de proximité que constituaient les préfectures, c'est fini*, constate un peu amère une ancienne préfète. *Ce sera difficile d'y revenir car les effectifs ont fondu depuis quinze ans* ».

Dès lors que « *les préfectures sont privées de contacts avec les citoyens, plus personne ne connaît leurs missions* », regrette l'ancien préfet du Loir-et-Cher Yves Rousset. Plus personne, ou presque. Car nombre de sans-papiers mais aussi de « gilets jaunes » ou de manifestants contre la réforme des retraites, d'agriculteurs ou d'écologistes savent l'implication des préfets dans le maintien de l'ordre public, voire social. Pourquoi, si souvent, l'exercice de l'État au niveau local paraît n'être

plus que l'exercice de la force, ou du passage en force, de Sainte-Soline au chantier de l'A69?

« *Je veux que les Français datent leur bonheur de l'institution préfectorale.* » Le 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Napoléon Bonaparte, alors premier consul, fait adopter la loi qui crée la fonction de préfet – du latin *praefectus* : « *homme qui est la tête d'une chose; gouverneur, intendant, administrateur, chef* » (selon le dictionnaire Gaffiot) – nommé par lui et chargé d'administrer un département, assisté dans chaque arrondissement par un sous-préfet. Une fois couronné, Bonaparte considère ces « *empereurs aux petits pieds* » comme de véritables courroies de transmission de son pouvoir sur l'ensemble du territoire national. Ils assurent la conscription, la perception des impôts et le maintien de l'ordre. Sous le Second Empire, leur pouvoir est renforcé par un décret du 25 mars 1852. « *On peut gouverner de loin mais on n'administre que de près* », affirment ses attendus. Les préfets se voient chargés de missions comme l'urbanisme avec, à Paris, les figures de Georges-Eugène Haussmann (1853-1870) ou, sous la III^e République, d'Eugène Poubelle (1883-1896).

Serviteurs de l'État, les préfets doivent obéissance au gouvernement. Sans toujours échapper aux cas de conscience. Nombre d'entre eux et de leurs agents exécutent les ordres de Vichy, qui étatisait la police – jusqu'alors municipale – en 1941. Le secrétaire général de la préfecture de Gironde Maurice Papon organise les rafles de citoyens juifs. Mais trente-neuf préfets et sous-préfets meurent au combat, fusillés ou en déportation. Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir, tient tête à la Wehrmacht lorsqu'elle arrive à Chartres, en juin 1940 (4). À la Libération, la formation et le recrutement des hauts fonctionnaires – en particulier de ceux de la préfectorale – sont néanmoins érigés en « *priorité absolue* » dans l'exposé des motifs de l'ordonnance du 9 octobre 1945 tant « *le procès [des] administrations publiques est ouvert depuis nombre d'années* ».

Ce texte est à l'origine de la création de l'École nationale de l'administration (ENA) qui va former une large part des préfets et sous-préfets. En 1950, un décret instaure un statut du corps préfectoral. Ses membres sont placés sous l'autorité directe du ministre de l'intérieur, nommés et révoqués par le président de la République. « *Dans les collectivités territoriales de la République*, affirme la Constitution de 1958 à son article 72, *le représentant de l'État, représentant chacun des membres du gouvernement, a la charge des intérêts nationaux, du contrôle administratif et du respect des lois.* » Pendant plusieurs décennies, l'institution donne satisfaction au pouvoir. « *Ce qui tient bon dans les coups durs*, assure le général de Gaulle à Alain Peyrefitte, *c'est le réseau des préfets et des sous-préfets. C'est l'État(5)...* »

En janvier 1981, sous l'influence de la « deuxième gauche » représentée par Michel Rocard – et du socialisme municipal (6) –, le congrès extraordinaire du Parti socialiste (PS) réuni à Créteil retient, parmi ses « 110 propositions pour la France », la priorité donnée à la décentralisation : « *La fonction d'autorité des préfets sur l'administration des collectivités locales sera supprimée.* » Comme le rappelle le juriste Vincent Malapert, depuis la loi dite « municipale » de 1884, « le représentant de l'État [exerçait] une tutelle à la fois sur le maire et sur les actes de la commune. Cette tutelle, élargie aux départements et aux régions, se traduisait par un contrôle a priori : le préfet [était] libre, en opportunité, de contrôler la légalité des actes des collectivités avant que ceux-ci ne soient exécutoires. Il s'agissait de la principale entrave à la libre administration des collectivités (7) ».

Des dizaines de milliers d'agents

De nombreux élus locaux militaient contre cette emprise, notamment Gaston Defferre, maire de Marseille depuis 1953. Nommé au ministère de l'intérieur après l'élection de François Mitterrand en 1981, il fait voter les lois de décentralisation. L'article 2 de celui du 2 mars 1982 dispose que « les délibérations, arrêtés et actes des autorités communales ainsi que les conventions qu'elles passent sont exécutoires de plein droit ». Dès lors, explique Malapert, si le préfet reste le principal garant de l'ordre public, avec autorité sur les forces de police et de gendarmerie, il « se voit dépossédé de son principal instrument de domination sur les collectivités : il ne sera plus en charge [que] du contrôle de légalité exercé a posteriori ». En outre, seul le juge administratif a le pouvoir d'annuler une décision des collectivités locales.

Le premier acte de la décentralisation s'accompagne d'une réforme de l'État au niveau local. Un décret du 10 mai 1982 prévoit que son représentant dans le département porte désormais « le titre de *commissaire de la République*. (...) Il est le représentant direct du premier ministre et de chacun des ministres. Il dirige sous leur autorité les services des administrations civiles de l'État ». Pour le gouvernement, le changement de titre ne relève pas que du symbole. Le transfert de compétences aux collectivités doit s'accompagner d'un renforcement de l'État sur le « terrain » : les directions départementales – de l'agriculture et des forêts (DDAF), des affaires sanitaires et sociales (DDASS), de l'équipement (DDE), de la jeunesse et des sports (DDJS)... – se voient placées sous la « direction » d'un commissaire de la République – quand le préfet jusqu'alors, aux termes d'un décret de 1964, se contentait de « coordonner » leurs actions décidées par chaque ministère compétent, depuis Paris.

Dans les années 1980 et 1990, la gauche au pouvoir peine cependant à préciser les contours exacts de ce qu'on appelle dès lors la « déconcentration » et, surtout, à doter celle-ci de moyens à la hauteur de son ambition politique, qu'il s'agisse des ressources en crédits et en effectifs ou des prérogatives accordées au préfet (l'intitulé revient en 1988) pour asseoir sa tutelle sur les autres services territoriaux de l'État. Dans les années 2000, la droite accélère la décentralisation. Son « acte II »

attribue de nouvelles compétences aux collectivités et leur transfère des dizaines de milliers d'agents. Puis les gouvernements de M. Nicolas Sarkozy affaiblissent les administrations déconcentrées en les fusionnant, pour réaliser des économies.

La manie de tout regrouper caractérise la période. Désormais, le préfet de département doit non seulement composer avec l'ascendant du préfet de région (décret du 29 avril 2004, au titre de la régionalisation de l'action de l'État) mais aussi, à la suite des réformes engagées sous le quinquennat de M. François Hollande, avec le poids politique des élus à la tête de métropoles ou de grandes régions (8). L'ancien préfet de Haute-Loire Yves Roussel raconte dans *La préfecture est en feu* (Abatos, 2021) l'incessante hostilité du président d'Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez de 2017 à 2019.

« Comment peut-on être à la fois le représentant neutre de l'État et le serviteur d'un gouvernement ? C'est toute la complexité de notre métier, nous signalait en 2024 M. Christophe Mirmand, alors préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et président de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur (ACPHFMI). *L'administration préfectorale a dû s'adapter aux vagues de déconcentration successives et à la nouvelle organisation territoriale...* » En pratique, le préfet tend surtout à devenir une sorte de « conciliateur », selon l'expression de l'historien François Burdeau (9). Hors son rôle de garant de l'ordre public et son autorité sur les forces de police et de gendarmerie, il ne peut, pour le reste, que recourir au dialogue ou à la contractualisation afin d'influencer des politiques publiques dont l'initiative lui échappe : contrats de ville, de plan État-région (CPER), de développement territorial (CDT), de relance et de transition écologique (CRTE)...

«À la recherche de l'État dans les territoires» : sous ce titre, en 2022, un rapport du Sénat dressait un bilan très critique de ces évolutions. *«Les réformes s'empilent sans tentative d'en dégager de manière objective et documentée des enseignements pour la prochaine étape ni encore moins d'en estimer les conséquences* (10). » Dans un avis portant sur le projet de loi de finances pour 2019, la commission des

(1) Patrick Ferret, « Migrants : les associations de Tours accusent la préfecture de “manquements graves” et de “maltraitance institutionnalisée” à l’encontre des usagers étrangers », 18 avril 2024, <https://france3-regions.franceinfo.fr>

(2) Lire Alexis Spire, « La vie de l'immigré débute au guichet », *Manière de voir*, n° 122, « Où se cachent les pouvoirs ? », avril-mai 2012 ; lire aussi Simon Arambourou, « Les déshumanisateurs », *Le Monde diplomatique*, avril 2024.

(3) «Droits des usagers des services publics : de la médiation aux propositions de réforme», défenseur des droits, Paris, juin 2024.

(4) Jean Moulin, *Premier Combat*, Minuit, Paris, 1947.

(5) Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Gallimard, Paris, 1994.

(6) Lire Fabien Desage et David Guéranger, «Rendez-vous manqué de la gauche et de la politique locale», *Le Monde diplomatique*, janvier 2014.

(7) Cité par Vincent Malapert, « Décentralisation, déconcentration : le renouveau du préfet depuis les lois Defferre », mémoire de master, Sciences Po, Paris, mai 2020, dans ses développements sur les effets de décentralisation sur l'institution préfectorale.

(8) Lire Benoît Bréville, «“Vos régions, on n’en veut pas !”», *Le Monde diplomatique*, juillet 2021.

(9) François Burdeau, *Histoire de l'administration française. Du 18^e au 20^e siècle*, Montchrestien, Paris, 1998.

(10) Agnès Canayer et Éric Kerrouche, « À la recherche de l'État dans les territoires », rapport d'information fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales, Sénat, Paris, 29 septembre 2022.



DES MANIFESTATIONS, DÉCISIONS ARBITRAIRES

toujours la République ?



PEJACES

PEJAC. – « Triptyque », 2016

lois de cette même institution critiquait vertement le plan « Préfecture nouvelle génération » (PPNG) : « 1 300 emplois ont ainsi été supprimés et 700 réaffectés à quatre missions prioritaires : sécurité et ordre public, coordination des politiques publiques, contrôle de la légalité et lutte contre la fraude documentaire. À l'usage, on constate que les besoins techniques et en termes de relations avec les usagers ont été largement sous-évalués, d'où des dysfonctionnements majeurs (11). »

Ils affectent en particulier le contrôle de légalité des dizaines de milliers d'actes adoptés par les collectivités territoriales. « Cette mission contribue à faire de la France un État unitaire. Or elle n'est plus

exercée dans de bonnes conditions, observe le professeur de droit Olivier Renaudie. À cause de moyens en personnel insuffisants – qui conduisent certaines préfectures à tirer au sort les actes à contrôler – et d'un manque d'expertise : le contrôle porte sur des actes complexes, notamment dans le domaine de l'urbanisme et de l'environnement, et les agents des préfectures ne sont pas toujours suffisamment formés. » Tandis qu'en 2012, déjà, un rapport parlementaire décrivait les services préfectoraux comme « une véritable passoire » (12), un préfet à la retraite évoque « les grandes métropoles ou les grandes régions, qui ont désormais à leurs services des cabinets juridiques puissants. En cas de contentieux, les préfectures n'ont plus la capacité de faire face ».

cadres de l'État que la présidente du Rassemblement national (RN) promettait de revenir sur la réforme de la haute fonction publique supprimant l'ENA ainsi que les corps diplomatique et préfectoral (18).

À la sortie de l'Institut national du service public (INSP), qui remplace l'ENA, les élèves intègrent en effet un corps unique, celui des administrateurs de l'État. Tandis que le corps préfectoral est mis en extinction, M. Emmanuel Macron entend nommer dans les préfectures et les arrondissements des administrateurs d'autres fonctions publiques – territoriale et hospitalière –, mais aussi des cadres d'entreprises. « C'est une réforme de management public qui repose sur la croyance que les pratiques de la fonction publique doivent désormais reposer sur la notion de mission, commente Renaudie. La préfectorale ne sera plus qu'une simple étape dans la carrière d'un cadre parmi d'autres fonctions dans le public ou dans le secteur privé. Certains préfets craignent que ne soient nommés à des postes importants de décision des personnes totalement inexpérimentées. La fonction pourrait être alors menacée par un manque de professionnalisme. »

« Je ne vois pas l'utilité de cette réforme, avoue M. Jean-François Carencio, ancien préfet de la région Île-de-France. Il faut faire attention à ne pas nommer des personnes sans expérience préalable, sans carrure, et qui n'auront pas assez d'indépendance d'esprit par rapport au gouvernement ou aux puissantes collectivités locales. Être préfet, cela ne s'improvise pas. Le danger, c'est que le pouvoir choisisse des amis ou des utilitaires. » Pour apaiser ces craintes, l'ACPHMI a négocié des garanties. Un décret du 6 avril 2022 relatif aux emplois de préfet et de sous-préfet prévoit, entre autres, que les deux tiers des emplois soient occupés par des hauts fonctionnaires ayant cinq années d'expérience dans les services territoriaux de l'État. Le même texte précise néanmoins qu'un tiers des préfets et des sous-préfets pourront bien être recrutés en dehors de ces critères.

La culture du résultat doit désormais prévaloir. Le 12 mars 2024, le président de la République convoquait sept cents hauts cadres de la fonction publique à une convention managériale pour leur reprocher leur manque de célérité dans la conduite des politiques publiques. « Bien qu'il ait fait un stage en préfecture durant sa scolarité à l'ENA, M. Macron n'a pas de culture administrative, souligne M. Laurent Bigot, ancien sous-préfet devenu « gilet jaune ». Les préfets et les hauts fonctionnaires en général sont payés pour donner leur point de vue et

éventuellement mettre en garde en amont d'une décision politique. Ensuite, ils exécutent les ordres. M. Macron ne comprend pas cela. Il pense que les préfets lui résistent, et il ne le supporte pas. » « Les préfets avaient jusqu'à présent une logique de corps avec une idée de la défense des intérêts de l'État qui n'étaient pas forcément ceux du gouvernement, rappelle le professeur de droit Serge Slama. Aujourd'hui, on ne leur demande plus d'être fidèles à l'État et au gouvernement, mais d'être fidèles au prince. »

Son collègue Olivier Cahn s'inquiète : « Ne va-t-on pas se retrouver avec un spoil system comme aux États-Unis, où les hauts fonctionnaires sont remplacés à chaque alternance ? » Si, jusqu'à présent, M. Macron continue à puiser surtout dans l'ancien corps les préfets et les sous-préfets, d'ores et déjà quelques nominations symbolisent la diversification du recrutement. En juillet 2020, la directrice commerciale de Suez Salima Saa devient préfète de la Corrèze. En mars 2021, M^{me} Régine Engström, ancienne responsable des partenariats stratégiques chez le promoteur Nexity, prend le poste de préfète de région, en Centre-Val de Loire. En août 2023, M. Thibault Lanxade, ancien vice-président du Mouvement des entreprises de France (Medef), est nommé à Châteauroux, dans l'Indre.

Le rapport sénatorial de 2022 insistait sur la « nécessité impérieuse de préserver les préfets d'une politisation qui nuirait à leur crédit dans leur circonscription et, partant, à l'efficacité de l'action de l'État ». Au cours de son histoire, l'institution préfectorale a conquis une forme d'autonomie relative : son autorité (rationnelle-légale) pouvait contrebalancer la légitimité, locale ou nationale, tirée des élections. Il paraît loin le temps où les préfets avaient vocation à les triquer sur ordre du gouvernement, comme dans *Lucien Leuwen* de Stendhal. Mais, fin 2022, le ministre de l'intérieur a démis M^{me} Marie Lajus de ses fonctions de préfète d'Indre-et-Loire après qu'elle s'était opposée à la création d'une pépinière de start-up en zone protégée que portaient

des élus locaux proches du pouvoir macroniste. Dans la Vienne, de 2022 à 2024, le préfet Jean-Marie Girier – directeur de la première campagne présidentielle de M. Macron – n'a, lui, cessé de contester les décisions de la maire écologiste de Poitiers Léonore Moncond'huy – l'attribution d'une subvention à l'association Alternatiba, l'entrée de la ville au capital d'une coopérative ou encore la nomination d'une directrice générale des services. ...

La nostalgie d'une administration puissante, sur laquelle l'extrême droite tente de capitaliser, n'empêche pas le corps préfectoral – ou ce qu'il en reste – de concourir à l'exercice managérialisé de l'État. Quand bien même il revêt des formes toujours plus autoritaires. Comme l'explique la politiste Vanessa Codaccioni, avec le renforcement du « paradigme antiterroriste » depuis 2015, les préfectures obtiennent « des pouvoirs renforcés et des prérogatives exorbitantes du droit commun », notamment « faire procéder à des visites domiciliaires, décider de périmètres de sécurité ou prendre des arrêtés d'expulsion », faisant advenir « une justice administrative et policière dont l'objectif est de punir par des voies extrajudiciaires » toute forme d'activisme oppositionnel (19).

Voire par des voies extralégales. « Les manifestations propalestiniennes, parce qu'elles sont susceptibles de générer des troubles à l'ordre public, doivent être interdites. » Le 12 octobre 2023, M. Gérald Darmanin adresse dans un télégramme ces mots aux préfets. La plupart d'entre eux obéissent. « Le ministre de l'intérieur leur demandait pourtant de violer le droit, observe Cahn, car la liberté de manifester est consacrée par le Conseil constitutionnel. » Le plus souvent, les tribunaux administratifs (TA) suspendent d'ailleurs les arrêtés d'interdiction. Le 18 octobre, le Conseil d'État saisi par le comité Action Palestine rappelle qu'il appartient aux seuls préfets d'apprécier s'il y a lieu d'interdire une manifestation localement, et qu'aucune manifestation ne peut être interdite du seul fait de son soutien au peuple palestinien. Mais le préfet des Alpes-Maritimes Hugues Moutouh s'acharne à interdire chaque manifestation hebdomadaire en défense de Gaza, quand bien même à chaque fois le TA de Nice le désavoue. Il n'y renoncera que début janvier 2024.

« Conscient de l'illégalité de ses arrêtés »

« CERTAINS préfets font du zèle et se retrouvent en contradiction avec les lois de la République, se désole M. Slama. Le problème c'est qu'ils sont couverts par leur ministre et qu'ils ne risquent aucune sanction. » En mars 2023, M. Laurent Nuñez, préfet de police (20) à Paris, avait pris l'habitude de publier tous les soirs des arrêtés d'interdiction des manifestations spontanées contre l'utilisation du « 49-3 » pour l'adoption de la réforme des retraites. Ces décisions intervenaient la veille du rassemblement ou le jour même alors qu'ils doivent l'être au moins quarante-huit heures avant, pour permettre un recours. « Le préfet neutralisait ainsi l'action du juge, ce qui suggère qu'il était bien conscient de l'illégalité de ses propres arrêtés, constate Henri Bouillon, maître de conférences en droit public. Celui qui était censé faire respecter la loi prenait des libertés avec elle. »

Le 24 septembre dernier, à peine nommé Place Beauvau, M. Bruno Retailleau annonçait sur TF1 la convocation des dix préfets des départements où « il y a le plus de désordre migratoire pour leur demander d'expulser plus et régulariser moins ». Toutefois, comment appliquer cet ordre ? « Les préfets passent leur temps à prendre des arrêtés de reconduite à la frontière, mais, le problème, c'est qu'il faut des accords avec les pays de provenance qui doivent délivrer des laissez-passer consulaires, et beaucoup refusent, remarque un ancien préfet. Donner l'ordre d'expulser, cela n'a pas de sens. C'est de la pure communication. » Afin de complaire au pouvoir politique ou de satisfaire aux impératifs de performance, les préfets devront-ils désormais se positionner systématiquement à la frontière du droit et

passer en force ? La recherche de nouvelles économies a en tout cas amené le premier ministre François Bayrou à proclamer le 8 juillet dernier un renforcement de leurs prérogatives sur ce qu'il reste des services de l'État dans chaque département. À cette occasion, il a aussi annoncé l'extension de leur pouvoir de dérogation aux normes – sociales, environnementales... –, présentées par M. Bayrou comme « stupides ».

PHILIPPE BAQUÉ.

(11) Pierre-Yves Collombat, « Projet de loi de finances pour 2019 : Administration générale et territoriale de l'État », avis n° 153, Sénat, Paris, 22 novembre 2018.

(12) Jacques Mézard, rapport d'information fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation des contrôles de l'État sur les collectivités territoriales, Sénat, Paris, 25 janvier 2012.

(13) « Les effectifs de l'administration territoriale de l'État », Cour des comptes, Paris, 31 mai 2022.

(14) Benoît Floc'h, « La laborieuse féminisation de la préfectorale », *Le Monde*, 4 août 2021.

(15) Nicole Klein, « Un préfet donc un État affaibli » dans *La République et ses régions*, Fondation Res Publica, cahiers imprimés des colloques, n° 145, Paris, 2023.

(16) Lire François Denord et Paul Lagneau-Ymonet, « L'élite de l'extrême droite », *Le Monde diplomatique*, juillet 2024.

(17) Cité par Patrick Roger, « L'opération séduction de Marine Le Pen auprès du corps préfectoral », *Le Monde*, 20 avril 2011.

(18) Lire Simon Arambourou et Grégory Rzepski, « La réforme dévore ses enfants », *Le Monde diplomatique*, décembre 2022.

(19) Vanessa Codaccioni, *Comment les États répriment. Une courte histoire du pouvoir de punir*, Éditions Divergences, Quimperlé, 2025.

(20) La sécurité de l'agglomération parisienne relève d'un préfet, du fait des singularités de la capitale. Il a le titre de préfet de police.

L'imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

ACPM

IMPRIM'VERT

Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 81 %.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l'Ecolabel européen sous le n° FI/37/001.

Eutrophisation : Ptot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0529 D 86051
ISSN : 0026-9395
IMPRIMÉ EN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, notre numéro de téléphone vert : 0 805 050 147.



AFRIQUE		PROCHE - ORIENT	HISTOIRE
PILLAGES. – Maxime de Lisle et Renan Coquin <i>Delcourt, Paris, 2024, 120 pages, 18,50 euros.</i> Le récit s’ouvre sur une scène de corruption. Dans un pays du golfe de Guinée, le responsable en charge de l’attribution des licences de pêche sermonne le représentant des chalutiers chinois. « <i>Vos chaluts ne sont pas sélectifs. Ils ratissent tout sur leur passage. Des espèces protégées, des poissons juvéniles qui n’ont pu encore se reproduire. Vous ne faites le tri qu’une fois sur le pont, ne gardant que les espèces de valeur… Les autres… vous les rejetez directement à la mer. Des milliers de poissons… morts pour rien.</i> » Mais comme chaque année, il reconduit les autorisations, en échange d’une enveloppe de billets. Pédagogique et percutant, ce roman graphique suit les péripéties d’un navire chasseur de chalutiers illégaux. « <i>Les rapports de forces sont terriblement asymétriques entre le mastodonte européen de 450 millions d’habitants et les États du golfe de Guinée</i> », souligne le scénariste, ex-capitaine d’un bateau de l’organisation non gouvernementale (ONG) Sea Shepherd. Quelque 17000 chalutiers européens et chinois raclent les mers africaines, à destination des consommateurs occidentaux. Laisant des miettes aux pêcheurs locaux. DAVID GARCIA OPÉRATION BANGUI. Promesses vaccinales en Afrique post-coloniale. – Pierre-Marie David <i>Lux, Montréal, 2025, 176 pages, 16 euros.</i> C’est une histoire méconnue, où se retrouvent deux fléaux du ^{xx}e siècle qui perdurent en 2025, le sida et la Françafrique, que le sociologue Pierre-Marie David met en lumière dans ce petit ouvrage de la collection « Dossiers noirs » (pilotée par l’association Survie). Lancée à la fin des années 1980 par des scientifiques de l’Institut Pasteur en Centrafrique, là où la pandémie fait des ravages et où la France fait et défait les présidents, l’« opération Bangui » consiste à prélever – dans le plus grand secret et sans leur consentement – le sang de militaires centrafricains et de prostituées afin de définir les taux d’infection et de caractériser le virus. Cette recherche doit alors préparer le terrain à un essai clinique susceptible de déboucher rapidement sur un vaccin. Les cobayes africains contribuent à ce qui devait bénéficier principalement, en fine, aux populations du Nord et à l’industrie pharmaceutique. Ce projet d’<i>extractivisme biomédical</i> n’a abouti à aucun résultat. Mais il a probablement nourri la méfiance vis-à-vis des traitements, parfois expérimentés sur le continent africain hors de tout cadre éthique. RÉMI CARAYOL		LA DÉCOMPOSITION DU MOYEN-ORIENT. Trois ruptures qui ont fait basculer l’histoire. – Adel Bakawan <i>Tallandier, Paris, 2025, 320 pages, 21,90 euros.</i> Une terre de frontières artificielles, de corruption, de peuples qui se déchirent. Depuis le début du ^{xxi}e siècle, le Proche-Orient semble condamné à être le théâtre de conflits incessants. Mais encore faut-il interroger les événements qui ont mené à ce chaos. Le sociologue franco-irakien Adel Bakawan en retient trois. Après le 11 septembre 2001, la « guerre contre le terrorisme » décidée par Washington devient une priorité pour l’Occident. L’Afghanistan est envahi, l’Irak ravagé. Les régimes autoritaires tombent, mais, dans le vide ainsi créé, prolifèrent milices armées et groupes djihadistes. Le Machrek s’enlise dans un cycle durable de violences. Dix ans plus tard, lors d’une vague de soulèvements populaires, les peuples revendiquent la démocratie. En vain. Les forces contre-révolutionnaires s’organisent, comme en Égypte, et la guerre civile s’impose en Syrie et au Yémen. Puis survient le 7 octobre 2023. L’attaque du Hamas en Israël aggrave les fractures régionales. Tel-Aviv n’a jamais été aussi puissant, tandis que l’« axe de la résistance », formé à l’initiative de l’Iran, est sérieusement amoindri. ÉLISE DE VILLERS GRAND CHAMPS	ACTUELLES IV. – Albert Camus <i>Gallimard, Paris, 2024, 504 pages, 25 euros.</i> Il y a bien quelque chose d’actuel dans ces textes qu’Albert Camus prévoyait de publier juste avant que sa mort, en 1960, ne retarde le projet de plusieurs décennies. Non pas le style solennel, qui a vieilli, avec ses grandes catégories – le « peuple », les « intellectuels » –, et ses admonestations. Mais plutôt le désir assez convenu de Camus de se placer entre (ou au-dessus de) deux pôles « extrêmes », en l’espèce les États gouvernés par un parti communiste et les dictatures fascistes. Nombre de textes datant des années 1950, Camus revient sur l’écrasement par l’armée soviétique du soulèvement des ouvriers est-allemands en 1953, puis sur celui du « printemps hongrois », en 1956, qu’il qualifie abusivement de « <i>génocide</i> ». Mais il pourfend symétriquement la répression franquiste en Espagne et celle d’une junte militaire pro-occidentale en Grèce. En mars 1958, c’est-à-dire deux ans après l’expédition néocoloniale franco-anglo-israélienne de Suez, il salue « <i>l’exemplaire Israël qu’on veut détruire sous l’alibi de l’anti-colonialisme</i> ». Et Camus refusa, on le sait, de s’engager pour l’indépendance de l’Algérie. Peut-être aussi parce que, à ses yeux, l’Occident était « <i>le levain du monde</i> ». SERGE HALIMI LE CRÉPUSCULE DES SAINTS. Histoire et politique du salafisme en Égypte. – Stéphane Lacroix <i>CNRS Éditions, Paris, 2024, 424 pages, 26 euros.</i> À partir d’un travail de terrain ethnographique essentiellement mené auprès des milieux salafistes, ainsi que du traitement de sources écrites et orales, le politiste Stéphane Lacroix retrace une « <i>socio-histoire du salafisme égyptien s’étendant sur le temps long</i> ». Il montre comment le salafisme, caractérisé par la « <i>quête de la pureté religieuse</i> (...) <i>dans le but de redéfinir les contours de la norme islamique</i> » et par des pratiques se revendiquant de la tradition prophétique, s’est imposé sur le plan de la doctrine religieuse et institutionnalisé comme un mouvement social influent, y compris en politique. Les courants salafistes se structurent, notamment dans les universités au Caire et à Alexandrie, et déploient leur influence via différents canaux (mosquées, édition, chaînes satellitaires, financements transnationaux en provenance du Golfe). Les mêmes courants entretiennent des rapports ambigus, parfois tendus, avec le pouvoir militaire, qui s’appuie sur eux pour contrer la Société des Frères musulmans, au miroir desquels, rivaux et modèles, le mouvement salafiste évolue. NICOLAS APPELT N’OUBLIE PAS NOTRE ARMÉNIE. – Yahia Belaskri <i>Zulma, Paris, 2025, 192 pages, 18,50 euros.</i> Au milieu des horreurs qui nous entourent, est-il encore possible de croire en l’humanité ? C’est ce à quoi s’efforce Yahia Belaskri, qui a quitté son Algérie natale juste avant qu’elle ne sombre dans la guerre civile des années 1990 – un thème qui revient fréquemment dans son œuvre. Après <i>Le Silence des dieux</i> (Zulma, 2021), il évoque un autre espace-temps, celui de l’Asie occidentale de 1909 (Turquie, Syrie, Iran, Turkménistan, Ouzbékistan), vaste territoire multireligieux que traverse un couple de jeunes Arméniens d’Adana (Turquie) fuyant le massacre des leurs. Porté par une écriture d’une extraordinaire poésie, il réussit la prouesse de décrire les prémices du génocide arménien dans leur plus terrible cruauté, tout en offrant au lecteur la possibilité de ne pas renoncer à l’idéal d’un partage fraternel du monde. Alep, Tabriz, Manbij, Samarcande, autant de villes dont Yahia Belaskri nous rappelle qu’elles furent des carrefours de l’humanité. PIERRE DAUM
AMÉRIQUES DICTIONNAIRE POLITIQUE DE L’AMÉRIQUE LATINE. – Hélène Combes, Marie-Laure Geoffray, Camille Goirand et Marie-Hélène Sa Vilas Boas (sous la dir. de) <i>Éditions de l’IHEAL, Aubervilliers, 2024, 632 pages, 25 euros.</i> Autochtonie, extractivisme, féminicide, guérilla, indigénisme, narcotrafic, populisme... De nombreuses notions venues d’Amérique latine ou qui lui sont associées circulent aujourd’hui dans le champ des publications universitaires ou militantes internationales. Elles rendent compte des dynamiques à l’œuvre dans les sociétés de cette partie du monde où décrivent, recontextualisées, réinterprétées, des phénomènes politiques, sociaux ou économiques identifiés ailleurs. À destination d’un public d’étudiants, d’enseignants et de chercheurs, ce dictionnaire propose près de quatre-vingts entrées, très riches analyses accompagnées chacune d’une bibliographie sélective : d’« afrodescendance » à « État-nation et État plurinational », de « Buen Vivir » à « racialisation et ethnicisation »... Et se fixe un objectif : « <i>Donner à voir certains débats latino-américains tout en les rendant intelligibles pour des publics français et francophones dont l’espace de références théoriques et conceptuelles s’avère parfois éloigné.</i> » CHRISTOPHE VENTURA			

EUROPE		POÉSIE
VLADIMIR POUTINE ET LA RUSSIE. Biographie politique d’un monarque au ^{xxi}e siècle. – Jean-Robert Raviot <i>Frémeaux et associés, Vincennes, 2025, 160 pages, 20 euros.</i> Professeur à l’université Paris Nanterre, Jean-Robert Raviot livre une biographie courte et équilibrée du président russe, mêlant trajectoire personnelle, contexte politique et évolution idéologique. Des services de renseignement à Dresde, en Allemagne de l’Est, comme petit fonctionnaire, jusqu’aux ors du Kremlin, il connaît une lente mais opiniâtre ascension, tout en restant fidèle à ses amitiés de jeunesse. Après les « années Eltsine », il raférmit l’image du pays à l’extérieur. En dehors du nationalisme, d’une conception plébiscitaire de la démocratie (dite « souveraine ») et du retour de la Russie sur la scène internationale, les mandats de M. Vladimir Poutine sont marqués par un exercice du pouvoir de plus en plus vertical, s’appuyant sur une version renouvelée de la politique des cadres soviétique. Autre héritage du « poutinisme » dont la pérennité semble assurée : une vision désenchantée, voire amère, de l’Occident et de ses valeurs que le chef du Kremlin a acquies puis développée au cours de ses presque trois décennies au pouvoir. EUGÈNE BERG		FEMMES QUI BRÛLENT Elle surviva dans la précarité, avant de mourir, apatride et seule, à Jérusalem, laissant derrière elle une œuvre qui la fit reconnaître comme l’une des plus grandes poétesses de son époque. Anne Sexton (1928-1974) a traversé les combats de son siècle aux États-Unis, contre la guerre, les discriminations et pour les droits des femmes (2). La fougue et la puissance de son écriture s’expriment dans une poésie où sa douleur de vivre et ses questionnements viennent troubler voire bouleverser ses lecteurs. Elle explore crûment la sexualité et manifeste la fantaisie et la violence de son désir, allant à l’encontre de tout ce qui prétendait assigner les femmes au silence et à la soumission. Prières, incantations, psaumes, chez elle le poème se tient autant dans le rythme et la forme que dans le sens, il se compose et se décompose, entre ombre et lumière. Ses vers ou sa prose deviennent des braises révé-

LITTÉRATURES

L’éclat des misérables

Boxcar Bertha. Sœur de la route de Ben Reitman

Traduit de l’anglais (États-Unis) par Philippe Mortimer; préface de Solomon Bovshover; Nada, Montreuil, 2024, 320 pages, 20 euros.

MALGRÉ l’adaptation cinématographique de *Boxcar Bertha* par Martin Scorsese en 1972, Ben Reitman (1879-1942) est une figure quasi oubliée des lettres américaines. *Hobo* (vagabond) dans sa prime jeunesse, il va suivre des études de médecine et choisir de soigner les plus pauvres. Il rencontre en 1907 la militante anarchiste Emma Goldman (1869-1940), qui devient sa compagne ; tous deux vont tenir des meetings et œuvrer à travers les États-Unis – avant de se séparer, en 1917. Dans les années 1920, il se fait sociologue et publie une étude consacrée aux proxénètes, avant d’en envisager une autre au sujet des « *sœurs de la route* ». Sur les conseils de son éditeur, le texte devient l’autobiographie de la prétendue Bertha, surnommée « Boxcar » (wagon). Il paraît en 1937. Sa valeur documentaire a durablement convaincu ses lecteurs qu’il s’agissait d’un témoignage authentique.

Bertha n’existe pas : elle est composée des milliers de voix et de visages que Reitman a auscultés au cours de sa vie. Et elle nous prête à son tour ses yeux et ses oreilles pour découvrir une fantastique galerie de personnages. Années 1930, la Grande Dépression. Au fil de ses déambulations, Bertha rencontre ceux qui sont les damnés de la route et du rail, de l’Arkansas à Chicago ou New York. Les femmes, d’abord : sœurs de la route, prostituées, droguées, voleuses ou « cravateuses », mères seules élevant leurs enfants dans des communautés de marginaux, tantôt libres, tantôt asservies à d’immondes profiteurs, elles prennent vie en quelques paragraphes, et disparaissent bientôt : à peine le temps de raconter leur vie, dans un mélange de joie et de tristesse, et le vent, la police ou l’amour les emportent ailleurs. L’auto-biographie prend des airs de roman picaresque.

Les hommes, aussi : vagabonds ou employés des chemins de fer, policiers ou maquereaux, mais aussi activistes et intellectuels de la cause révolutionnaire, comme le père de Bertha et ses amis, « *qui pensaient pouvoir écrire des livres proposant des remèdes à tous les maux de la planète. Ils ne se laissaient distraire par rien ni personne* ». Bertha n’évolue pas parmi un prolétariat conscient de lui-même et engagé : la politique n’est la plupart du temps présente qu’au loin, « *dans les brochures et les portraits de Karl Marx et de Lénine, de Jack London et de James Eads How* » d’un athénée *hobo*. Parfois surgissent des militants, orateurs ou prophètes, mais, tout à leur mission, ils demeurent inaccessibles. En deçà des idéologies, Bertha ne ferme les yeux ni sur les vices des pauvres et des marginaux ni sur leurs bassesses, ni sur leur bêtise et leurs faiblesses. Mais elle n’en ignore pas non plus les grandeurs et la générosité. Reitman excelle à exprimer, dans un lyrisme contenu mais puissant, le poids de la solitude qui accompagne la misère et l’errance, ainsi que l’éclat lumineux de l’amour, dans lequel il voit une force qui manque aux théoriciens et aux révolutionnaires.

La route, sinieuse et éprouvante, mène à un éveil. Quelque part entre le socialisme à la London et la révolte individualiste de la Beat Generation, *Boxcar Bertha* trace une voie que l’on se réjouit de redécouvrir dans cette nouvelle édition, magnifique, accompagnée d’illustrations et de photographies.

BAPTISTE DERICQUEBOURG.

MARINA DA SILVA.

(1)Else Lasker-Schüler, *Les Poésies d’amour*, bilingue, Circé, Belval, 2025, 168 pages, 13,50 euros.

(2)Anne Sexton, *Folie, fureur et ferveur: Œuvres poétiques (1972-1975)*, éditions Des femmes -Antoinette Fouque, 2025, 272 pages, 22 euros.



DU MONDE

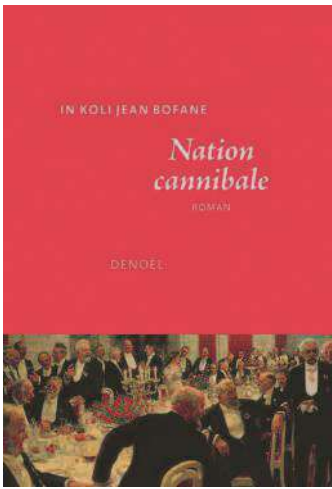
Rayonnement du chaos

Nation cannibale d’In Koli Jean Bofane

Denoël, Paris, 2025, 352 pages, 22 euros.

DEUX pays en miroir. On n’est pas certain, au terme du roman, de savoir auquel des deux s’attache son titre : Haïti, « une contrée où Dieu lui-même était forcé de revoir sa copie et de tâter de l’animisme », ou la République démocratique du Congo, « où s’est développée et affînée au maximum la doctrine anthropophagique existant dans cette zone du libre-échange » ? Mais il est probable qu’il vaut pour les deux États, unis par un passé commun – celui des Noirs du royaume du Kongo, razzîés autrefois, dont les descendants participèrent à l’insurrection victorieuse contre le système esclavagiste dans l’île de Saint-Domingue, possession française – et par un présent également dévastateur.

C’est au travers des pérégrinations des personnages que l’affaire se précise, de la façon remarquablement savoureuse propre à In Koli Jean Bofane, kino-congolais exilé en Belgique. On rencontre d’abord l’écrivain congolais Faust Losikiya, prosateur médiocre, qui débarque à Haïti, fuyant sa dernière halte, la France, et une accusation de viol. Il espère s’y faire oublier en même temps qu’y puiser l’inspiration pour son nouveau roman, qui doit travailler le lien historique entre son pays et la nation caribéenne. Il n’est pas sûr d’y arriver, en dépit de l’assurance qu’il affiche, « dans le dèni total de la réalité de sa condition actuelle d’un auteur en cavale, improductif de surcroît ». S’il est assez indifférent au chaos qui gangrène Haïti, ce n’est pas le cas de son ami Jean-Euphèle, écrivain et journaliste, qui enquête sur les mystères de la distribution d’eau potable. Faust croise, et tente de séduire, Siamène Delore, une climatologue, surprise par les curieux résultats de sa



recherche sur la pluviométrie locale – Siamène et Jean-Euphèle sont comme des baromètres de l’état du pays. En une sorte d’écho surgissent les personnages qui vont peupler la partie congolaise du récit. Tout d’abord, l’extraordinaire ex-adjutant Molili, qui en est à ses 140 ans, et dont l’histoire personnelle est un vertigineux résumé de l’histoire du Congo colonial. Expert dans la « profession ancienne de coupeur de pluie », il met ses compétences au service d’un risible président déchu, lequel tente de reconquérir le pouvoir en activant les réseaux sociaux. Molili a un petit-fils, un grand sculpteur, Freddy Tsimba ; il lui a demandé l’ornement de son futur tombeau. À la recherche de douilles, son matériau de travail, Freddy s’enfonce dans le Kivu livré aux pillleurs des richesses de son sous-sol. Et tombe entre les mains de la soldatesque ougandaise, pour une odyssée sanglante, marquée par ses rencontres avec la formidable figure d’une déesse de la mort, inquiétante et désirable. Roman « hénaurme », secouant, réjouissant, de la « zombification » d’un prédateur blanc à Haïti aux dangereux jeux climatiques où se croisent la « technologie ancestrale des algorithmes animistes qu’il fallait juste réciter » et les manipulations modernes de l’intelligence artificielle, au service de l’impérialisme américain... Colère, humour, farce, Bofane conte une réalité violente dont le tragique ne pourra jamais être dépassé par celui de la fiction, mais il la décline en étonnante épopée-équipée, à l’instar de la très longue « Nuit noire » qu’il fait s’abattre sur Haïti et pendant laquelle les poètes (non fictifs) se réunissent pour lire leurs pairs...

BERNARD DAGUERRE.

CINÉMA

Prendre sa liberté

IL y a parfois des conjonctions discrètes mais significatives. Sont sortis en juin-juillet sur les écrans français trois films norvégiens : *Loveable*, de Lilja Ingolfsdottir, *Sous hypnose*, d’Ernst de Geer, et *Rêves*, de Dag Johan Haugerud, qui vibrent d’une même inquiétude morale, d’un même regard critique sur les normes qu’impose la société à l’individu, et content des trajectoires de femmes ni idéalisées ni sacrifiées (1).

Julie (en 12 chapitres), du Norvégien Joachim Trier, développait déjà en 2021 certains motifs : pluralité des récits, trouble face à une liberté sans bornes, mais aussi Oslo, qui, avec ses interminables journées d’été, fournit un horizon plastique et métaphysique au foisonnement des possibles (2). Julie fuyait les déterminismes tout en peinant à habiter ses propres choix ; Maria (*Loveable*), Vera (*Sous hypnose*) et Johanne (*Rêves*) avancent, chacune à sa manière, dans un monde où la possibilité conquise par les femmes de vivre comme elles l’entendent produit moins de soulagement que de vertige.

C’est ce vertige qu’explorent ces films. *Rêves* est raconté par la voix d’une adolescente, Johanne, dont l’émoi amoureux pour sa professeure devient matière littéraire. Le manuscrit, lu par la grand-mère (poétesse frustrée) puis par la mère, déclenche chez les aînées un entrelacs d’émotions : inquiétude, plaisir du voyeurisme, mais aussi jalousie face à la jeunesse et à la puissance de l’imagination. Le texte dérange, comme s’il cristallisait les failles de transmission entre générations.

Sous hypnose prend le détour de la comédie grinçante à la Ruben Östlund (*The Square, Triangle of Sadness*) – mais sans son cynisme. La séance d’hypnose à laquelle Vera, jeune entrepreneuse, recourt pour arrêter de fumer aura un effet secondaire imprévu : une désinhibition radicale. Elle devient alors un corps étranger dans le monde des start-up, où l’on prétend valoriser la spontanéité alors que tout y est codifié. *Loveable*, enfin, accompagne le lent démantèlement d’un idéal conjugal : Maria découvre que ce n’est pas un homme qui l’enferme, mais l’image de l’impossible amour fusionnel. Se désinent ainsi des héroïnes lucides, parfois brutales, qui ne cherchent plus à plaire mais à se comprendre, quitte à faire l’expérience d’une forme sans fard de responsabilité.

Ce qui relie ces films, c’est la volonté de sonder, par la fiction, les limites du tissu social. La parole, le corps, les affects y écartent les mailles qui relient les êtres en société. Tous trois sont signés par de jeunes cinéastes –

ou du moins jeunes au cinéma : De Geer et Ingolfsdottir réalisent leur premier long-métrage, tandis que Haugerud, bibliothécaire devenu cinéaste à près de 50 ans, a été propulsé sur le devant de la scène par *Rêves*, Ours d’or à la dernière Berlinale, premier volet de la *Trilogie d’Oslo*, dont les deux autres titres, *Amour* et *Désir*, sont sortis en salles les 9 et 16 juillet.

Pourquoi cette floraison vient-elle du Nord ? Peut-être parce que les sociétés scandinaves, à la pointe de l’égalité entre hommes et femmes, rendent plus visibles des contradictions qu’elles n’ont pas encore résolues. Comme chez Henrik Ibsen, dont l’ombre plane discrètement sur ces récits, les personnages doivent désormais s’émanciper non plus des contraintes

LIVRE ILLUSTRÉ

Magnificence et petites mains

À LA fois titre du catalogue et d’une exposition au Musée du quai Branly-Jacques-Chirac, *Au fil de l’or* met en scène le travail de la styliste de haute couture Guo Pei (1), qui a créé l’un des premiers ateliers de mode sur mesure à Pékin. Une douzaine de robes exceptionnelles alliant la soie, les pierres précieuses, et surtout l’or dans toutes ses teintes et textures, sont ainsi mises en valeur, œuvres d’art faites à la main, fascinantes. Certaines ont requis le labeur de quinze personnes durant cinq années, huit pour vingt mille heures de travail... des chiffres impressionnants, même pour un atelier qui compte quelque cent artisans et trois cents petites mains. Inspirées non seulement des broderies traditionnelles chinoises mais de bijoux patrimoniaux de toutes les régions du monde, ces robes sculptures aux formes à la fois anciennes et contemporaines révèlent des alliages d’une beauté magnétique. Elles viennent dialoguer avec d’autres tissus et vêtements, tout aussi éblouissants, du Maghreb à l’Orient, de l’Asie à l’Afrique : chasubles, sarongs, coiffes, kimonos, l’or est travaillé depuis le V^e millénaire avant notre ère pour afficher la puissance. Trente-quatre spécialistes

extérieures, mais de leurs propres illusions. Le cinéma norvégien contemporain, tel qu’il se donne ici à voir, est une tentative de faire exister, dans l’espace du récit, une conscience en travail. On y parle, on y doute, on y écrit – chaque film comme un chapitre possible dans un roman sans plan préétabli.

LOUISE DUMAS.

(1) *Loveable*, de Lilja Ingolfsdottir, sortie le 18 juin, 1 h 41. La sortie du DVD est prévue pour le 21 octobre. *Sous hypnose*, d’Ernst de Geer, sortie le 25 juin, 1 h 40. *Dreams (Rêves)*, de Dag Johan Haugerud, sortie le 2 juillet, 1 h 50, en DVD à partir du 18 novembre.

(2) *Julie (en 12 chapitres)*, de Joachim Trier, 2 h 07, DVD ou Blu-ray, 20 euros, Memento Distribution.



éclairent sociologiquement et anthropologiquement ce que représentent ces ouvrages saisissants.

M. DA S.

(1) Hana Al Banna-Chidiac et Magali An Berthon, avec la collaboration de Guo Pei, *Au fil de l’or. L’art de se vêtir de l’Orient au Soleil-Levant*, Skira/Musée du quai Branly-Jacques-Chirac, Paris, 2025, 256 pages, 47 euros.

BIOGRAPHIES

L’ABBÉ GRÉGOIRE. Une « tête de fer » en Révolution. – Françoise Hildesheimer

Nouveau Monde, Paris, 418 pages, 2025, 11,50 euros.

C’est la biographie d’un « homme de conviction, un idéologue que l’obstination définit bien davantage que la souplesse ». L’abbé Grégoire (1750-1831) fut l’un des curés les plus engagés dans le combat pour l’égalité et la souveraineté du peuple : il y voyait « une solution aux maux de la société (...) compatible avec l’Évangile », à laquelle il était « de son devoir de prêtre de concourir. » Ardent partisan de la Constitution civile du clergé, il voulut toute sa vie réaliser ses idéaux de fraternité universelle par l’union de ce que l’époque était en train de séparer : la République et la religion. Parmi ses grandes batailles, celle pour l’intégration des Juifs, et une lutte passionnée en faveur de l’abolition de l’esclavage qui le rapproche de la Montagne, dont il partage les convictions malgré son opposition à la déchristianisation. L’auteure discute sa réputation de récidive, et aborde aussi bien ses rapports avec Napoléon que sa misogynie. Un homme singulier, qui nageait tout autant dans le sens de l’histoire qu’à contre-courant, ce qui invite assurément à la réflexion.

BAPTISTE DERICQUEBOURG

JUSQU’AU BOUT DE LA NUIT. Les vies de Jacques Benoist-Méchin 1901-1983. – Éric Roussel

Perrin, Paris, 2025, 404 pages, 24,90 euros.

Ministre de Vichy, Jacques Benoist-Méchin fut un ultra de la collaboration. Auteur d’une *Histoire de l’armée allemande* publiée avant la guerre, il milite pour une alliance militaire entre la France occupée et ses occupants. En 1941, il est envoyé en Syrie, alors sous mandat français, superviser la défense des troupes vichystes contre les Britanniques, les Australiens et les gaullistes... Benoist-Méchin haïssait la démocratie et considérait Britanniques et Américains comme le véritable ennemi. Condamné à mort à la Libération, il est gracié puis libéré en 1954. Il entame alors une nouvelle vie d’écrivain et de biographe, parvenant à faire quelque peu oublier son passé – ce que d’aucuns attribuent à son talent. Fasciné par le monde arabe, l’homme fut proche de nombre de ses dirigeants dans les années 1960 et 1970. La plume alerte du journaliste Éric Roussel rend captivante cette biographie d’un personnage aussi antipathique qu’énigmatique, peut-être bien la seule personne à avoir rencontré Marcel Proust, Randolph Hearst (« Citizen Kane »), Adolf Hitler et Mouammar Kadhafi.

CÉDRIC GOUVERNEUR

ÉCOLOGIE

LA NATURE EN RÉVOLUTION. Une histoire environnementale de la France, 1780-1870 (vol. 1). – Jean-Baptiste Fressoz, François Jarrige, Thomas Le Roux, Corinne Marache et Julien Vincent

La Découverte, Paris, 2025, 320 pages, 24 euros.

La situation climatique contemporaine résulte d’une crise environnementale produite, dès le XIX^e siècle, par le développement de grandes mutations matérielles et culturelles, affirmant les universitaires auteurs de cet ouvrage de recherche historique. Ils étayent leur propos en rassemblant quantité de matériaux intéressant le commerce national et international et ce qui en procède comme dépendances, les mesures de biomasse, les techniques d’agriculture, les approches conceptuelles de la nature, les systèmes de gouvernement, les regards portés sur les paysages, les processus d’industrialisation, ou encore les rapports d’hostilité, d’indifférence ou de dissimulation vis-à-vis des pollutions justifiées par une certaine idée du progrès. Pour autant, à la différence de son voisin britannique, moins peuplé mais émetteur d’une quantité cinq fois supérieure d’oxyde de carbone, la France aura conservé, au cours du long XIX^e siècle et pour plusieurs décennies encore, un contact étroit avec la terre et le maintien de la biomasse.

GILLES LUCAS

ÉCONOMIE

LES CAPITALISMES CONTEMPORAINS. – Dominique Plihon

La Découverte, Paris, 2025, 128 pages, 11 euros.

Sous influence de la globalisation financière et d’évolutions technologiques récentes, maints indicateurs signalent l’émergence d’un capitalisme hétérogène et fractionné. La prééminence de la rentabilité comme l’interconnexion des marchés financiers favorisent le capitalisme actionnarial. S’appuyant sur une architecture spécifique de traitement des données, les technologies numériques permettent l’exploitation cumulative de rentes monopolistiques par les avatars, comme Amazon ou Meta, du capitalisme de plate-forme. Dans un contexte de crises à répétition, l’auteur, professeur émérite d’économie à Sorbonne Paris Nord, analyse les mutations du capitalisme contemporain à l’aune des bouleversements socio-économiques qu’elles induisent : remise en cause du salariat, discriminations numériques, restriction des libertés individuelles et dérivées autoritaires de gouvernements démocratiques. Dominique Plihon plaide pour une alternative au néolibéralisme, susceptible d’infléchir les logiques financières et technologiques pour réconcilier progrès économique, cohésion sociétale et protection de l’environnement.

DOMINIQUE DESBOIS

SCIENCES

PASTEUR ET LES ANTIVAX. – Jean-Luc Chappey

Agone, Marseille, 2025, 336 pages, 20 euros.

L’histoire des vaccins fut aussi, dès l’origine, celle des « antivax ». L’historien des sciences Jean-Luc Chappey interroge, par l’étude des propos de ses opposants, les combats et enjeux politiques suscités par l’œuvre de Louis Pasteur (1822-1895), chimiste et physicien, à qui vont être reprochées l’obligation vaccinale (1880), la vivisection des animaux dans ses laboratoires, l’opacité de ses recherches. Il sera décrié par des médecins, dont Hubert Boëns de la Ligue universelle des antivaccinateurs, ou des féministes, dont Louise Michel et Maria Deraismes. On reprochera aux pasteuriens leur rôle dans la légitimation du colonialisme. Le savant va être traité de charlatan, de meurtrier, d’opportuniste, d’affairiste. Soutenu par Napoléon III, puis par la jeune République, à laquelle les polémiques seront associées, il est un des premiers à travailler avec l’industrie et la paysannerie, et à financer son institut de recherche par un partenariat public-privé. Entrepreneur, il sera accusé de s’enrichir. Face aux succès de ses vaccins contre la rage et de ceux de ses disciples (la diphtérie et la peste), il finit par être considéré comme un bienfaiteur de l’humanité.

HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD

QU’EST-CE QUE ÇA FAIT D’ÊTRE UNE CHAUVÉ-SOURIS ? Et autres questions sur la subjectivité dans la nature. – Thomas Nagel

Agone, Marseille, 2025, 96 pages, 12 euros.

Nombreuses sont les narrations philosophiques et anthropologiques qui évoquent la vie subjective du monde naturel par le truchement de cosmologies animistes, importées de façon quelque peu orientaliste des Amériques et d’Asie centrale (Amazonie, Alaska, Mongolie, etc.). Or, sur le plan épistémologique, ces propositions aboutissent à refonder la notion de « nature » en passant outre les acquis de la science. Dans cet essai, reprenant un article publié en 1974 qui ouvrit de vastes débats, notamment sur la question de la conscience animale, le philosophe américain Thomas Nagel affirme que ces expériences de pensée (comment saisir l’écholocalisation ?) doivent être appréhendées depuis la science, et non contre elle, mais en dépassant l’enfermement dans le paradigme anthropomorphique. Nagel propose d’élargir le champ en avançant l’hypothèse, métaphysique, du « panpsychisme » : une conception selon laquelle « les constituants physiques fondamentaux de l’univers, qu’ils fassent ou non partie d’organismes vivants, ont des propriétés mentales ».

FARIS LOUNIS



MUSIQUE

MAP OF A BLUE CITY. – Marc Ribot
New West, Athens (États-Unis), 2025,
CD 17 euros, vinyle 39 euros,
numérique 10 euros.

Le guitariste new-yorkais Marc Ribot (John Zorn, Elvis Costello, Tom Waits) aura attendu d'être septuagénaire pour assumer sa voix sur la totalité d'un album, *Map of a Blue City*. Son timbre y est aussi délicat que ses intonations sont cafardesues : le monde brûle. *When the World's on Fire* est une chanson folk apocalypytique popularisée en 1930 par The Carter Family, d'une actualité pétifiante, que Ribot reprend avec des paroles modifiées «*pour ne pas effrayer les agnostiques*». Inscrite depuis longtemps au répertoire de ses concerts, elle constitue l'acmé du disque, sur lequel elle côtoie des compositions originales alternant *americana* (*Say My Name*), blues (*Sometime Jailhouse Blues*, adaptation d'un poème d'Allen Ginsberg), bossa-nova (*Daddy's Trip to Brazil*), voire *noise music* (*Optimism of the Spirit*). Certaines, écrites depuis une trentaine d'années, et parfois enregistrées sous forme de maquette, sont tantôt laissées nues, tantôt vêtues de cordes chambristes ou saturées d'électricité. Et sonnent comme le portrait au long cours de Marc Ribot, interprète magistral et auteur clairvoyant, dont la poésie frémit à la lueur de son désabusement.

ÉRIC DELHAYE

SPORTS

SOCIOLOGIE POLITIQUE DU SPORT.
Une vision totalitaire du monde. – Jean-Marie Brohm

QS? Éditions, Albin, 2025, 422 pages, 25 euros.

Publié pour la première fois en 1976, réédité en 1992, cet ouvrage a été conçu, selon son auteur, «*en associant le marxisme dialectique, le freudo-marxisme, la sociologie, la philosophie, l'histoire*», afin de présenter d'un point de vue critique les principales caractéristiques du système sportif, ainsi que les nombreuses illusions et mystifications idéologiques des discours qui s'y rapportent. Distinguant l'*«institution de la compétition physique réglée»* de la simple activité physique, il s'attache à décrire l'avènement du sport moderne en Angleterre puis sa mondialisation, avant d'analyser son inscription dans le mode de production capitaliste et sa logique de concurrence. Dans un second temps, il présente les fonctions sociopolitiques du sport de compétition. C'est en effet l'usage de ce champ spectaculaire qui fait du sport le «*substitut profane des anciennes religions à vocation universelle*», tandis que les propagateurs d'une vision sportive du monde occultent les «*contradictions du réel*» que la théorie critique de ce champ développée ici veut au contraire mettre au jour.

CHARLES JACQUIER

SOCIÉTÉ

LE PÉRIL BOLLORÉ. – Marie Bénilde.

La Dispute, Paris, 2025, 112 pages, 13 euros.

Depuis la reprise de l'entreprise familiale jusqu'à la fondation d'un empire médiatique : voici le parcours d'un héritier riche de son capital relationnel, qui a su «*faire du fric sur la Françafrique*» et qui, aujourd'hui, «*contribue à façonner le débat public français*». Après avoir échoué à racher TFI, M. Vincent Bolloré a rejoint le cercle restreint des magnats des médias en prenant le contrôle de Vivendi (groupe Canal Plus), avec lequel il s'offrira les groupes Prisma (*Capital*, *Voici...*) et Lagardère (*Le Journal du dimanche*, Europe 1...). Médias, édition (Hachette), communication (Havas) et sondages (CSA) sont autant de leviers pour son «*combat civilisationnel*». Mais si les agissements réactionnaires des figures de proue de la «*bollosphère*» (Cyril Hanouna, Jean-Marc Morandini, Pascal Praud ou Éric Zemmour) suscitent régulièrement l'indignation, Marie Bénilde souligne un double enjeu. D'une part, ne pas exonérer les autres médias de leur responsabilité dans la normalisation de l'extrême droite. D'autre part, construire un rapport de forces pour «*refaire des médias une question politique*» : un appel aux «*organisations politiques progressistes*» et aux syndicats.

MAXIME FRIOT

MIROIRS. Une histoire presque universelle. – Eduardo Galeano

Lux, Montréal, 2025, 436 pages, 24 euros.

Le journaliste et écrivain uruguayen Eduardo Galeano, auteur des *Veines ouvertes de l'Amérique latine*, propose, dans ces quelque six cents brefs récits, de revisiter les grands mythes fondateurs des sociétés. Il redonne vie à une multitude de personnages légendaires – connus ou méconnus – issus de diverses civilisations. Tous sont associés à l'histoire de l'humanité, ses injustices, ses formes de domination ou ses luttes pour l'émancipation. Ce voyage plonge le lecteur dans les origines de ce qui l'anime et le travaille, la guerre, le pouvoir, la religion, la violence, la colonisation, le racisme, mais aussi le vin, le rire, la musique, les classes sociales, les rébellions, les révolutions. L'ensemble procède d'un geste poétique facétieux et inventif, dont le propos vise à redonner leur place légitime aux récits ignorés ou négligés. L'auteur choisit savamment au sein d'une abondante bibliographie les éléments qui relient les époques et les cultures entre elles, dans un jeu de miroirs, pour écrire une nouvelle histoire sensible du monde.

ZÉLIE HARSCOÛËT

IDÉES

Entreprises de libération

«*M*es films sont une forme de psychanalyse, sauf que c'est moi qui suis payé, ce qui change tout.» La formule de Woody Allen, propagandiste convaincu et moqueur de la psychanalyse à l'américaine, est aussi connue que fallacieuse, mais elle renvoie à un des reproches qui pèse quasi consubstantiellement sur l'exercice : comme, autrefois, on disait aux femmes qu'il fallait souffrir pour être belles, il a été amplement répété qu'il fallait payer pour être soigné. Léger soupçon de charlatanisme, désignation d'une classe bourgeoise qui a les moyens de s'offrir un mixte de confessionnal et de lifting psychique. De quoi nourrir, entre autres imputations et réputations, une méfiance qui convient parfaitement aux gourous du développement personnel. Au Centre de consultations et de traitements psychanalytiques Jean-Favreau (CCTP), à Paris – et créé en 1953 –, les séances sont gratuites pour qui n'est pas argenté.

Un livre récent permet de comprendre quelques-uns des enjeux et obstacles de la cure, une fois énoncée la «*règle fondamentale*» de la libre association (1). Il ne s'agit là ni d'études détaillées de cas, ni de pure théorisation. La psychanalyste Christine Bouchard, qui, outre son activité en cabinet, travaille au CCTP, expose et interroge son expérience de clinicienne. Il serait taquin de dire que le profane comprend absolument tout. C'est sans gravité. Ce qu'on accompagne est pour l'essentiel limpide, s'y éclaire en particulier ce qui se joue chez l'analyste. Que signifie sa «*neutralité*»? Quelle est la fonction de son silence, quand et pourquoi intervenir? «*Alors, vous n'interprétez pas?*», s'agace le patient, mais l'analyste «*écoute ce que le patient ne lui dit pas, mais lui fait*»... Et que se passe-t-il quand l'attention flottante a du mal à continuer à flotter, parce que le patient suscite un ennui compact, voire un genre d'antipathie («*ah, s'il pouvait ne pas revenir...*»)? Comment parvenir à ne pas opposer orthodoxie et transgression, neutralité et implication, ne pas attendre que le patient réponde à ce que la théorie attend de lui? Christine Bouchard ne donne pas dans la vulgarisation, mais son déchiffrement des interactions entre analysant et analyste,

de ce qui se noue dans la question essentielle «*à qui suis-je en train de parler?*», sa mise en lumière de ce que peut être une libération de la charmeuse répétition névrotique, met remarquablement le lecteur en action... On sait que les outils conceptuels de la théorie psychanalytique peuvent aussi être utilisés pour décrypter d'autres phénomènes que les complications de la psyché. C'est en s'appuyant principalement sur Sigmund Freud (*La Psychologie des masses et analyse du moi*), Max Weber (*Économie et société*) et Franz Kafka (*Le Château*) que Paul-Laurent Assoun entreprend de mettre l'*«administration à l'épreuve de la psychanalyse* (2)». Cette administration qui ignore l'affect, n'use jamais du point d'exclamation, est caractérisée par une «*répétitivité structurelle*», et qu'on ne peut contester que par une procédure... administrative.

L'ensemble souffre d'une édition péniblement fautive, qui aurait gagné à être relue, resserrée, allégée, mais on peut avoir quelque plaisir à découvrir brièvement l'histoire (française), à tout le moins peu connue, de l'administration, et à retrouver les déclinaisons qu'ont données de ce «*fait majeur de la modernité politique et sociale*» Honoré de Balzac, Nicolas Gogol, Gustave Flaubert, Herman Melville, Georges Courteline, ou encore Octave Mirbeau. Mais c'est avec et autour de Kafka, lui-même administrateur, que sont ouvertes les pistes les plus stimulantes, offrant une vision de l'*«inconscient administratif*», et de celui de l'administré. Der l'acceptation de son assujettissement par ce dernier à la force mortifère qui anime in fine l'administration, du désir de règlement à la signification de l'emprise qu'exerce son impersonnalité fondamentale, c'est une «*rationnalisation de la domination*» qui est mise à jour, un travail qui n'est jamais inutile.

EVELYNE PIEILLER.

(1) Christine Bouchard, *Un parcours analytique. De la rencontre à l'interprétation*, PUF, Paris, 2025, 178 pages, 20 euros.

(2) Paul-Laurent Assoun, *Psychanalyse de l'administration. Le symptôme kafkaïen*, PUF, Paris, 2025, 261 pages, 23 euros.

HISTOIRE

Les stratégies de la distraction

ON évoque souvent la République de Weimar tant fascinent sa naissance, dans les convulsions de la défaite militaire et des tentatives révolutionnaires, et son effondrement, dans le nazisme. Dans *Les Irrésponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir?* (Gallimard, 2025), Johann Chapoutot a analysé l'*«histoire tragique de cette démocratie détruite par ses ennemis de l'intérieur (la droite nationaliste, les grands agrariens et les industriels, les militaires, l'extrême droite)»*. Ce qui change de l'idée reçue selon laquelle c'est la division de la gauche qui en serait la cause. Dans *Imaginer recommencer. Ce qui nous soulève*, 2 (Éditions de Minuit, 2021), Georges Didi-Huberman se concentrait sur l'échec de l'insurrection spartakiste de 1918-1919 et son onde de choc pour se demander ce qui se passe «*lorsqu'une révolution ayant fait lever l'espoir chez beaucoup se voit écrasée dans le sang*». L'historien de la photographie Christian Joschke travaille précisément sur les conditions matérielles de la réaction communiste à cette «*suspension*» de l'action révolutionnaire (1). Suspension ou plutôt reconfiguration : à la guerre de position succède, en effet, une guerre de mouvement, ce qui implique l'élaboration d'une stratégie politique ne se réduisant pas au moment insurrectionnel ou à la prise du pouvoir d'État, mais s'efforçant de construire une «*hégémonie politique*». Les échecs de la révolution socialiste allemande ne tenaient pas seulement à la trahison de la social-démocratie mais aussi à l'échec de la révolution à gagner la conviction des masses. La spontanéité que chérissait Rosa Luxembourg n'allait pas massivement au changement radical.

Joschke observe la mutation dans le domaine de l'information et des images due aux nouvelles techniques d'impression et de circulation – presse illustrée, cartes postales, almanachs, affiches, photographie. La guerre avait décuplé la propagande, les fausses nouvelles, la censure ; les années qui suivirent continuèrent, sous d'autres formes, ces stratégies de la «*distraktion*». Elles retinrent l'attention de Siegfried Kracauer (que l'on connaît par son étude sur le cinéma allemand, *De Caligari à Hitler*,

ou son essai *Le Roman policier*). Il traitait dans ses «*miniatures urbaines*», chroniques données à la *Frankfurter Zeitung* (1925-1933), des films, des scènes de rue, des spectacles, en s'attachant à des détails significatifs de la culture de masse indexée sur le machinisme notamment (2).

Les militants communistes avaient de leur côté compris qu'il fallait faire porter la bataille politique sur l'information, les images des événements, des situations sociales, des luttes ainsi que sur leur souvenir. L'importance accordée aux almanachs ouvriers, à la mémoire de la guerre des paysans ou des mutineries de la flotte, etc., traduit cette mutation. Se développe alors une économie de l'information avec le Parti communiste d'Allemagne (KPD), fondé en 1918, qui met en place de tels dispositifs, et un deuxième cercle, qui dessine un réseau plus large que celui destiné aux militants, à travers le Secours ouvrier international lié à l'Internationale communiste, bénéficiant d'une certaine autonomie. Le fer de lance de ce réseau qu'anima avec un talent sans égal Willy Münzenberg était l'*AIZ (Arbeiter Illustrierte Zeitung)* qui, de 1924 à 1933, devint le deuxième journal illustré d'Allemagne, connu de nos jours grâce aux photomontages de l'ancien dadaïste John Heartfield, adhérent du Parti depuis 1918. C'est au sein de cette organisation que se développa un courant de photographes ouvriers qui abondait l'*AIZ* et qu'étudie en profondeur Joschke. À l'agitation révolutionnaire succédait une agitation visuelle : «*Quand s'interrompt l'expérience insurrectionnelle s'anime le temps de l'histoire, tourné vers le passé et l'avenir à la fois, ouvert sur la longue durée.*»

FRANÇOIS ALBERA.

(1) Christian Joschke, *La Révolution suspendue. Photographie et presse communiste dans l'Allemagne de Weimar (1918-1933)*, Macula, Paris, 2025, 440 pages, 40 euros.

(2) Siegfried Kracauer, *Culte de la distraction. Miniatures urbaines et critiques de films (1925-1933)*, Les Presses du réel, Dijon, 2025, 272 pages, 24 euros.

DANS LES REVUES

❑ **FOREIGN POLICY.** Ces analogies historiques qui caractérisent (ou déforment) la présidence Trump : César, le nazisme (Carl Schmitt), la (contre-)Révolution culturelle, le populisme (personnalisation du pouvoir), etc. Également : l'Eurovision, un modèle de l'Occident sans l'Amérique ; où sont les géostratégies ? (N° 257, été, trimestriel, 249,99 dollars par an. – Washington, DC, États-Unis.)

❑ **NEW LEFT REVIEW.** Comment réinventer la notion de liberté dans un monde contraint par l'épuisement des ressources ? Un regard chinois sur la figure de Donald Trump comme démenti vivant à l'idée d'un triomphe éternel de la démocratie libérale, formulée par Francis Fukuyama en 1989 dans son article «*La fin de l'histoire?*». (N° 153, mai-juin, bimestriel, 14 euros. – Londres, Royaume-Uni.)

❑ **HARPER'S.** Dans son analyse de l'absence actuelle de courage des intellectuels américains, un article rappelle ce diagnostic ancien de Christopher Lasch : l'intelligentsia adapte sa mentalité à la reconnaissance, à la richesse, au pouvoir et au prestige qu'elle acquiert dans la société. (Vol. 351, n° 2103, août, mensuel, 8,99 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **PROSPECT.** Une enquête sur les conséquences écologiques désastreuses de la privatisation de la gestion de l'eau au Royaume-Uni. Comment la littérature japonaise a conquis le lectorat anglophone. (N° 340, août, mensuel, 9,99 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

❑ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Unity Mitford, la Britannique et fille d'aristocrate qui adorait Hitler et tenta de se suicider le jour (3 septembre 1939) où son pays déclara la guerre à l'Allemagne. Quand les États-Unis accueillaient des réfugiés africains. D'où vient l'extrême droite roumaine ? (Vol. LXXII, n° 13, 21 août, bimensuel, 9,95 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **CATALYST.** Il n'y a pas de «nouveau féodalisme», juste une mutation de plus du capitalisme ; le «réformisme» tiède du président brésilien ; la révolution est-elle devenue une chimère ? ; le phénomène Modi en Inde. (Vol. 9, n° 1, printemps, trimestriel, 15 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **EXTRA!** La presse «progressiste» américaine (*The New York Times*, *The Atlantic*, etc.) vent debout contre la candidature à la mairie de New York de M. Zohran Mamdani, socialiste et adversaire des politiques israéliennes. (Vol. 35, n° 6, août, mensuel, 68 dollars par an. – New York, États-Unis)

❑ **RUSSIA IN GLOBAL AFFAIRS.** Cinquante ans après les accords d'Helsinki, un héritage à terre. Entre 2009 et 2025, le Trésor américain a imposé 293 amendes et 976 sanctions pour contournement avéré ou présumé des sanctions antirusse. (Vol. 23, n° 3, juillet-septembre, trimestriel, gratuit en ligne. – Moscou, Russie.)

❑ **ASIA-PACIFIC JOURNAL : JAPAN FOCUS.** Les trois piliers de Sanseito, la formation d'extrême droite qui a récemment réalisé une percée au Japon : la dénonciation du «mondialisme», celle d'une immigration qui plongerait le pays dans la violence, et celle de la corruption, dont il n'est pas faux qu'elle gangrène l'empire du Soleil-Levant. (Vol. 23, n° 7, juillet, mensuel, gratuit en ligne. – Ithaca, États-Unis.)

❑ **ASIAN LABOUR REVIEW.** La quête d'unité du mouvement social indonésien. Comment les travailleurs chinois du secteur des nouvelles technologies contestent le régime 996 : de 9 heures du matin à 9 heures du soir, 6 jours par semaine. (Gratuit en ligne. – Tokyo, Japon.)

❑ **THE CHINA QUARTERLY.** La lutte contre la corruption au niveau local. Le développement (et les limites) du système judiciaire chinois. Pétition en ligne : un moyen pour le centre de contrôler ses marges. (Vol. 262, juin, trimestriel, 273 euros par an, accès en ligne. – Cambridge, Royaume-Uni.)

❑ **THE DIPLOMAT.** Le virage pro-business opéré par le secrétaire général du Parti communiste vietnamien Tô Lâm. Comment les purges dans l'armée chinoise affecteront ses capacités militaires. Passer à tabac, un outil d'interrogatoire répandu dans la police indienne. (N° 129, août, mensuel, 45 euros par an. – Washington, DC, États-Unis.)

❑ **QIUSHI.** La revue du Comité central du Parti communiste chinois (PCC) consacre deux de ses dix articles à la nécessité de relancer la consommation, considérée comme un moteur oublié de la croissance chinoise, contrairement aux exportations et à l'investissement. (N° 2025-3, Vol. 17, n° 74, bimensuel, gratuit sur le site. – Pékin, Chine.)

❑ **THE MIDDLE EAST JOURNAL.** Quelles ont été les différentes stratégies suivies par le Qatar pour assurer sa survie dans un environnement géopolitique hostile ? Une étude comparative des deux régions kurdes en Irak et en Iran. (Vol. 78, n° 2-3, hiver-printemps, trimestriel, 15 dollars. – Washington, DC, États-Unis.)

❑ **MIDDLE EAST REPORT.** Qui sont les nouveaux dirigeants de la Syrie post-Bachar Al-Assad ? Une relecture des engagements féministes au cœur du printemps soudanais de la fin des années 2010. (N° 314, trimestriel, printemps, en ligne. – Ardmore, États-Unis.)

❑ **MOYEN-ORIENT.** Un bilan géostratégique concernant une région déstabilisée par la guerre que mène Israël à Gaza. Un titre évocateur : «*Sous les ruines, la paix?*». (N° 67, juillet-septembre, trimestriel, 10,95 euros. – Paris.)

MUSIQUE

Danza, rumba, salsa, Cuba

La plus grande île des Caraïbes a toujours compté. Sur le plan politique, La Havane a longtemps concentré l'attention et les ambassades étrangères. Mais Cuba rayonne également sur le plan artistique, notamment musical. Rares en effet sont les genres qui se dansent depuis aussi longtemps et aussi loin du territoire qui les a vus naître.

PAR JEAN-LOUIS MINGALON *

MYSTÈRE de la musique cubaine. Ses racines plongent plusieurs siècles en arrière, mais elle demeure moderne. Elle ressemble à un mille-feuille de styles mais n'en déroule pas moins des sonorités uniques, quoique plurielles. Pour Blaise Cendrars, elle n'était pas seulement « une nouvelle forme d'art mais une nouvelle raison de vivre (1) ». Faut-il s'étonner que, d'Alejo Carpentier à Leonardo Padura en passant par Nicolás Guillén, les écrivains de l'île l'aient tous contée ou chantée, chacun à sa manière ?

Cette singulière histoire mêle métissage et pérennité des formes. Elle débute avec les Amérindiens Taïnos, qui pratiquaient des cérémonies rituelles avec tambours et maracas, instruments que l'on retrouve dans le *son*, la *salsa* ou le *boléro* contemporains. À partir de 1511, la colonisation espagnole inaugure l'extermination de ces populations, tandis que Cuba rejoint pour quatre siècles l'Empire hispanique. Les traditions musicales des colons, avec la guitare comme instrument-roi, investissent les campagnes, premiers lieux d'existence et de travail. Le chant alors pratiqué, le *punto*, devient l'expression poétique naturelle pour décrire la vie au champ. Il enfantera la *guajira*, dont l'un des exemples les plus célèbres est la chanson de 1928 *Guantanamera*, et ses paroles qui rappellent un texte de José Martí, grand poète et militant de l'indépendance. Également d'origine espagnole, la *guaracha*, née vers la fin du XVIII^e siècle, issue du théâtre bouffe et au tempo vif, propose d'abord des textes satiriques, voire osés, avant de devenir plus politique. Le genre deviendra par ailleurs de plus en plus dansant.

La traite des Noirs commence au début des années 1520 pour fournir les plantations de sucre et de tabac en main-d'œuvre. Bientôt, les musiques « blanches » coexistent avec celles importées d'Afrique de l'Ouest et centrale par les esclaves. Environ un million d'entre eux sont vendus à Cuba en presque quatre siècles. Ils représentent quasi la moitié de la population lors de l'abolition de l'esclavage en 1886. La coexistence entre les populations est d'abord étonnante en raison de la méfiance, voire de la peur, des Blancs. Obligés par les colons de se rassembler sur la base de leur ethnicité ou de leur langue, les esclaves pratiquent dans leurs *cabildos* (des sociétés hiérarchisées dotées d'un roi ou d'une reine) toutes sortes de musiques et de danses, les unes sacrées, les autres profanes. Peu à peu, elles s'offrent au regard des populations blanches, notamment lors des carnivals autorisés à l'occasion des fêtes catholiques. Dans ce cadre naissent, à la fin du XVII^e, les *comparsas* : des groupes de musiciens, chanteurs et danseurs formés d'esclaves masqués et déguisés.

Ce métissage se double d'un syncrétisme religieux où les divinités africaines (*orishas*) de l'ethnie Yoruba venue d'Afrique de l'Ouest côtoient les saints de l'Église catholique pour donner naissance à la *santeria*, toujours pratiquée au-delà même de la population noire (et que l'on peut rapprocher du vaudou en Haïti ou du *candomblé* et de la *macumba* au Brésil). Dans le registre profane, une sorte de marche rythmée en ligne s'impose dès le milieu du XVI^e siècle : la *conga*, qui sera à la mode comme danse de salon dans les années 1930, notamment aux États-Unis.

À partir du XIX^e, une intense période créative voit naître de nouveaux genres qui, issus des précédents, ne les font pas disparaître : coexistence du neuf et de l'ancien encore. Ainsi de la *tumba francesa*, arrivée en 1791, lorsque les colons, surtout français, accompagnés de leurs domestiques, esclaves et affranchis, fuient les insurrections qui aboutiront en 1804 à la naissance de la première république noire indépendante : Haïti. À Cuba, elle se transforme en chorégra-

phie élégante avec maître de ballet, chant en français ou en espagnol, et rythme de tambours africains, dont deux variantes restent pratiquées aujourd'hui.

Mais c'est surtout la *rumba* dite « cubana », d'origine africaine et sans rapport avec les autres rythmes de salon du même nom, qui, en incorporant le chant, devient le genre dominant au début du XIX^e. Encore vivante aujourd'hui dans les rues ou les patios, elle se présente comme un dialogue entre un chanteur soliste et un chœur avec un groupe de trois tambours en arc de cercle entraînant un ou deux danseurs qui se livrent à une sorte de rituel amoureux, non dépourvu d'humour.

Autre genre, d'origine européenne cette fois, la contredanse anglaise (puis française) se créolise à Cuba dès le début du XIX^e sous le nom de *contradanza* ou simplement *danza*. Les années 1860-



Couverture de l'album « Selecciones favoritas de Celia Cruz », avec La Sonora Matancera, 1952

1870 voient la première création chorégraphique nationale, le *danzón*, qui, d'abord jugée scandaleuse, devient prépondérante jusqu'à la fin des années 1920. Vents, clarinettes, violons, contrebasse, timbales, *güiro* (calebasse striée raclée avec une baguette) accompagnent dans un rythme lent des couples enlacés qui, au gré de variations diverses, se donnent la liberté d'inventer des pas.

L'UNIVERS politique est alors plus qu'agité. La première guerre d'indépendance (entre 1868 et 1878) se solde par un échec. La suivante, qui s'achève en 1898 avec l'aide de Washington, place l'île sous tutelle américaine. Ces bouleversements politiques n'empêchent pas le *danzón* de régner et de se prolonger dans une nouvelle filiation. En 1937, le violoncelliste Orestes López Valdés compose un *danzón* qu'il nomme « mambo », annonçant ainsi la naissance d'une dizaine d'années plus tard d'un nouveau genre, inauguré par le pianiste Pérez Prado et le flûtiste Antonio Arcaño. Avec ses mélodies élaborées et ses transformations rythmiques, il fait le tour du monde dans les années 1950 et 1960, popularisé par des orchestres comme ceux de Francisco Raúl Gutiérrez Grillo, alias « Machito », ou de Tito Puente et leurs sections de cuivres aux envolées inspirées par le jazz. Mais ses tempos vifs et ses syncopes complexes obligent les danseurs (seuls ou en couple) à suivre des cours s'ils veulent faire bonne figure. L'idée d'une simplification de la danse fait son chemin : au début des années 1950 apparaît le *chachachá* (cha-cha-cha), dont le premier enregistrement – *La engañadora* –, du violoniste Enrique Jorrín, sera un succès mondial. L'engouement ne dépassera toutefois pas la dizaine d'années.

Quasi parallèlement au *danzón* s'installe le *son* (prononcer « sonne »). Introduit par les soldats déplacés dans les garnisons de La Havane, il dérive du

changüi, apparu à la fin du XIX^e siècle, dans la partie orientale de l'île. On le joue lors des fêtes paysannes, avec, au milieu de percussions, le *tres* (petite guitare avec trois paires de cordes qui devient l'instrument fétiche du genre), le *bongo* (paire de petits tambours) et la contrebasse qui remplace l'ancienne *marimbula* (lamellophone proche de la *sanza* africaine). Le groupe reconnu comme pionnier dans ce genre, le Cuarteto Oriental, né en 1916, ajoute un chanteur et des percussions, comme les *claves* (deux bouts de bois cylindriques frappés l'un contre l'autre), puis un trompettiste en 1927. Les ensembles se multiplient, abordant des thématiques intimistes ou centrées sur l'actualité et le quotidien. À partir des années 1940, le *son* vit surtout à travers les grandes formations appelées *conjuntos*, comme celles d'Arsenio Rodríguez, de Félix Chapottín, Casino ou La Sonora Matancera. Une expansion d'autant plus facile que le *son* possède ses variantes et se marie en permanence avec d'autres genres. Benny Moré, surnommé le « Barbare du rythme », qui le chante comme personne, en est la star. Il devient à la fin des années 1950 une idole dans son pays, qu'il ne quittera pas après la révolution, contrairement à d'autres.

AU même moment émerge à New York un genre cousin, le *latin jazz*, notamment à travers la rencontre en 1947 de l'incomparable percussionniste cubain Chano Pozo et du trompettiste de jazz Dizzy Gillespie. C'est la naissance du *cubop* (de « cubano » et « bebop »). Le champ du *latin jazz* ne cesse depuis de s'élargir en incorporant d'autres courants comme la *bossa nova* brésilienne, sans parler de l'explosion du genre à Cuba même.

En 1959, la révolution castriste interrompt la succession des dictatures inaugurée depuis l'indépendance (du général Gerardo Machado à Fulgencio Batista) et met fin à la corruption. Elle n'est toutefois pas sans conséquences sur la sphère artistique : les échanges internationaux se réduisent, des lieux de concerts sont fermés, comme les cabarets où s'exerçait une prostitution officielle massive à destination de la clientèle américaine. Parmi les plus célèbres, le Tropicana, ouvert en 1939, survit. Tout cela n'empêche pas l'émergence de nouvelles formes dans les années 1970. Il y a le *mozambique*, une musique faite pour danser où les cuivres et les percussions s'entremêlent. Il y a aussi le *filin*, plutôt sophistiqué mais porté par toutes les grandes voix. Il se marie à la tradition ancienne des troubadours (la *trova*) pour donner naissance à la *nueva trova*, avec laquelle des guitaristes-chanteurs comme Pablo Milanés ou Silvio Rodríguez cherchent à ouvrir leur répertoire aux revendications sociales, voire politiques. À la fin du siècle dernier, le film *Buena Vista Social Club*, de Wim Wenders, documentera la beauté de ces genres mal connus ailleurs (*son*, *danzón*, *guajira*...). En célébrant des vétérans magnifiques (Compay Segundo, Ibrahim Ferrer, Rubén González...) et des artistes plus jeunes comme Eliades Ochoa, guitariste et chanteur, toujours en vie.

À l'orée des années 1970 apparaît dans les milieux latinos de New York une sorte d'amalgame de toutes les musiques cubaines : la *salsa*. Le journaliste vénézuélien César Miguel Rondón, auteur de l'ouvrage de référence sur le sujet, rappelle que pour la comprendre, « il faut aussi comprendre tout le spectre social et culturel pour lequel elle fut créée (2) ». Elle constituerait en effet une riposte des musiciens latinos new-yorkais face à l'émergence du rock et de la pop, doublée d'une réaffirmation d'une identité musicale. Emmenée par le label Fania de Jerry Masucci et Johnny Pacheco, elle connaît son âge d'or new-yorkais dans les années 1970, avant de gagner le monde entier avec des formes spécifiques, notamment à Porto Rico, en Colombie et au Venezuela. S'il n'y avait qu'un nom à citer dans cet univers, ce serait celui de Tite Curet Alonso, auteur-compositeur de deux mille chansons du style « salsa avec conscience » porté par la quasi-totalité des *salseros*. On pourrait également citer Cheo Feliciano, Celia Cruz, La Lupe, Willie Colón, Héctor Lavoe, Ray Barretto, Rubén Blades, Ismael Miranda... Déclinant à New York comme partout, elle se réinvente à Cuba dans les années 1980, avec par exemple la *timba* (NG La Banda, la Charanga Habanera, Los Van Van...). Depuis, l'histoire continue.

(1) Cité par Noël Balen dans *Musica cubana*, Fayard, Paris, 2006.

(2) César Miguel Rondón, *Le Livre de la salsa. Chronique de la musique de la Caraïbe urbaine*, Alia, Paris, 2023. Voir aussi Fabrice Clerfeuille et Yannis Ruel, *Salsa ! Un voyage musical en 100 disques essentiels*, Le mot et le reste, Paris, 2024.

DANS LES REVUES

❑ **MONDES ARABES.** Un dossier sur la « fabrique artistique » dans le monde arabe avec une réflexion sur le lien entre exil et création. Entretien avec Nasser Fakouhi, intellectuel iranien entre Téhéran et Paris. (N° 7, semestriel, 25 euros. – Paris.)

❑ **NAQD.** La Faculté centrale d'Alger, ensemble architectural remarquable, ne cesse de se dégrader, alerte la revue algérienne d'études et de critiques sociales, qui réclame un « plan national pour la sauvegarde du patrimoine scientifique ». (Hors-série, premier semestre 2025, disponible sur Cairn.info. – Alger, Algérie.)

❑ **BERLINER REVIEW.** L'historien israélien Omer Bartov discute plusieurs ouvrages récents sur ce qu'il qualifie lui-même de « génocide à Gaza » ; il met en perspective l'« apathie » et la « résignation » qu'il constate chez nombre de ses compatriotes. Deux témoignages de la vie à Gaza. (N° 4, été, semestriel, 14 euros. – Berlin, Allemagne.)

❑ **CRITIQUE INTERNATIONALE.** Ce que la « troïka » faisait au gouvernement grec durant la crise de 2008 : une entreprise d'infantilisation. Qui sont les *dozos* ivoiriens, ces chasseurs traditionnels, devenus miliciens et promoteurs de l'identification biométrique généralisée ? (N° 106, janvier-mars, trimestriel, 22 euros. – Paris.)

❑ **RAISON PRÉSENTE.** Dans ce numéro consacré à la protection de l'environnement, Alain Bihr démontre l'imbrication de la question sociale et de la question écologique à partir de la critique marxiste des rapports de production capitalistes. (N° 234, septembre, trimestriel, 19 euros. – Paris.)

❑ **MATÉRIAUX POUR L'HISTOIRE DE NOTRE TEMPS.** Pour éclairer la pratique du « collage » féministe, la revue consacre un dossier aux affiches féministes du See Red Women's Workshop (SRVWV) et au contexte de sa création dans le Royaume-Uni des années 1970 et 1980. (N° 155, semestriel, juillet, 20 euros. – Nanterre.)

❑ **ALTERNATIVES HUMANITAIRES.** Pour frapper les imaginations et attirer les donateurs, les organisations humanitaires recourent souvent à des chiffres chocs. Éviter les manipulations implique rigueur, contextualisation, mais aussi d'impliquer les populations destinataires de l'aide. (N° 29, juillet, trois numéros par an, gratuit en ligne : www.alternatives-humanitaires.org)

❑ **BULLETIN DU CETIM.** Les actions et les débats du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies concernant le droit à l'alimentation et les luttes paysannes dans le monde. On y découvre comment la pêche artisanale bénéficie de la lutte pour la protection des océans. (N° 71, juin, semestriel, gratuit, en ligne : www.cetim.ch)

❑ **LAVA.** Le complexe militaro-industriel européen : comment le grand réarmement découle d'un lobbying intensif couronné au printemps dernier par la présentation du plan « ReArm », assorti de 800 milliards d'euros. (N° 33, été, trimestriel, 15 euros. – Bruxelles, Belgique.)

❑ **PRESCRIRE.** Les preuves s'accumulent : une alimentation riche en aliments ultratransformés augmente le risque de mortalité cardiovasculaire, de diabète de type 2 et de troubles psychiques. Reste à traduire ces connaissances dans un étiquetage plus clair pour changer les habitudes de consommation. (N° 502, août, mensuel, 55 euros. – Paris.)

❑ **PRATIQUES.** « "Privatiser", ça veut dire "priver" les pauvres de soins... et attiser les injustices », demande le caricaturiste Serdu dans ce numéro anniversaire, qui raconte cinquante ans d'histoire de la médecine utopique en images, avec des dessins de Reiser, Siné, Cardon, Éloi Valat et bien d'autres. (N° 108, janvier, parution irrégulière, 21 euros. – Malakoff.)

❑ **INSERM, LE MAGAZINE.** Un dossier consacré à la « menace invisible » des polluants chimiques. L'industrie produit près de 100 000 molécules, dont près de 70 % présentent une toxicité mal caractérisée qui peut impacter les systèmes nerveux et immunitaire. (N° 65, juin, trimestriel, gratuit. – Paris.)

❑ **IMAGINE.** En Belgique, comme dans le reste de l'Europe, les inégalités de fortune ont considérablement augmenté, les 1 % les plus riches possèdent 24 % de la richesse du pays. Mais l'idée d'un plafonnement des revenus fait son chemin. (N° 165, été, trimestriel, 15 euros. – Liège, Belgique.)

❑ **L'EMPAILLÉ.** Une enquête sur les groupes d'avocats qui, en France, « jouent un rôle central dans la répression des personnes qui dénoncent le génocide » à Gaza. (N° 18, été, trimestriel, 4 euros. – Marcillac-Vallon.)

❑ **LES ALLUMÉS DU JAZZ.** Un entretien avec la journaliste Liz Pelly, auteure d'un ouvrage sur la plateforme musicale Spotify, symbole de la mise sous coupe réglée de la création musicale. (N° 46, juin, abonnement libre. – Le Mans.)

❑ **REVUE INTERNATIONALE DES LIVRES ET DES PHOTOGRAPHIES (RILP).** Née de la maison d'édition Nouveau Palais, cette toute jeune revue en ligne propose un essai sur le silence entourant les images de la guerre en Ukraine et à Gaza, et une présentation des éditions Shibleoth. (N° 2, juillet-septembre, périodicité non mentionnée, gratuit en ligne. – Rennes.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

* Journaliste et réalisateur, coauteur du *Dictionnaire passionné du tango*, Seuil, Paris, 2015.

Le sens de la fête

PAR ALEXIA BLIN *

CONSOMMATION, piège à cons. Tel serait le credo de la gauche, en particulier marxiste, au xx^e siècle. Ses penseurs et militants, incapables de saisir l'épaisseur du phénomène, n'auraient que mépris pour les choses et le plaisir qu'elles peuvent procurer. À l'instar du philosophe Herbert Marcuse, ils ne verraient dans l'accès à l'abondance qu'aliénation, abêtissement, voire «tendances totalitaires». Ainsi a-t-on pu juger l'approche socialiste de la consommation «lugubre», «dystopique» et hantée par le spectre du conformisme passif.

C'est oublier un peu vite que, depuis les premières communautés des années 1820, les socialistes ne se sont pas contentés de la critique mais ont multiplié les programmes et les expériences concrètes dans ce domaine : des coopératives aux magasins publics des municipalités «rouges», les propositions n'ont pas manqué pour faire vivre une consommation socialiste.

L'exemple le plus manifeste est peut-être ce qu'on a appelé, à la suite de l'historienne Annie Kriegel, la «contre-société» communiste. Cette notion désigne la structure parallèle instaurée à partir des années 1920 pour prendre le relais de la société capitaliste au moment de la prise de pouvoir révolutionnaire (1). Formée d'une myriade d'associations proches du Parti communiste français (PCF), elle témoigne d'un effort pour encadrer politiquement adhérents et sympathisants communistes.

La contre-société crée aussi, de fait, des espaces de consommation socialiste en acte. Elle s'incarne de manière particulièrement joyeuse lors des moments de rupture du quotidien que sont les fêtes communistes, organisées notamment en France et en Italie au cours du xx^e siècle. À une époque où s'impose progressivement la consommation de masse capitaliste, ces célébrations donnent à voir ce que peut être un modèle désirable, représentation en miniature de la société socialiste.

La première Fête de *L'Humanité* se tient en 1930 dans le parc Sacco-et-Vanzetti de Bezons, ville communiste du Val-d'Oise. Les partis de gauche font alors l'objet d'attaques violentes. Leurs adversaires les accusent de prôner la paresse et la débauche. À rebours de ces stéréotypes, la Fête fait l'éloge de la frugalité et du contrôle de soi. Si le succès est vite au rendez-vous – la fréquentation atteint environ 300 000 personnes dès 1935 –, les dirigeants du PCF insistent pour qu'elle ne tourne pas au carnaval. À la Fête de *L'Huma* comme lors des nombreuses festivités partisans à l'échelle locale, il s'agit de montrer que les militants peuvent se rassembler et se distraire sans troubler l'ordre public, faire preuve de retenue et de discipline.

Si l'on achète et dépense, c'est d'abord pour soutenir le Parti et ses organisations. La première

* Historienne. Auteure d'*À l'assaut de l'abondance. Socialisme et consommation, du XIX^e siècle à nos jours*, à paraître aux PUF le 22 octobre et dont ce texte est tiré.

Fête de *L'Humanité* répond d'ailleurs à un objectif de solidarité : renflouer le journal, alors en difficulté. Dans les fêtes de la «banlieue rouge» pendant l'entre-deux-guerres, les achats des participants servent à financer les colonies de vacances des enfants de la ville. La consommation doit poursuivre un autre objectif que le plaisir immédiat. En prônant la modération, les communistes n'entendent pas seulement répondre aux critiques réactionnaires, mais aussi s'opposer au modèle capitaliste. Si les ouvriers peuvent s'octroyer des satisfactions – les repas, les concerts, les bals, les jeux de massacre ciblant des politiques –, on n'oublie jamais la dénonciation de l'exploitation. Lorsque, à partir de 1938, on sert des huîtres à la Fête de *L'Huma*, on rappelle le dur labeur des travailleurs pour les cultiver (2).

En Italie aussi, le Parti communiste (PCI) propose de nombreuses fêtes militantes. *L'Unità*, son journal officiel, créé par Antonio Gramsci en 1924, se lance après la seconde guerre mondiale dans l'organisation de festivals annuels qui se tiennent généralement, comme la Fête de *L'Humanité*, au mois de septembre. Plutôt qu'un grand événement centralisé, le Parti multiplie les déclinaisons provinciales. On en compte sept cents en 1949, autour de sept mille en 1975. Là aussi, la consommation est encadrée, au moins dans les premiers temps. L'achat de produits du Parti, en particulier les titres de presse, est encouragé. La fête est également l'occasion de mettre en avant les organisations communistes et le type de loisirs qu'elles promeuvent : aux fêtes de *L'Unità*, les clubs sportifs liés au PCI font des démonstrations et organisent des tournois. Associée au modèle américain et aux plaisirs faciles qui détournent les ouvriers de la politique, la consommation de masse est condamnée symboliquement, dans les discours ou à travers la construction de chars monumentaux qui raillent la télévision et ses programmes (3).

Lors de ces festivités, la consommation doit être solidaire, militante et, autant que possible, non marchande. Comme le montrent Danielle Tartakowsky et Noëlle Gérôme dans leur ouvrage consacré à l'histoire culturelle de la Fête de *L'Huma*, la vente de produits alimentaires y est réservée, dans les premières années, aux coopératives (4). En 1945, alors que l'événement rassemble près d'un million de personnes, le Parti craint de ne pouvoir assurer un approvisionnement suffisant. La coopérative La Famille nouvelle s'en charge, mais les organisateurs conseillent aux participants d'apporter leurs propres victuailles. Il ne s'agit pas, alors, de venir faire bombance ou s'enivrer. Dans les années 1930, la sonorisation de la Fête est aussi assurée par une coopérative ouvrière, la TSF, une entreprise fondée par des militants communistes en 1926 pour fournir aux ouvriers des postes de radio bon marché. En Italie comme en France, les grandes réunions partisans fonctionnent grâce à un travail bénévole important. Les militants construisent les stands, servent la nourriture, coordonnent les conférences et les activités, vendent les cartes d'entrée, consacrant parfois des semaines entières à ces prépara-



MARK KHAÏSMAN. – « Concert », 2021

tifs. À distance de toute professionnalisation, cette organisation sert également à mettre en scène l'efficacité logistique du Parti.

Dès les années 1950, cependant, ce modèle se transforme. En France, la légitimité acquise par le PCF après la guerre, couplée à la fin de l'austérité et du rationnement, conduit les organisateurs de la Fête de *L'Huma* à relâcher les contraintes. Ils promettent «des restaurants partout». En 1955 apparaît une «Cité commerciale», place de «Dame-Emplette», réunissant une quarantaine d'annonceurs. Peu à peu, l'événement s'ouvre aux financements privés. Les entreprises lucratives peuvent y faire de la publicité. Dans les années 1960, grâce à la présence de ces soutiens commerciaux, la grande tombola de la Fête offre aux heureux gagnants l'équipement de «la maison de [leurs] rêves», une voiture ou une télévision couleur (5).

De part et d'autre des Alpes, la singularité des festivités communistes dans le paysage culturel tend à se diluer. S'il y est toujours question de politique, les activités marchandes tiennent une place croissante et le travail bénévole des militants ne suffit plus à l'organisation ; les fêtes se professionnalisent. En Italie, les concerts de stars de la chanson, pas toujours politisées, font leur apparition dès les années 1950 – suivant un modèle américain pourtant décrié. En France, c'est dans les années 1970 que les concerts de musique pop et rock sont introduits, afin notamment d'attirer un public plus jeune. À une époque où les fêtes constituent une source de revenus indispensable pour des partis en difficulté, la défense stricte d'une approche alternative de la consommation devient moins cruciale que l'accueil de visiteurs en grand nombre.

La crise du modèle de consommation socialiste défini au début du xx^e siècle prend parfois la forme d'un conflit de générations. Lors du Festival de la jeunesse prolétarienne organisé par la revue *Re Nudo* à Milan en 1976, un incident marque les esprits. Une bande de jeunes davantage attirés par

les films et les concerts que par l'offre politique s'attaque à un camion livrant de la nourriture, le pille et se met à jouer au football avec des poulets congelés, sous le regard scandalisé des organisateurs. Loin de la retenue imposée dans les premières fêtes communistes des années 1930, de l'organisation coopérative du divertissement ouvrier et du respect des producteurs, la jeunesse italienne cherche désormais à jouir sans entraves.

À la Fête de *L'Huma*, la politique ne disparaît pas pour autant. Dans les années 1970, elle constitue toujours un espace culturel alternatif pour nombre de participants. Les achats militants continuent d'être privilégiés : on peut acquérir, au stand du Laos, des bijoux produits à partir du métal d'avions américains abattus, ou, ailleurs, des montres Lip. Des pratiques socialistes de consommation issues de l'entre-deux-guerres se retrouvent aussi dans un événement de moindre ampleur : la fête du parti trotskiste Lutte ouvrière (LO), qui se tient chaque année à Presles, dans le Val-d'Oise, à partir de 1971, en reprenant certains des codes militants communistes des années 1930. Aujourd'hui encore, on n'y trouve ni stands commerciaux ni sponsors. On ne vend pas de tabac, et l'alcool ne s'achète que sous condition, en petite quantité. Une «monnaie de la fête» que l'on peut se procurer en avance remplace volontiers l'argent liquide. Et l'identité prolétarienne s'affiche au détour de chaque stand. Ainsi renoue-t-on, le temps d'un week-end, avec la pratique d'une consommation socialiste qui n'a pas tout à fait disparu.

(1) Annie Kriegel, *Les Communistes français. Essai d'ethnographie politique*, Seuil, Paris, 1968.

(2) Thomas Bouchet, *Les Fruits défendus. Socialismes et sensualité du XIX^e siècle à nos jours*, Stock, Paris, 2014.

(3) Stephen Gundle, *Between Hollywood and Moscow. The Italian Communists and the Challenge of Mass Culture. 1943-1991*, Duke University Press, Durham, 2000.

(4) Noëlle Gérôme et Danielle Tartakowsky, *La Fête de L'Humanité. Culture communiste, culture populaire*, Messidor-Les Éditions sociales, Paris, 1988.

(5) *Ibid.*

SOMMAIRE

PAGE 2 :	Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.
PAGE 3 :	Quand les syndicats affrontaient le numérique, par MAUD BARRET BERTELLONI, PAULINE GOURLET ET FÉLIX TRÉGUER.
PAGES 4 ET 5 :	Carnets de route dans une Syrie en proie à la rancœur et au doute, suite de l'article d' EMMANUEL HADDAD. – Une occupation pour faire oublier l'autre (E. H.).
PAGE 6 :	En Turquie, l'ouverture kurde, par JEAN MICHEL MOREL.
PAGE 7 :	Mais que fait la Chine pour Gaza?, par RENAUD LAMBERT ET MERIEM LARIBI.
PAGES 8 ET 9 :	En Nouvelle-Zélande, les Maoris se sentent à nouveau trahis, par CÉDRIC GOUVERNEUR. – Des moujiks à Auckland, par GRÉGORY RZEPSKI.

PAGE 10 :	En attendant l'Indonésie, par VEDI R. HADIZ.
PAGE 11 :	CIA contre Pentagone, par MARTIN BARNAY.
PAGE 12 :	Europe, la capitulation permanente, par THOMAS FAZI.
PAGE 13 :	Ceci n'est pas un «boom» littéraire, par FABIEN PALEM.
PAGES 14 ET 15 :	Dans les pays du Sahel, les juntas en échec face aux djihadistes, par NINA WILÉN.
PAGE 16 :	Nommer les naufragés en Méditerranée, par PAOLO VALENTI. – LES RENCONTRES DES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE.
PAGE 17 :	Hypocrite diplomatie du plastique, par MOHAMED LARBI BOUGUERRA.
PAGE 18 :	Les deux destins de la cryptomonnaie, par FRÉDÉRIC LEMAIRE ET DOMINIQUE PLIHON.
PAGE 19 :	Et pourtant les Allemands gagnent plus, par RACHEL KNAEBEL.

PAGE 20 :	Pourquoi la pénurie de médecins va durer, par ARIANE DENOYEL.
PAGE 21 :	Austérité, le festin des actionnaires, suite de l'article de PIERRE RIMBERT ET GRÉGORY RZEPSKI.
PAGES 22 ET 23 :	Les préfets servent-ils toujours la République?, par PHILIPPE BAQUÉ.
PAGES 24 À 26 :	LES LIVRES DU MOIS : «Boxcar Bertha. Sœur de la route», de Ben Reitman, par BAPTISTE DERICQUEBOURG. – «Nation cannibale», d'In Koli Jean Bofane, par BERNARD DAGUERRE. – Femmes qui brûlent, par MARINA DA SILVA. – Prendre sa liberté, par LOUISE DUMAS. – Entreprises de libération, par EVELYNE PIELLER. – Les stratégies de la distraction, par FRANÇOIS ALBERA. – Dans les revues.
PAGE 27 :	Danza, rumba, salsa, Cuba, par JEAN-LOUIS MINGALON.

